

QUATRIÈME PARTIE

CORRESPONDANCE

PART IV

CORRESPONDENCE

I. LE CHARGÉ D'AFFAIRES A. I. DE FRANCE AUX PAYS-BAS
AU GREFFIER

28 octobre 1950.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement a décidé de soumettre à la Cour internationale de Justice un différend avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les droits des ressortissants des États-Unis au Maroc.

M. le professeur André Gros, juriste, et M. le professeur Paul Reuter, juriste adjoint du ministère des Affaires étrangères français, ont été respectivement désignés officiellement comme agent et agent adjoint du Gouvernement de la République dans cette affaire.

Je vous prie de trouver ci-joint, accompagnée d'une lettre de M. le professeur Gros¹, la requête introductive d'instance au nom du Gouvernement français².

Veuillez agréer, etc.

(Signé) OLIVIER MANET.

2. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED
NATIONS (*telegram*)

October 28th, 1950.

11912 Cable 89 in accordance Statute Article forty paragraph three have honour inform you received to-day Application from Government France against Government United States America bringing before Court case concerning rights of U.S.A. citizens in Morocco.

3. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE SECRETARY OF STATE OF THE UNITED
STATES OF AMERICA (*telegram*)

October 28th, 1950.

11913 In accordance with Article 40 paragraph two Statute of International Court of Justice have honour inform you Government of France has to-day filed with Registry Application against Government of United States America bringing before Court case concerning rights of U.S.A. citizens in Morocco.

4. LE GREFFIER ADJOINT AU CHARGÉ D'AFFAIRES A.I. DE FRANCE AUX
PAYS-BAS

28 octobre 1950.

Monsieur le Chargé d'affaires,

Par lettre en date de ce jour, vous voulez bien me faire connaître que le Gouvernement de la République française a décidé de soumettre à

¹ Voir vol. I, p. 8.

² » » » », pp. 9-13.

la Cour internationale de Justice un différend avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc. Vous ajoutez que M. le professeur André Gros, juriconsulte, et M. le professeur Paul Reuter, juriconsulte adjoint du ministère des Affaires étrangères français, ont été respectivement désignés officiellement comme agent et agent adjoint du Gouvernement de la République française dans cette affaire. Et vous voulez bien me faire tenir, accompagnée d'une lettre de M. le professeur Gros, la requête introductive d'instance du Gouvernement de la République française.

En accusant la réception de votre obligeante lettre dont j'ai dûment noté le contenu, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'adresserai désormais à M. le professeur Gros, à son domicile élu à La Haye, les communications destinées en cette affaire au Gouvernement de la République française.

Veillez agréer, etc.

5. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

28 octobre 1950.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre en date du 27 octobre 1950, par laquelle vous voulez bien, au nom du Gouvernement de la République française, m'adresser une requête introductive d'instance auprès de la Cour internationale de Justice exposant un différend avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur les droits des ressortissants américains au Maroc. J'ai également l'honneur d'accuser la réception de la requête, qui était jointe à votre lettre.

Ces documents m'ont été remis à la date de ce jour par M. le chargé d'affaires de France aux Pays-Bas.

Je n'ai pas manqué de noter que le Gouvernement de la République française vous a désigné comme son agent en l'affaire, et M. le professeur Paul Reuter, juriconsulte adjoint du ministère des Affaires étrangères, comme son agent adjoint. J'ai également noté que le Gouvernement français élisait domicile au siège de l'ambassade de France à La Haye.

Je saisis cette occasion pour vous faire connaître que, la requête ayant dûment été communiquée au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, la question de la fixation des délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite fera l'objet d'une communication ultérieure de ma part.

Veillez agréer, etc.

6. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE SECRETARY OF STATE OF THE UNITED STATES OF AMERICA

October 28th, 1950.

Sir,

Confirming my cable No. 11913, I have the honour to let you know that the Government of the French Republic filed this day with the Registry of the International Court of Justice an application bringing before the Court a case against the Government of the United States of

America concerning the rights of citizens of the United States of America in Morocco.

Please find herewith a provisional copy of this Application (accompanied by a translation in English made by the Registry¹) of which I shall shortly send you duly certified printed copies. You will note that the Application refers to Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, and to the declarations made by the United States of America and by France recognizing as compulsory the jurisdiction of the Court.

I take this opportunity of drawing your attention to Article 35 of the Rules of Court which provide (paragraph 3) that the party against whom the application is made and to whom it is notified shall, when acknowledging receipt of the notification, or, failing this, as soon as possible, inform the Court of the name of its agents, and (paragraph 5) that the appointment of an agent is accompanied by a statement of an address for service at the seat of the Court to which all communications relating to the case should be sent.

I have also the honour to inform you that the question of the fixing of time-limits for the filing of the pleadings in the case will form the subject of a later communication. In this connection, I wish to draw your attention to Article 37, paragraph 1, of the Rules of Court.

I have, etc.

7. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN THE NETHERLANDS

October 28th, 1950.

Sir,

With reference to your letter of January 18th, 1950, I have the honour to forward to you herewith copy of a cable² and of a letter³ which I addressed to-day to the Secretary of State, Washington D.C.

I have, etc.

8. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

October 31st, 1950.

Sir,

With reference to my cable No. 89 of October 28th, 1950, I have the honour to confirm that the Government of the French Republic has, on the same date, filed an application instituting proceedings against the Government of the United States of America, a certified true copy of which I enclose¹.

I would ask you to be good enough, in accordance with Article 40, paragraph 3, of the Court's Statute, to notify Members of the United Nations. For this purpose, I am sending you, under separate cover,

¹ See Vol. I, pp. 9-13.

² „ No. 3, p. 398.

³ „ „ 6 above.

75 certified true copies and 300 uncertified copies of the Application.

I shall not fail to inform you of the date for the completion of the written proceedings in this case as soon as it has been fixed.

I have, etc.

9. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

31 octobre 1950.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, à titre d'information, quatre exemplaires imprimés de la requête introductive d'instance dans l'affaire des droits des ressortissants américains au Maroc avec traduction en anglais¹ préparée par les soins du Greffe.

Au cas où vous auriez besoin d'un plus grand nombre d'exemplaires, je serais tout disposé à vous les envoyer.

Veuillez agréer, etc.

10. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE SECRETARY OF STATE OF THE UNITED STATES OF AMERICA

October 31st, 1950.

Sir,

With reference to my letter No. 11914, dated October 28th, 1950, I have the honour to send you herewith two certified true copies and four uncertified copies of the Application² filed by the Government of the French Republic with the Registry of the International Court of Justice on October 28th, 1950, together with a letter from the Agent of the French Government³ and the covering letter from the French Chargé d'Affaires at The Hague³.

I would draw your attention to the fact that the translation enclosed in my letter of October 28th was provisional, whereas that attached hereto is definitive.

I have, etc.

11. LE GREFFIER ADJOINT AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AFGHANISTAN⁴

31 octobre 1950.

Monsieur le Ministre,

A la date du 28 octobre 1950, le chargé d'affaires de France aux Pays-Bas a déposé au Greffe de la Cour, au nom du Gouvernement de la République française, une requête introduisant une instance contre

¹ Voir vol. I, pp. 9-13.

² See Vol. I, pp. 9-13.

³ " " " P. 8.

⁴ Cette communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les droits des ressortissants américains au Maroc.

J'ai l'honneur, à toutes fins utiles, de transmettre ci-joint à Votre Excellence un exemplaire de cette requête ¹.

Veillez agréer, etc.

12. LE GREFFIER ADJOINT AU CHEF DU GOUVERNEMENT
DU LIECHTENSTEIN ²

31 octobre 1950.

Monsieur le Chef du Gouvernement,

En me référant à l'article 40, § 3, du Statut de la Cour, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une requête introduisant une instance contre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les droits des ressortissants américains au Maroc ¹.

Cette requête a été déposée au Greffe de la Cour, à la date du 28 octobre 1950, par le chargé d'affaires de France aux Pays-Bas, au nom du Gouvernement de la République française.

Veillez agréer, etc.

13. THE ASSISTANT SECRETARY-GENERAL IN CHARGE OF THE LEGAL
DEPARTMENT OF THE UNITED NATIONS TO THE REGISTRAR

November 13th, 1950.

Sir,

I am directed by the Secretary-General to acknowledge the receipt of your letter No. 11897 of 31 October 1950, and to inform you that, in pursuance of Article 40, paragraph 3, of the Statute of the International Court of Justice and in accordance with your request, the Members of the United Nations have been notified that a written Application by the Republic of France instituting proceedings against the United States of America with regard to the rights of American nationals in Morocco was filed with the Court on 28 October 1950.

A copy of this notification is attached hereto ².

I have, etc.

(Signed) I. S. KERNO.

14. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU VICE-PRÉSIDENT
DE LA COUR

15 novembre 1950.

Monsieur le Président,

Après avoir pris l'accord de l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les délais

¹ Voir vol. I, pp. 9-13.

² Cette communication a été adressée aux États admis à ester en justice devant la Cour et qui ne sont pas membres des Nations Unies.

³ Not reproduced.

que mon gouvernement souhaiterait voir fixer par la Cour dans l'affaire des droits des ressortissants américains au Maroc.

Le mémoire de la France pourrait être déposé le 1^{er} mars 1951, le contre-mémoire des États-Unis d'Amérique, le 1^{er} juillet 1951 ; la réplique française interviendrait le 1^{er} septembre et la duplique américaine le 1^{er} novembre 1951.

Seule la distance qui sépare les deux pays en litige explique le retard des agents à se mettre d'accord sur ces propositions concernant les délais de la procédure. Pour ma part, je vous en exprime mes sincères regrets et je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

15. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE REGISTRAR

November 15th, 1950.

Sir,

On behalf of the Government of the United States of America, I desire to inform you that I have reached an agreement with M. André Gros, Agent of the Government of the French Republic, with respect to the pleadings to be presented in the case concerning the rights of American ressortissants in Morocco which was brought before the Court by Application of the French Government on October 28, 1950.

According to our agreement, the Memorial of the French Government would be presented to the Court on March 1, 1951 ; the Counter-Memorial of the United States Government on July 1, 1951 ; the Reply of the French Government on September 1, 1951 ; and the Rejoinder of the United States on November 1, 1951.

Pursuant to the terms of Article 37, paragraph 3, of the Rules of the Court, I submit the above schedule for the consideration of the President of the Court in making the necessary orders concerning the number and the order of filing of the pleadings and the time-limits within which they must be filed. It is my understanding that M. André Gros will also submit to the Court, on behalf of his Government, the terms of our agreement and that our written communications will obviate the need for the meeting with the President of the Court which is contemplated by Article 37, paragraph 1, of the Rules of the Court.

Very truly yours,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

16. THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN
THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

November 16th, 1950.

Sir,

I have the honor to inform you that my Government has appointed Mr. Adrian S. Fisher, Legal Adviser of the Department of State, as Agent of the Government of the United States of America in the case

concerning the rights of American ressortissants in Morocco which was brought before the Court by Application of the French Government on October 28, 1950.

The Agent of the Government of the United States of America has selected the American Embassy at The Hague as the address for service at the seat of the Court to which all notifications and communications relating to the case should be sent.

Yours very truly,
(Signed) SELDEN CHAPIN.

17. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

November 17th, 1950.

Sir,

I have the honour to inform you that I have received a letter dated November 15th, 1950, from M. André Gros, Agent of the Government of the French Republic in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco, in which he informs the Court that you and he have agreed to propose the following dates for the presentation of the pleadings in the written proceedings in the above-named case :

1. French Memorial, March 1st, 1951.
2. United States Counter-Memorial, July 1st, 1951.
3. French Reply, September 1st, 1951.
4. United States Rejoinder, November 1st, 1951.

I have, etc.

18. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

23 novembre 1950.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par lettre en date du 15 novembre 1950, l'agent du Gouvernement des États-Unis, dans l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis au Maroc, m'a confirmé les dates que vous étiez convenus de proposer au Président de la Cour pour fixer les délais de présentation des pièces de la procédure à suivre dans cette affaire.

Je vous prie d'agrèer, etc.

19. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES ¹

November 23rd, 1950.

Sir,

I have the honour to send you herewith the official copy of the Order, made on November 22nd, 1950 ², in which the Court has fixed the time-limits for the deposit of the documents of the written procedure in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I have, etc.

20. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ¹

February 20th, 1951.

Sir,

With reference to Article 40, paragraph 1, of the Rules of the International Court of Justice, I have the honour to request that you will be good enough to deposit seventy-five copies of the Counter-Memorial and the Rejoinder of the Government of the United States of America in the case relating to the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I have, etc.

21. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

27 février 1951.

Monsieur le Greffier,

Par ordonnance en date du 22 novembre 1950, la Cour internationale de Justice avait fixé le 1^{er} mars 1951 comme date de présentation du mémoire du Gouvernement de la République française.

J'ai l'honneur de vous adresser l'exemplaire original de ce mémoire avec les annexes ², accompagné de 75 exemplaires imprimés, dont 10 certifiés conformes par l'ambassade de France à La Haye.

Il n'a pas été matériellement possible de satisfaire entièrement aux prescriptions de l'article 40 du Règlement de la Cour en vertu duquel l'exemplaire original de toute pièce de procédure écrite doit être déposé au Greffe. En effet, d'une part, les originaux des notes adressées par le Gouvernement français au Gouvernement des États-Unis se trouvent entre les mains de ce dernier. Les circonstances de guerre n'ont pas permis d'autre part de retrouver les originaux des notes adressées par le Gouvernement des États-Unis au Gouvernement de la République

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

² See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1950, pp. 391-393.

³ Voir vol. I, pp. 15-234.

française. Toutes les pièces citées pouvant être contrôlées par l'autre Partie, le Gouvernement français souhaite que la Cour veuille bien prendre en considération les observations qui précèdent.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

22. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

March 1st, 1951.

Sir,

I have the honour to transmit herewith to you seven copies, of which two are certified, of the Memorial of the Government of the French Republic in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco ¹.

This document, which was duly filed within the time-limit fixed by the Order of November 22nd, 1950, was accompanied by a covering letter of which I beg you to find herewith a certified true copy ².

You will note that seven of the documents mentioned in the Memorial and annexed to the original copy are not reprinted in the Memorial itself. These documents (of which a list, with references, is attached to the present letter) are deposited in the Registry, where they may be consulted.

I have, etc.

Annex to No. 22

LIST OF DOCUMENTS DEPOSITED IN ONE COPY ³

- 1.—The list of products appended to Avis No. 299 of the Office des Changes dated February 13th, 1948, mentioned in the Memorial, page 4, column 1, fifth paragraph [see Vol. I, p. 20, para. 6]; this list was published in the Official Journal of the French Republic on February 13th, 1948, pp. 1581-1582, and this number of the Official Journal constitutes *Annex 4*. (The Avis itself is appended to the Memorial, p. 36 [see Vol. I, p. 103], *Annex 4*.)
- 2.—A graph showing the fluctuations of the dollar, mentioned in the Memorial on page 4, column 2, line 3 [see Vol. I, p. 21, line 35], and constituting *Annex 6*.
- 3.—The French-German Treaty of November 4th, 1911, mentioned in the Memorial on page 13, column 2, line 1 [see Vol. I, p. 45], and reproduced on page 508 of a volume entitled *Recueil des actes internationaux et à incidence internationale concernant le Maroc* [Collection of International Acts and Acts having international effect concerning Morocco] published in Rabat, 1941; this volume constitutes *Annex 38*.

¹ See Vol. I, pp. 15-234.

² See No. 21 above.

³ Not reproduced.

- 4.—A Memorandum dated June 5th, 1950, submitted to the Committee on appropriations of the United States Senate, mentioned in the Memorial on page 14, column 2, last paragraph [see Vol. I, p. 50, para. 2], and reproduced on page 258 of a volume entitled *Foreign Aid Appropriations for 1951, Hearings before the Committee on Appropriations, 81st Congress, Second Session*; this volume constitutes *Annex 60*.
- 5.—The preparatory work of the Madrid Convention of 1880 mentioned in the Memorial on page 18, column 1, fifth paragraph [see Vol. I, p. 56, para. 4], and published in the Yellow Book entitled *Question of Diplomatic and Consular Protection in Morocco*, Paris, Imprimerie nationale, 1880, and constituting *Annex 62*.
- 6.—The Economic Co-operation Agreement between France and the United States of America dated June 28th, 1948, mentioned in the Memorial on page 26, column 2, line 2 [see Vol. I, p. 80, line 40], and printed in Paris; constituting *Annex 68*.
- 7.—General Agreement on Tariffs and Trade drafted at Geneva (October 30th, 1947) mentioned in the Memorial on page 26, column 1, tenth para. [see Vol. I, p. 80, line 26], published in Paris, Imprimerie nationale, 1950, and constituting *Annex 69*.

23. LE GREFFIER AU MINISTRE D'ESPAGNE AUX PAYS-BAS

16 mars 1951.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le 28 octobre 1950, la Cour internationale de Justice a été saisie par le Gouvernement de la République française d'une affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc. La requête du Gouvernement français, dont vous voudrez bien trouver ci-joint deux exemplaires¹, fait mention de l'acte général de la conférence internationale d'Algésiras du 7 avril 1906.

Or, l'article 63 du Statut de la Cour prescrit que, dans une affaire, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres États que les parties en litige, le Greffier les en avertit sans délai. Ces États ont le droit d'intervenir au procès.

L'acte général d'Algésiras dispose, dans son article 121, qu'il sera ratifié, et que les ratifications seront déposées à Madrid. Dans ces conditions, en vue de l'application éventuelle de l'article 63 du Statut, je vous serais obligé s'il vous était possible d'obtenir de votre ministère à Madrid et de me communiquer les renseignements dont il dispose touchant les États qui sont actuellement parties audit acte d'Algésiras.

En remerciant Votre Excellence de son obligeante entremise, je la prie d'agrée, etc.

¹ Voir vol. I, pp. 9-13.

24. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

March 22nd, 1951.

Sir,

By my letter of March 1, 1951 (No. 12932), I transmitted to you seven copies, two of which were certified true copies, of the Memorial of the French Government in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I now have the honour to send you seven copies of a translation¹ of the Memorial prepared by the Registry for the use of the Court.

As Article 39, paragraph 4, of the Rules of Court provides that "The Registrar is under no obligation to make translations of the pleadings or any document annexed thereto", it is to be understood that the text of those translations has no official character.

I have, etc.

25. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

22 mars 1951.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, pour votre information, un exemplaire d'une traduction en anglais² du mémoire déposé par vous.

Cette traduction a été établie par les soins du Greffe pour l'usage intérieur de la Cour.

Me référant à l'article 39, paragraphe 4, du Règlement de la Cour, aux termes duquel « le Greffier n'est pas tenu d'établir des traductions des pièces de la procédure écrite », je crois devoir préciser que le texte joint à la présente lettre ne présente aucun caractère officiel.

Veuillez agréer, etc.

26. LE CHARGÉ D'AFFAIRES A. I. D'ESPAGNE AUX PAYS-BAS
AU GREFFIER

29 mars 1951.

Monsieur le Greffier,

Me référant à la lettre adressée par Votre Excellence au marquis de Santa Cruz en date du 16 courant, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, d'après les renseignements que je viens de recevoir du Gouvernement espagnol, les pays suivants sont actuellement signataires de l'acte d'Algésiras, leur ratification respective ayant été signée aux dates mentionnées :

Grande-Bretagne	9 juillet 1906
Maroc	18 juillet 1906
Belgique	25 juillet 1906
Allemagne	17 novembre 1906

¹ Not reproduced.

² Non reproduite.

Italie	29 novembre 1906
États-Unis d'Amérique	14 décembre 1906
Suède	14 décembre 1906
France	21 décembre 1906
Autriche-Hongrie	22 décembre 1906
Espagne	24 décembre 1906
Portugal	24 décembre 1906
Pays-Bas	30 décembre 1906

Veuillez agréer, etc.

(Signé) M. VITURRO.

27. LE GREFFIER A L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AUX PAYS-BAS ¹

6 avril 1951.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le 28 octobre 1950, le Gouvernement de la République française a fait déposer au Greffe de la Cour internationale de Justice une requête introduisant contre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique une instance relative aux droits des ressortissants des États-Unis au Maroc. Un exemplaire de cette requête a été envoyé par mes soins à Votre Excellence le 31 octobre 1950 ; votre gouvernement en aura également reçu la copie certifiée conforme qui lui a été adressée le 14 novembre 1950 par M. le Secrétaire général des Nations Unies, aux termes de l'article 40, paragraphe 3, du Statut de la Cour.

La requête du Gouvernement français contient une référence à l'acte général de la conférence internationale d'Algésiras du 7 avril 1906 ; le mémoire français, déposé ultérieurement dans le délai fixé à cet effet par ordonnance du 22 novembre 1950, cite plusieurs dispositions dudit acte général et en tire des conclusions quant aux droits du Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Or, le Statut énonce, dans son article 63, que, lorsque dans une affaire il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres États que les parties au litige, le Greffier les avertit sans délai.

Dans ces conditions, vu d'une part que l'acte général d'Algésiras dispose dans son article 121 qu'il sera ratifié et que les ratifications seront déposées à Madrid ; compte tenu d'autre part des renseignements qui m'ont été donnés au nom du Gouvernement d'Espagne touchant l'état des signatures et ratifications audit acte, je crois devoir faire à Votre Excellence la communication prévue à l'article 63 du Statut.

A toutes fins utiles, je joins à la présente note une nouvelle copie certifiée conforme de la requête du Gouvernement de la République française ².

Veuillez agréer, etc.

¹ La même communication a été adressée aux Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Pays-Bas et de la Suède, ces États étant Membres des Nations Unies.

² Voir vol. I, pp. 9-13.

28. LE GREFFIER AU MINISTRE D'ESPAGNE AUX PAYS-BAS ¹

6 avril 1951.

Monsieur le Ministre,

Le 28 octobre 1950, le Gouvernement de la République française a fait déposer au Greffe de la Cour internationale de Justice une requête introduisant contre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique une instance relative aux droits des ressortissants des États-Unis au Maroc.

La requête du Gouvernement français contient une référence à l'acte général de la conférence internationale d'Algésiras du 7 avril 1906 ; le mémoire français, déposé ultérieurement dans le délai fixé à cet effet par ordonnance du 22 novembre 1950, cite plusieurs dispositions dudit acte général et en tire des conclusions quant aux droits du Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Or, le Statut énonce, dans son article 63, que, lorsque dans une affaire il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres États que les parties au litige, le Greffier les avertit sans délai.

Dans ces conditions, vu d'une part que l'acte général d'Algésiras dispose dans son article 121 qu'il sera ratifié et que les ratifications seront déposées à Madrid ; compte tenu d'autre part des renseignements qui m'ont été donnés par votre gouvernement touchant l'état des signatures et ratifications audit acte, je crois devoir faire à Votre Excellence la communication prévue à l'article 63 du Statut et lui transmettre ci-joint une copie certifiée conforme de la requête du Gouvernement de la République française ².

Veuillez agréer, etc.

29. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ³

April 10th, 1951.

Sir,

I have the honour to inform you that, as the Application filed on October 28th, 1950, with the Registry of the Court by the Government of the French Republic invokes the General Act of the International Conference of Algeciras of April 7th, 1906, I have, pursuant to Article 63, paragraph 1, of the Statute of the Court, addressed the notification provided under that article to States other than those concerned in the case, which are parties to that Act.

I have, etc.

¹ La même communication a été adressée aux Gouvernements d'Italie et du Portugal, ces États n'étant pas membres des Nations Unies.

² Voir vol. I, pp. 9-13.

³ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

30. LE MINISTRE D'ESPAGNE AUX PAYS-BAS AU GREFFIER

10 avril 1951.

Monsieur le Greffier,

Je m'empresse d'accuser réception de votre lettre en date du 6 courant par laquelle, conformément à l'article 63 du Statut, vous avez bien voulu me transmettre une copie certifiée conforme de la requête du Gouvernement de la République française, introduisant contre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique une instance relative aux droits des ressortissants des États-Unis au Maroc.

Je saisis mon Gouvernement de votre communication, et, dans le but d'être dûment informé des particularités concernant cette affaire, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire parvenir en dû temps, copies des documents s'y référant.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) SANTA CRUZ.

31. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ¹

April 14th, 1951.

Sir,

I have the honour to inform you that, by a letter dated April 10th, 1951, the Minister of Spain in the Netherlands asks on behalf of his Government to be furnished with copies of the pleadings in the case concerning the rights of United States citizens in Morocco.

Referring to article 44, paragraph 2, of the Rules of the Court, I would ask you to let me know if you have any objection to this request upon which the Court will have to decide.

A letter to the same effect is being addressed to the Agent of the Government of the French Republic.

I have, etc.

32. LE GREFFIER AU MINISTRE D'ESPAGNE AUX PAYS-BAS

14 avril 1951.

Monsieur le Ministre,

Par Sa lettre en date du 10 avril 1951, Votre Excellence veut bien, en se référant à la communication que je lui ai faite le 6 avril aux termes de l'article 63 du Statut de la Cour internationale de Justice, demander communication des pièces de la procédure écrite en l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

En accusant la réception de votre lettre, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, conformément à l'article 44, paragraphe 2, du Règlement de la Cour, je n'ai pas manqué de notifier aux Parties en litige la demande du Gouvernement d'Espagne.

Veuillez agréer, etc.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

33. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA¹

April 17th, 1951.

Sir,

Following my letter No. 13270 of 10th April, 1951, I have the honour to enclose herewith, for your information, a copy of the note² which, referring to Article 63 of the Statute, I have sent on 6th April, 1951, to the representatives of the following Governments: Belgium, Italy, the Netherlands, Portugal, Spain, Sweden and the United Kingdom.

I have, etc.

34. LA LÉGATION DU VENEZUELA AUX PAYS-BAS AU GREFFIER

La légation du Venezuela présente ses meilleurs compliments à l'honorable Monsieur E. Hambro, Greffier de la Cour internationale de Justice, et en se référant à l'entretien qu'il a bien voulu accorder à M. A. Paul, conseiller de légation, le prie d'intervenir auprès de l'édition Sijthoff à Leyde pour qu'elle lui envoie régulièrement les copies de tous les documents qui ont rapport aux affaires soumises au jugement de la Cour, spécialement celles de:

.
3) Maroc : États-Unis/France,
.

D'autre part, la légation saurait gré au Greffier de la Cour de bien vouloir faire des démarches en chaque cas où l'autorisation des parties en cause soit nécessaire pour l'obtention desdites copies.

La légation du Venezuela saisit l'opportunité, etc.

La Haye, le 23 avril 1951.

35. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA¹

May 4th, 1951.

Sir,

I have the honour to inform you that, by a note of April 23rd, 1951, the Venezuelan Legation at The Hague has requested communication of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

Referring to Article 44, paragraph 2, of the Rules of Court, I would ask you kindly to inform me whether you have any objection to this request, upon which the Court will have to decide.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

² See Nos. 27 and 28, pp. 409-410.

I may add that a letter to the same effect is being addressed to the Agent of the French Government.

I have, etc.

36. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

9 mai 1951.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par lettre du 14 avril 1951, m'indiquer que le Gouvernement de l'État espagnol demandait la communication des pièces de la procédure écrite dans l'affaire des ressortissants américains au Maroc, et vous me demandiez si j'avais quelque objection à cette communication.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la demande du Gouvernement de l'État espagnol ne rencontrera aucune objection de la part de mon gouvernement dans la mesure où elle sera jugée par la Cour conforme aux dispositions du Règlement qui visent les États qui ne sont pas parties à un différend.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

37. THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

May 11, 1951.

Sir,

I have the honor to inform you that, according to instructions received, the Department of State of the Government of the United States has no objection to the request of the Government of Spain for the Court pleadings in the case concerning the rights of United States ressortissants in Morocco.

I am further informed that written correspondence to this effect from Mr. Adrian Fisher, the United States Agent in this case, is en route.

Please, Sir, accept, etc.

(Signed) SELDEN CHAPIN.

38. THE REGISTRAR TO THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN THE NETHERLANDS¹

May 12th, 1951.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of the letter, dated May 11th, 1951, informing me that the Government of the United States has no objection to the request of the Government of Spain for the pleadings in the case of the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

The Government of the French Republic having also informed me that they had no objection to this request, the Court decided this day that these pleadings should be made available to the Government of Spain.

I have, etc.

39. LE GREFFIER AU MINISTRE D'ESPAGNE AUX PAYS-BAS

12 mai 1951.

Monsieur le Ministre,

Comme suite à la lettre de Votre Excellence en date du 10 avril 1951, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, Parties en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis au Maroc, ont fait savoir que la communication au Gouvernement de l'État espagnol des pièces de la procédure écrite en cette affaire ne rencontrait aucune objection de leur part. Dans ces conditions, la Cour a aujourd'hui décidé que ces pièces seraient mises à la disposition de votre gouvernement.

Vous voudrez bien trouver ci-joint un exemplaire du mémoire français en l'affaire¹, seule pièce de procédure déposée jusqu'à présent. Les autres pièces vous seront communiquées dès qu'elles auront été présentées.

Veuillez agréer, etc.

40. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE REGISTRAR

May 15th, 1951.

Sir,

With reference to your communication of May 4, 1951, and Article 44, paragraph 2, of the Rules of the Court, I desire to inform you on behalf of the Government of the United States of America that I have no objection to the request of the Government of Venezuela for copies of the pleadings in the case concerning the rights of United States ressortissants in Morocco.

Very truly yours,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

41. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE REGISTRAR

May 17th, 1951.

Sir,

On behalf of the Government of the United States of America, I desire to submit to the Court a request concerning the availability of

¹ Voir vol. I, pp. 15-234.

pleadings and annexed documents in the case concerning the rights of American ressortissants in Morocco.

According to Article 44, paragraph 3, of the Rules of the Court, the Court may, with the consent of the parties, authorize the pleadings in a particular case to be made accessible to the public before termination of the case.

In the view of my Government, the nature of the case at bar is such that the release of the pleadings at this time would be desirable and warranted. American nationals whose rights are at issue in this proceeding have a direct interest in obtaining access to the documents in the case and there are no reasons, political or otherwise, so far as my Government is aware, which suggest that to make the documents available to the public in this particular case would be inconsistent with the proper administration of justice by the Court.

I have informed the Agent of the Government of the French Republic of the views of my Government in the matter and have inquired whether his Government was inclined to concur. The Agent of the French Government, however, has suggested that it would not be appropriate for him to express views on this matter until it should be submitted to the Court.

Accordingly, I am addressing this request on behalf of the United States Government to the Court, under the terms of Article 44, paragraph 3, of the Rules of the Court, to ask that the pleadings and annexed documents in this case be made available to the public immediately. This communication is to be regarded as an expression of my Government's consent to such release, and it is my Government's hope that the Court may secure promptly a similar expression from the Government of the French Republic, so that immediate release of the documents in question may then be authorized by the Court.

Very truly yours,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

42. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

26 mai 1951.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint la copie d'une lettre en date du 17 mai 1951¹, par laquelle M. l'agent du Gouvernement des États-Unis en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis au Maroc demande à la Cour, en se référant à l'article 44, paragraphe 3, du Règlement, d'autoriser que les pièces de la procédure écrite en cette affaire soient immédiatement rendues accessibles au public.

En vous informant que cette lettre a été transmise à la Cour, j'ai l'honneur de vous prier, pour permettre à la Cour de se prononcer, de bien vouloir me faire connaître vos vues touchant la demande de M. l'agent du Gouvernement des États-Unis.

Veillez agréer, etc.

¹ Voir n° 41 ci-dessus.

43. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

May 26th, 1951.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of May 17th, 1951, relating to the release of pleadings and annexed documents in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I have transmitted its contents to the Court and to the Agent of the French Republic and shall keep you informed of the Court's decision.

I have, etc.

44. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

30 mai 1951.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu me communiquer, par lettre du 26 mai 1951, la copie d'une lettre en date du 17 mai 1951 par laquelle M. l'agent du Gouvernement des États-Unis en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis au Maroc demande à la Cour, en se référant à l'article 44, paragraphe 3, du Règlement, d'autoriser que les pièces de la procédure écrite en cette affaire soient immédiatement rendues accessibles au public.

La raison qui est invoquée par M. l'agent du Gouvernement des États-Unis est que « les ressortissants américains dont les droits sont en cause dans ce différend ont un intérêt direct à obtenir la communication des documents.... ».

Le Gouvernement de la République française considère que l'article 44, paragraphe 3, du Règlement de la Cour a été inséré, à la suite de l'article 42 du Règlement de la Cour permanente de Justice internationale, pour donner au Greffe une règle précise sur laquelle il lui serait possible de fonder un refus de rendre des pièces accessibles au public. Le principe de la compétence de la Cour affirmé par l'alinéa 1^{er} de l'article 34 du Statut est en effet que seuls les États ont qualité pour se présenter devant elle. C'est là une doctrine tellement certaine qu'il est inutile d'insister longuement et de développer la jurisprudence tant de la Cour permanente de Justice internationale que de la Cour internationale de Justice sur le caractère de différend entre États de la procédure contentieuse devant le juge international. « Du moment qu'un État prend fait et cause pour un de ses nationaux devant une juridiction internationale, cette juridiction ne connaît comme plaideur que le seul État. » (*Affaire des concessions Mavrommatis en Palestine*, Arrêt du 30 août 1924, p. 12.)

Le différend actuel n'oppose pas le Gouvernement de la République française à des individus américains mais bien au Gouvernement des États-Unis qui agit pour faire valoir son droit propre découlant de l'interprétation de traités internationaux ; les particuliers intéressés restent étrangers à la procédure.

Aussi le Gouvernement de la République française ne peut-il convenir que le motif invoqué par le Gouvernement des États-Unis pour donner une publicité immédiate à la procédure écrite soit conforme aux règles et

aux traditions de la justice internationale. Lorsque la question de la publicité des pièces écrites avant la clôture de la procédure a été posée à la Cour permanente de Justice internationale, la Cour semble avoir considéré que des objections sérieuses s'opposaient à ce que les litiges pendants fassent l'objet de discussions publiques. En 1929, lors de l'affaire des Emprunts serbes, des informations ayant été données à la presse par les parties, la Cour permanente leur fit savoir que cette publicité n'était pas souhaitable.

Pour ces raisons tenant, d'une part à la nature de différend entre États que constitue l'affaire actuellement pendante devant la Cour entre la République française et les États-Unis d'Amérique, d'autre part au principe que les pièces écrites d'une procédure contentieuse ne doivent pas être discutées sur la place publique avant de l'être devant la Cour, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne peux donner l'accord de mon Gouvernement à la publication demandée par M. l'agent du Gouvernement des États-Unis.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

45. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

June 5th, 1951.

Sir,

I have the honour to send you herewith a copy of a letter dated May 30th, 1951¹, by which the Agent of the Government of the French Republic in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco stated his Government's views on the request submitted by the Government of the United States of America, concerning the availability of pleadings and annexed documents in that case.

The above-mentioned letter from the French Agent has been laid before the Court.

I have, etc.

46. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA²

June 8th, 1951.

Sir,

With reference to the request, presented by you on behalf of the Government of the United States of America in the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco, asking the Court to authorize the pleadings in that case to be made accessible

¹ See No. 44 above.

² The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

to the public before termination of the case, I have the honour to inform you of the following.

The Court has taken cognizance of the request of the Government of the United States which is based on the ground that American nationals whose rights are at issue in this proceeding have a direct interest in obtaining access to the documents in the case. On the other hand, it has taken cognizance of the views of the French Government which refuses its assent for reasons which relate to the nature of the dispute and to the principle that the pleadings must not be discussed in public before being debated before the Court. By application of Article 44, paragraph 3, of the Rules of the Court, the Court has decided not to authorize the pleadings in the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco to be made accessible to the public before termination of the case.

I have, etc.

47. THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

June 20th, 1951.

Sir,

I have the honor to inform you that I have been instructed by the Secretary of State to transmit to you for filing in the Registry of the International Court, the original and five copies of a Preliminary Objection¹ of the Government of the United States in the case concerning the rights of American nationals in Morocco.

Accept, Sir, etc.

(Signed) SELDEN CHAPIN.

48. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

22 juin 1951.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à la date du 21 juin 1951, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a fait déposer au Greffe de la Cour une requête accompagnée de deux annexes, par laquelle, invoquant les dispositions de l'article 62 du Règlement de la Cour, il soulève une exception préliminaire en l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

Veillez trouver ici un exemplaire provisoire de ladite requête², dont vous recevrez sous peu des exemplaires imprimés et certifiés conformes.

Je ne manquerai pas de vous faire connaître dès que possible le délai qui, conformément à l'article 62 du Règlement de la Cour, sera fixé par le Président en exercice pour la présentation d'un exposé écrit contenant les observations et conclusions du Gouvernement de la République française sur l'exception préliminaire.

Veillez agréer, etc.

¹ See Vol. I, pp. 235-247.

² Voir vol. I, pp. 235-247.

49. LE GREFFIER ADJOINT AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ¹

22 juin 1951.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre du 31 octobre 1950, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la République française avait introduit devant la Cour internationale de Justice, contre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, une instance relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

J'ai aujourd'hui l'honneur de porter à votre connaissance qu'à la date du 21 juin 1951 l'ambassadeur des États-Unis aux Pays-Bas a déposé au Greffe, au nom de son gouvernement, une requête soulevant une exception préliminaire en cette affaire. Un exemplaire de cette requête ² est, à toutes fins utiles, joint à la présente lettre.

Veillez agréer, etc.

50. LE GREFFIER ADJOINT AU CHEF DU GOUVERNEMENT DU
LIECHTENSTEIN ³

22 juin 1951.

Monsieur le Chef du Gouvernement,

Par une lettre du 31 octobre 1950, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la République française avait introduit devant la Cour internationale de Justice, contre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, une instance relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

J'ai aujourd'hui l'honneur de porter à votre connaissance, conformément à l'article 40, paragraphe 3, du Statut de la Cour, qu'à la date du 21 juin 1951 l'ambassadeur des États-Unis aux Pays-Bas a déposé au Greffe, au nom de son gouvernement, une requête soulevant une exception préliminaire en cette affaire. Un exemplaire de cette requête ² est joint à la présente lettre.

Veillez agréer, etc.

51. LE GREFFIER ADJOINT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

22 juin 1951.

Monsieur le Secrétaire général,

Me référant à la lettre du 31 octobre 1950 par laquelle je vous ai fait tenir la requête du Gouvernement de la République française en l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au

¹ Cette communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

² Voir vol. I, pp. 235-247.

³ Cette communication a été adressée aux États admis à ester en justice devant la Cour et qui ne sont pas membres des Nations Unies.

Maroc, j'ai l'honneur, en confirmant mon télégramme du 22 juin 1951, de porter à votre connaissance que le 21 juin l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique aux Pays-Bas a déposé au Greffe, au nom de son gouvernement, une requête, accompagnée de deux annexes, par laquelle, invoquant les dispositions de l'article 62 du Règlement de la Cour, il soulève une exception préliminaire en cette affaire.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir, conformément à l'article 40, paragraphe 3, du Statut de la Cour, notifier ce document aux États Membres des Nations Unies. A cette fin je vous fais tenir sous pli séparé soixante-quinze exemplaires certifiés conformes et trois cents exemplaires non certifiés de ladite exception¹.

Je ne manquerai pas de vous faire connaître dès que possible le délai qui, conformément à l'article 62, paragraphe 3, du Règlement de la Cour, sera fixé par le Président en exercice pour la présentation d'un exposé écrit contenant les observations et conclusions du Gouvernement français sur l'exception préliminaire.

Veillez agréer, etc.

52. LE GREFFIER ADJOINT AU MINISTRE D'ESPAGNE AUX PAYS-BAS²

22 juin 1951.

Monsieur le Ministre,

Par une lettre du 6 avril 1951, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence, conformément à l'article 63 du Statut de la Cour internationale de Justice, que le Gouvernement de la République française avait introduit devant la Cour, contre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, une instance relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

J'ai aujourd'hui l'honneur de porter à votre connaissance qu'à la date du 21 juin 1951 l'ambassadeur des États-Unis aux Pays-Bas a déposé au Greffe, au nom de son gouvernement, une requête soulevant une exception préliminaire en cette affaire. Un exemplaire de cette requête¹ est joint à la présente lettre.

Veillez agréer, etc.

53. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA³

25 juin 1951.

Sir,

I have the honour to inform you that by an Order made on the 25th June, 1951⁴, the Acting President of the International Court of Justice

¹ Voir vol. I, pp. 235-247.

² Cette communication a été adressée aux Gouvernements d'Italie et du Portugal, ces États n'étant pas membres des Nations Unies.

³ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

⁴ See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1951, pp. 86-87.

fixed Monday 6th August, 1951, as the time-limit within which the Government of the French Republic may present a written statement of its observations and submissions in regard to the Objection lodged by the Government of the United States of America in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

The official copy of this Order will shortly be sent to you.
I have, etc.

54. LE GREFFIER ADJOINT A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

26 juin 1951.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous confirmer la lettre en date du 4 mai 1951 par laquelle je vous ai prié de me faire savoir si vous ne voyiez pas d'objection à ce qu'il soit donné suite à la demande de la légation du Venezuela à La Haye de recevoir communication des pièces de la procédure écrite dans l'affaire des ressortissants américains au Maroc.

Par lettre du 15 mai 1951, l'agent du Gouvernement des États-Unis m'a fait savoir que de sa part il n'y avait pas d'objection à ce que lesdites pièces soient communiquées. Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire tenir votre réponse dans le plus bref délai possible.

Veuillez agréer, etc.

55. LE GREFFIER ADJOINT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

27 juin 1951.

Monsieur le Secrétaire général,

Par ma lettre du 22 juin 1951, j'avais eu l'honneur de porter à votre connaissance qu'à la date du 21 juin 1951 le Gouvernement des États-Unis d'Amérique avait déposé au Greffe de la Cour une exception préliminaire dans l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis au Maroc.

Me référant au troisième paragraphe de la lettre précitée, j'ai aujourd'hui l'honneur de vous informer que, par ordonnance en date du 25 juin 1951¹, le Président en exercice de la Cour a fixé au 6 août 1951 le délai dans lequel le Gouvernement de la République française pourra présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur l'exception préliminaire.

Veuillez agréer, etc.

¹ Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances 1951*, pp. 86-87.

56. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

28 juin 1951.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par lettre du 4 mai 1951, me faire savoir que le Gouvernement des États-Unis du Venezuela demandait à recevoir communication des pièces de la procédure écrite dans l'affaire des ressortissants américains au Maroc. Vous me demandiez si j'avais quelque objection à cette communication.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la demande du Gouvernement des États-Unis du Venezuela ne rencontre aucune objection de la part de mon gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

57. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA¹

June 29th, 1951.

Sir,

Referring to my letter of June 25th, 1951, I have the honour to send you herewith the official copy of the Order² by which the Acting President of the International Court of Justice fixed the time-limit within which the Government of the French Republic may present a written statement of its observations and submissions in regard to the Preliminary Objection in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I have, etc.

58. LE GREFFIER AU MINISTRE DU VENEZUELA AUX PAYS-BAS

30 juin 1951.

Monsieur le Ministre,

Me référant à ma lettre du 4 mai 1951 et à la note en date du 23 avril 1951 par laquelle Votre Excellence a bien voulu demander communication des pièces de la procédure dans l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, Parties en ladite affaire, ont fait savoir que la communication à votre gouvernement des pièces de la procédure écrite en ladite affaire ne rencontrait aucune objection de leur part. Dans ces conditions, la Cour a aujourd'hui décidé que ces pièces seraient mises à la disposition de votre gouvernement.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

² See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1951, pp. 86-87.

Vous voudrez bien trouver ci-joint un exemplaire du mémoire du Gouvernement français en l'affaire¹. D'autre part, ainsi que vous le savez le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a soulevé, le 21 juin 1951, une exception préliminaire dont le texte a été adressé, le 22 juin 1951, au ministre des Affaires étrangères du Venezuela.

Les autres pièces de la procédure vous seront communiquées dès qu'elles auront été présentées.

Veillez agréer, etc.

59. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA²

July 5th, 1951.

Sir,

I have the honour to refer to your letter of May 15th, 1951, by which you were good enough to inform me that, on behalf of the Government of the United States of America, you had no objection to the request, submitted on behalf of the Government of Venezuela, that copies of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco should be made available to the Venezuelan Government.

I have the further honour to inform you that a similar reply has now been received from the Government of the French Republic and that the Court has to-day decided that the pleadings in question shall be made available to the Venezuelan Government.

I have, etc.

60. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

28 juillet 1951.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de vous remettre les observations et conclusions³ présentées par le Gouvernement de la République française en réponse à l'exception préliminaire soulevée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique dans l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

61. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

July 30th, 1951.

Sir,

I have the honour to transmit to you herewith seven copies, of which two are certified true copies, of the Observations and Submissions of the

¹ Voir vol. I, pp. 15-234.

² The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

³ Voir vol. I, pp. 248-256.

Government of the French Republic¹ on the Preliminary Objection filed by the Government of the United States of America on June 21st, 1951, in the case concerning the rights of American nationals in Morocco.

This document was filed in the Registry of the Court on July 28th, that is to say, within the time-limit prescribed by the Order of June 25th, 1951.

I have, etc.

62. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

July 31st, 1951.

Sir,

With reference to my letter of July 30th, 1951, I have the honour to send you herewith twenty copies of an English translation² of the French Observations on the Preliminary Objection in the case concerning rights of nationals of the United States in Morocco.

This translation was prepared by the Registry for the use of the Court. With reference to Article 37, paragraph 4, of the Rules, I would remind you that it has no official character.

I have, etc.

63. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE PRESIDENT OF THE COURT

August 16th, 1951.

Sir,

The United States Government has received and noted the "Observations and Submissions of the Government of the Republic of France" on the Preliminary Objection filed in the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco. My Government has noted that the French Government asks the Court "to adjudge devoid of object the Preliminary Objection filed on June 21st, 1951, by the Government of the United States of America". Although the French Government in its Observations and Submissions on the Preliminary Objection has offered its own views concerning the effect of the judgment of the Court, it has not, in the opinion of my Government, clarified the question of the identity of the Parties. The controlling importance of this question under Article 59 of the Statute of the Court is evident. For this reason, the United States Government remains anxious that the Court should decide the points raised in the Preliminary Objection at an early date prior to proceedings on the merits. With this end in view, my Government is prepared to waive the oral hearings as envisaged in Article 62 of the Rules of Court, and hopes that the Government of the French Republic likewise will express readiness to waive oral hearings. Further, with a view to speedy determination of the issues raised

¹ See Vol. 1, pp. 248-256.

² Not reproduced.

by the Preliminary Objection, my Government wishes to indicate now its request that the Court consider and decide the Preliminary Objection at the earliest date practicable. My Government hopes that the French Government will join in this request for early disposition of the Preliminary Objection.

In its Observations and Submissions on the Preliminary Objection, the French Government stated that "the 'discussions between the Government of the United States and the Representatives of the French Government' were limited to the delivery by the Department of State of a memorandum to the French Embassy on April 23, 1951 (Annex I), and to the Embassy's reply on June 2, 1951 (Annex II), with such oral comments as may have been made at the time of the exchange". My Government would like to take this opportunity to amplify and correct as follows that statement of facts: Following the meeting of April 23, 1951, at which a United States memorandum was given by officers of the Department of State to a representative of the French Embassy in Washington, an officer of the Department of State talked with the representative of the French Embassy on May 21, to express concern at the delay in receiving a French reply and to inquire when a reply might be expected to the United States memorandum of April 23. The representative of the French Embassy replied that the preliminary view of the French Government was that no reason existed for any amendment on the French Application or Memorial in the Moroccan case. On June 2 another meeting took place between officers of the Department of State and a representative of the French Embassy. At this meeting the French Embassy gave to the Department the memorandum reproduced in Annex II of the French Observations and Submissions. The Department informed the Embassy that this memorandum did not satisfactorily identify the Parties to the case. On June 4 the Department agreed to furnish to the Embassy a brief draft statement which, in the opinion of the Department, would provide the necessary clarification. The draft statement furnished read as follows:

"In response to an inquiry from the Government of the United States, the Government of the French Republic states that it has brought the Application in the case concerning the rights of American ressortissants in Morocco, and acts in this case, both in its capacity as Government of the French Republic and on behalf of Morocco, by virtue of the capacity of France under the Treaty of Fez as protector of Morocco."

On June 6 a representative of the French Embassy called again at the Department and left a memorandum reading as follows:

"La requête du Gouvernement de la République française au Président de la Cour de Justice internationale en date du 28 octobre 1950, le mémoire du 1^{er} mars 1951 et le mémorandum remis au département d'État le 2 juin indiquent que la France agit, dans l'affaire relative aux droits des ressortissants américains au Maroc, en qualité de Puissance protectrice au Maroc.

La requête notamment se réfère expressément au traité du 30 mars 1912 conclu entre le Gouvernement de la République française et l'Empire chérifien.

Il est une règle de droit bien établie que « seul le protecteur « représente le territoire protégé dans ses rapports internationaux » (cf. Arbitrage rendu le 1^{er} mai 1925 par M. Max Huber entre la Grande-Bretagne et l'Espagne). »

The Department informed the Embassy that this memorandum failed to state specifically that both Morocco and France (in its own right and as protector of Morocco) were Parties to the case. On June 9 the Embassy informed the Department that it was not prepared to make any formal statement concerning the identity of the Parties in whose name and on whose behalf the present case was brought. At that time, as on previous occasions, the Department inquired whether the Embassy understood that in the absence of clarification as to the identity of the Parties the United States would feel compelled to file a preliminary objection on this point. As on the previous occasions, the Embassy stated that it understood this fully.

Since the receipt by my Government of the Observations and Submissions of the Government of the French Republic on the Preliminary Objection, the French Government, through its Embassy in Washington, has inquired if the United States would withdraw its Preliminary Objection. The United States is not able to withdraw the Objection since even in the Observations and Submissions of the French Government on the Preliminary Objection the identity of the Parties is not made clear; this matter, in view of the provision of Article 59 of the Statute of the Court, is one to which my Government attaches great importance.

Very truly yours,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

64. THE ACTING REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

August 22nd, 1951.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of August 16th, 1951, addressed to the President of the Court, in which you refer to the Observations and Submissions of the Government of the Republic of France on the Preliminary Objection filed in the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco and express the willingness of your Government to waive the oral hearings envisaged in Article 62 of the Rules, and its desire that the questions raised should be decided with expedition.

I have the further honour to inform you that the text of your communication is being transmitted to the Agent for the Government of the French Republic in this case.

I have, etc.

65. L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AUX PAYS-BAS AU PREMIER SECRÉTAIRE
FAISANT FONCTION DE GREFFIER

29 août 1951.

Monsieur le Greffier,

Par votre lettre du 22 juin 1951, n° 13894, vous avez bien voulu me communiquer le texte de la requête remise par l'ambassadeur des États-Unis, requête soulevant une exception préliminaire en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

J'ai recours aujourd'hui à votre obligeance pour avoir communication à l'intention de mon gouvernement, des documents échangés dans cette affaire et plus précisément les observations et conclusions déposées par la France concernant l'exception précitée.

Je vous serais reconnaissant de m'en faire parvenir deux exemplaires dans chaque langue.

Veuillez agréer, etc.

Pour l'Ambassadeur :
(Signé) J. SMETS,
Premier Secrétaire.

66. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

30 août 1951.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par lettre n° 14358 du 23 août 1951, me transmettre copie d'une lettre, déposée au Greffe le 21 août 1951, que M. l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique a adressée au Président de la Cour dans l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique déclare, dans cette lettre, être « prêt à renoncer à la procédure orale prévue à l'article 62 du Règlement de la Cour et espère que le Gouvernement de la République française, de son côté, se déclarera prêt à renoncer à cette procédure orale ». En outre, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique demande à la Cour d'examiner et de trancher le plus tôt possible l'exception préliminaire qu'il a soulevée le 21 juin 1951.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République française est d'accord avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour proposer à la Cour de les autoriser à renoncer à la procédure orale sur l'exception préliminaire soulevée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 21 juin 1951. De même le Gouvernement de la République française souhaite vivement que, dans toute la mesure où la Cour le jugera possible, la décision sur l'exception préliminaire intervienne au plus tôt.

La suite de la lettre de M. l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique est une discussion de l'exposé des faits contenu dans les observations et conclusions présentées par le Gouvernement de la République française le 28 juillet 1951 sur l'exception préliminaire soulevée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique. Le Gouvernement

de la République française aurait souhaité que le débat que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique exprime le désir d'abrèger ne soit pas ainsi prolongé. Mais, la lettre de M. l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique étant un document de la procédure devant la Cour, il est nécessaire de la rectifier brièvement sur les deux points suivants :

1) Dans l'avant-dernier paragraphe de la lettre il est écrit :

« A cette occasion, comme aux occasions précédentes, le département s'est enquis de savoir si l'ambassade se rendait compte qu'en l'absence d'éclaircissements sur l'identité des Parties, les États-Unis se verraient obligés de soulever sur ce point une exception préliminaire. Comme dans les occasions précédentes, l'ambassade a répondu qu'elle le comprenait parfaitement. »

L'ambassade de France n'a jamais reconnu que les États-Unis d'Amérique étaient obligés de soulever une exception préliminaire et elle s'est bornée à prendre acte des déclarations faites par le département d'État et à lui transmettre la réponse du Gouvernement de la République française. Dès le début des entretiens que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a choisis d'ouvrir à Washington, alors que l'article 42 du Statut de la Cour prévoit que les parties sont représentées par les agents, l'ambassade de France n'a pas manqué de constater, sans en apercevoir les raisons, la décision du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de soulever une exception préliminaire, à moins que soit acceptée une formule dont le Gouvernement de la République française croit avoir établi le défaut de substance dans ses observations et conclusions du 28 juillet 1951.

2) Le dernier paragraphe de la lettre de M. l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique indique :

« Depuis que mon gouvernement a reçu les observations et conclusions du Gouvernement de la République française sur l'exception préliminaire, le Gouvernement de la République française, par l'entremise de son ambassade à Washington, s'est enquis de savoir si les États-Unis retireraient leur exception préliminaire. »

Il convient de remarquer qu'il ne s'agit pas là d'une initiative du Gouvernement de la République française, comme le suggère la rédaction précitée. C'est, en effet, l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Paris qui a indiqué à l'agent du Gouvernement de la République française que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pourrait se désister de l'exception préliminaire si les observations et conclusions présentées sur celle-ci lui paraissaient répondre à ses préoccupations. Le Gouvernement de la République française était donc fondé, après le dépôt de ses observations, à connaître les intentions du Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur ce point. Mieux encore que les propositions actuelles, un désistement eût abrégé la procédure écrite de l'affaire.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

67. THE ACTING REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ¹

September 3rd, 1951.

Sir,

I have the honour to inform you that, by a letter of August 29th, 1951, the Belgian Ambassador at The Hague has requested communication of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

Referring to Article 44, paragraph 2, of the Rules of Court, I would ask you kindly to inform me whether you have any objection to this request, upon which the Court will have to decide.

I may add that a letter to the same effect is being addressed to the Agent of the French Government.

I have, etc.

68. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

September 5th, 1951.

Sir,

I have the honour to transmit to you herewith for your information a copy of a letter ²—filed in the Registry on September 3rd, 1951—which the Agent of the Government of the French Republic addressed to the Registrar of the Court on August 30th, 1951, in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco. I am appending thereto the English translation ³ prepared by the Registry for use within the Court.

I have, etc.

69. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

6 septembre 1951.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par lettre du 3 septembre 1951, m'indiquer que le Gouvernement du Royaume de Belgique demandait communication des pièces de la procédure dans l'affaire des ressortissants des États-Unis au Maroc.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que cette demande ne rencontre aucune objection de la part du Gouvernement de la République française.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

² See No. 66, pp. 427-428.

³ Not reproduced.

70. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE REGISTRAR

September 21st, 1951.

Sir,

With reference to your communication of September 3, 1951, and Article 44, paragraph 2, of the Rules of the Court, I desire to inform you on behalf of the Government of the United States of America that I have no objection to the request of the Government of Belgium for copies of the pleadings in the case concerning the rights of United States ressortissants in Morocco.

Very truly yours,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

71. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED
STATES OF AMERICA¹

October 3rd, 1951.

Sir,

I have the honour to refer to your letter of September 21st, 1951, by which you were good enough to inform me that, on behalf of the Government of the United States of America, you had no objection to the request, submitted on behalf of the Government of Belgium, that copies of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco should be made available to the Belgian Government.

I have the further honour to inform you that a similar reply has been received from the Government of the French Republic and that the Court has to-day decided that the pleadings in question shall be made available to the Belgian Government.

I have, etc.

72. LE GREFFIER A L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AUX PAYS-BAS

3 octobre 1951.

Monsieur l'Ambassadeur,

Comme suite à la lettre du 28 août 1951, par laquelle Votre Excellence a demandé au Greffe de la Cour internationale de Justice communication des pièces de la procédure écrite dans l'affaire des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, Parties en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis au Maroc, ont fait savoir que la communication à votre gouvernement des pièces de la procédure écrite ne rencontrait aucune objection de leur part. Dans ces conditions, la

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

Cour a décidé que ces pièces seraient mises à la disposition de votre gouvernement.

Vous voudrez bien trouver ci-joint un exemplaire de chacune des pièces de la procédure écrite qui ont été déposées jusqu'ici, ainsi qu'un bordereau où elles sont énumérées. Les autres pièces vous seront communiquées dès qu'elles auront été présentées.

Veillez agréer, etc.

73. LE GREFFIER AU MINISTRE DU VENEZUELA AUX PAYS-BAS ¹

4 octobre 1951.

Monsieur le Ministre,

Me référant à ma lettre du 5 juillet 1951 relative à la communication au Gouvernement du Venezuela des pièces de la procédure écrite en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence un exemplaire des pièces suivantes, présentées depuis cette date :

Note du Gouvernement des États-Unis d'Amérique
(Distr. 51/197) ² ;

Lettre de l'agent du Gouvernement de la République
française (51/200) ³.

Veillez agréer, etc.

74. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

4 octobre 1951.

Monsieur l'Agent,

Sur instructions de la Cour, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit au sujet de l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc (France/États-Unis d'Amérique).

La Cour a pris connaissance de l'exception préliminaire présentée le 21 juin 1951 par le Gouvernement des États-Unis, des observations et conclusions du Gouvernement de la République française sur cette exception, ainsi que de la correspondance qui a fait suite au dépôt de ces pièces.

Elle a constaté que les explications fournies par le Gouvernement de la République française n'ont pas dissipé certains doutes qui existent dans l'esprit du Gouvernement des États-Unis quant à « l'identification exacte des Parties » en l'affaire et quant à la qualité en laquelle la France a introduit l'instance.

Elle a pris acte, d'autre part, du désir exprimé par les deux gouvernements de voir régler cet incident le plus rapidement possible et, à cette fin, de renoncer à la procédure orale prévue à l'article 62 du Règlement. Avant de prendre une décision sur ce point, la Cour observe toutefois

¹ La même communication a été adressée au ministre d'Espagne aux Pays-Bas.

² Voir n° 63, pp. 424-426.

³ » » 66, » 427-428.

que l'article 49 du Statut lui donne la faculté, sans instituer une procédure orale sur l'exception préliminaire, de demander aux agents des parties telles explications qui lui paraissent nécessaires. C'est pourquoi la Cour, après en avoir délibéré, a, à la date de ce jour, décidé de vous inviter à préciser la qualité en laquelle la République française entend agir en la présente affaire et spécialement si elle entend le faire à la fois en son nom propre et en tant que Puissance protectrice du Maroc.

Je transmets copie de la présente communication à M. l'agent du Gouvernement des États-Unis.

Veuillez agréer, etc.

75. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

October 4th, 1951.

Sir,

Under instructions from the Court, I have the honour to transmit to you herewith a copy, together with a translation in English¹, of a letter² which I have this day addressed to the Agent of the French Government in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I will not fail to communicate to you a copy of the answer of the French Government's Agent, when it is received.

I have, etc.

76. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

6 octobre 1951.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par lettre du 4 octobre 1951, me faire une communication au sujet de l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc (*France/États-Unis d'Amérique*).

Vous m'indiquez que la Cour a constaté que les explications fournies par le Gouvernement de la République française n'ont pas dissipé certains doutes qui existent dans l'esprit du Gouvernement des États-Unis quant à « l'identification exacte des Parties » en l'affaire et quant à la qualité en laquelle la France a introduit l'instance. La Cour, en application de l'article 49 du Statut, a décidé de m'inviter à préciser la qualité en laquelle la République française entend agir en la présente affaire et spécialement si elle entend le faire à la fois en son nom propre et en tant que Puissance protectrice du Maroc.

En réponse à cette demande de la Cour j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République française est prêt, pour dissiper les doutes qui subsistent dans l'esprit du Gouvernement des États-Unis, à compléter ses observations et conclusions sur l'exception préliminaire soulevée par le Gouvernement des États-Unis en précisant

¹ Not reproduced.

² See No. 74 above.

que la République française agit en la présente affaire à la fois en son nom propre et en tant que Puissance protectrice du Maroc, l'arrêt de la Cour devant s'imposer à la France et au Maroc.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

77. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

October 9th, 1951.

Sir,

Referring to my letter No. 14636 of October 4th, 1951, in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco, I have the honour to send you herewith a copy of a letter¹ of October 6th, 1951, which I have received to-day from the Agent of the Government of the French Republic.

Referring to your note of August 16th, 1951, and in particular to the last paragraph of that note, I should be much obliged to you for advising me as soon as possible as to the action you propose to take in view of the letter of the Agent of the French Republic.

I have, etc.

78. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

9 octobre 1951.

Monsieur l'Agent,

Par une lettre du 6 octobre 1951, qui m'est parvenue à la date de ce jour et qui a trait à l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, vous avez bien voulu déclarer, en vous référant à la décision de la Cour que je vous avais communiquée le 4 octobre, que le Gouvernement de la République française est prêt, pour dissiper les doutes qui subsistent dans l'esprit du Gouvernement des États-Unis, à compléter ses observations et conclusions sur l'exception préliminaire soulevée par le Gouvernement des États-Unis en précisant que la République française agit en la présente affaire à la fois en son nom propre et en tant que Puissance protectrice du Maroc, l'arrêt de la Cour devant s'imposer à la France et au Maroc.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je ne manquerai pas de porter ce qui précède à la connaissance de la Cour. D'autre part, j'ai transmis la copie de votre lettre à M. l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, par une note dont vous voudrez bien trouver la copie ci-joint²

Veuillez agréer, etc.

¹ See No. 76 above.

² Voir n° 77 ci-dessus.

79. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE REGISTRAR

October 22nd, 1951.

Sir,

I refer to your letter No. 14670 of October 9, 1951, in which you ask to be advised as to the action which my Government proposes to take in view of the letter of the Agent of the French Government of October 6, 1951, which was addressed to you in response to your letter of October 4, 1951.

According to the letter of the Agent of the French Government of October 6, 1951, the United States Government understands the Government of the French Republic to state that it is proceeding in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco both on its own account and as protecting Power of Morocco, and that the Court's judgment will be binding both on France and on Morocco. Accordingly, I inform you that on the basis of this understanding the Government of the United States of America is prepared to withdraw its Preliminary Objection.

Very truly yours,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

80. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

25 octobre 1951.

Monsieur l'Agent,

Comme suite à ma communication du 9 octobre 1951, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la copie d'une lettre en date de Washington, le 22 octobre 1951¹, par laquelle M. l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique en l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis au Maroc, eu égard à votre note du 6 octobre, se déclare disposé à retirer l'exception qu'il avait présentée en ladite affaire.

Me référant aux termes du paragraphe 2 de l'article 69 du Règlement, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître aussi rapidement que possible si le Gouvernement de la République française s'oppose à ce retrait.

Veillez agréer, etc.

81. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

27 octobre 1951.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par votre communication du 25 octobre 1951, me transmettre la copie d'une lettre du 22 octobre par laquelle M. l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique en l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis au Maroc se déclare disposé à retirer l'exception qu'il avait présentée en ladite affaire.

¹ Voir n° 79 ci-dessus.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de la République française ne fait pas opposition au retrait de l'exception préliminaire soulevée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

82. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ¹

October 31st, 1951.

Sir,

With reference to my letter of October 25th, 1951, I have the honour to inform you that, by an Order ² dated to-day, the Court has recorded that the proceedings on the merits in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco are resumed, and has fixed December 20th, 1951, February 15th and April 11th, 1952, as the date of expiry of the time-limit for the filing of the Counter-Memorial, Reply and Rejoinder, respectively.

An official copy of the Order will be sent to you shortly for transmission to your Government.

I have, etc.

83. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ³

November 1st, 1951.

Sir,

With reference to my letter No. 14779 of October 31st, 1951, I have the honour to send you herewith the official copy, for transmission to the Government of the United States, of the Order of October 31st, 1951 ², in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I have, etc.

84. LE GREFFIER A L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AUX PAYS-BAS ⁴

5 novembre 1951.

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à ma lettre du 3 octobre 1951 relative à la communication au Gouvernement de la Belgique des pièces de la procédure écrite en

¹ A similar letter was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

² See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1951, pp. 109-111.

³ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

⁴ La même communication a été adressée aux ministres d'Espagne et du Venezuela aux Pays-Bas.

l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence un exemplaire des pièces suivantes :

Lettre en date du 6 octobre 1951 de M. l'agent du Gouvernement français¹ ;

Lettre en date du 22 octobre 1951 de M. l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique² ;

Ordonnance rendue par la Cour à la date du 31 octobre 1951³.

Veuillez agréer, etc.

85. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,⁴

November 15th, 1951.

Sir,

With reference to my letter of November 1st, 1951, I have the honour to send you herewith three printed copies of the Order⁵ by which the Court fixed the time-limits for the filing of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I have, etc.

86. THE CHARGÉ D'AFFAIRES A.I. OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

December 20th, 1951.

Sir,

I have the honor to refer to the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco and to Article 40, paragraph 1, of the Rules of the Court and upon instructions of my Government to file with the Registry of the Court the original signed copy of the United States Counter-Memorial⁶ in this case plus seventy-five (75) additional copies.

Respectfully yours,
(Signed) WILLIAM C. TRIMBLE.

¹ Voir n° 76, p. 432.

² * * 79, * 434.

³ Publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1951, pp. 109-111.

⁴ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

⁵ See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1951, pp. 109-111.

⁶ See Vol. 1, pp. 257-806.

87. THE CHARGÉ D'AFFAIRES A.I. OF THE UNITED STATES OF AMERICA
IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

December 21st, 1951.

Sir,

I have the honor to refer to the case concerning the United States nationals in Morocco and upon instructions from my Government to transmit to the Registry of the International Court of Justice, under Article 43, paragraph 1, of the Rules of Court, copies of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund concluded at the Bretton Woods Conference of July 1-22, 1944¹, of the Economic Co-operation Agreement between the United States and France signed June 28, 1948¹, and of the report from J. D. Hay to Palmerston, No. 23, dated June 1847, enclosure 4, Foreign Office Collection, British Public Record Office¹.

Respectfully yours,

(Signed) WILLIAM C. TRIMBLE.88. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED
STATES OF AMERICA

December 21st, 1951.

Sir,

With reference to my previous correspondence with you and with the United States Chargé d'Affaires *a.i.* at The Hague, I have the honour to inform you that the printing of the United States Counter-Memorial in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco has to-day been completed, except for Annexes 89 to 97 and for the table of contents, which arrived too late to be printed in time. The original copy, signed on your behalf by the Chargé d'Affaires at The Hague, will be placed in the archives of the Court.

The annexes which are not yet ready consist of documents which, with two exceptions, are of a public character; they will be printed within a few days. When transmitting the Counter-Memorial (together with Annexes 1 to 88) to the Agent of the French Government, I shall not fail to let him know that the remaining annexes will be sent to him as soon as they are ready.

I have, etc.

89. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

21 décembre 1951.

Monsieur l'Agent,

Me référant à l'ordonnance du 31 octobre 1951 par laquelle ont été fixés les délais pour la suite de la procédure en l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, en sept exemplaires, dont deux certifiés

¹ Not reproduced.

conformes, le contre-mémoire du Gouvernement des États-Unis en cette affaire ¹.

Le contre-mémoire comporte encore quelques annexes (nos 89 à 97) et une table des matières, qui n'ont pas été déposées au Greffe à temps pour être imprimées dans le délai fixé. Ces annexes sont les suivantes :

89. Residential Decree of December 30, 1948.
90. Residential Decree of September 9, 1939.
91. Dahir of September 9, 1939.
92. Dahir of February 28, 1948.
93. Convention for the abolition of Capitulations in Morocco and Zanzibar : July 29, 1937.
94. Declaration between France and Spain, March 7, 1914.
95. Note of October 30, 1923, from the American Chargé d'Affaires to the Secretary of State.
96. Telegram of February 9, 1935, from the Secretary of State to the Ambassador in France.
97. Judgment of November 8, 1949, of the Mixed Courts of Tangier.

Tous ces documents sauf deux se trouvent dans le domaine public. Ils vous seront envoyés en sept exemplaires dans quelques jours. Veuillez agréer, etc.

90. THE LEGATION OF ISRAEL IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

The Legation of Israel presents its compliments to the Registrar of the *International Court of Justice* and, on instructions from the Ministry of Foreign Affairs, has the honour to request that, subject to the provisions of paragraph 2 of Article 44 of the Rules of Court, there shall be made available to it the pleadings and annexed documents in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco (France/U.S.A.).

The Legation of Israel avails itself of this opportunity, etc.

The Hague, January 3rd, 1952.

91. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

5 janvier 1952.

Monsieur l'Agent,

Me référant à ma lettre du 21 décembre 1951, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, en sept exemplaires, les annexes 89 à 97² et la table des matières³ du contre-mémoire déposé par le Gouvernement des États-Unis dans l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc. Ainsi que je vous l'avais signalé,

¹ Voir vol. I, pp. 257-306.

² " " " " 777-806.

³ " " " " 409-416.

ces annexes n'avaient pas été déposées au Greffe à temps pour être imprimées dans le délai fixé.

Veuillez agréer, etc.

92. LE GREFFIER A L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AUX PAYS-BAS ¹

7 janvier 1952.

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à notre correspondance antérieure, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence le contre-mémoire du Gouvernement des États-Unis d'Amérique en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc ².

Veuillez agréer, etc.

93. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ³

January 7th, 1952.

Sir,

I have the honour to inform you that the Government of Israel has requested, through the intermediary of its diplomatic representative in the Netherlands, that the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco be made available to them.

In conformity with Article 44, paragraph 2, of the Rules, and to enable the Court to take a decision, I beg to ask you for the views of the Government of the United States on that request.

I am also asking the views of the Agent of the Government of the French Republic.

I have, etc.

94. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

9 janvier 1952.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu, par votre lettre n° 15242 du 7 janvier 1952, porter à ma connaissance la demande du Gouvernement d'Israël tendant à obtenir les pièces de la procédure en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

En conformité de l'article 44, paragraphe 2, du Règlement, j'ai l'honneur de vous faire connaître, aux fins de la décision que la Cour est

¹ La même communication a été adressée aux ministres d'Espagne et du Venezuela aux Pays-Bas.

² Voir vol. I, pp. 257-806.

³ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

appelée à prendre, que le Gouvernement de la République française ne formule pas d'opposition à cette demande.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

95. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE REGISTRAR

January 30th, 1952.

Sir,

With reference to your communication of January 7, 1952, and Article 44, paragraph 2, of the Rules of the Court, I desire to inform you on behalf of the Government of the United States of America that I have no objection to the request of the Government of Israel for copies of the pleadings in the case concerning the rights of United States nationals in Morocco.

Very truly yours,

(Signed) ADRIAN S. FISHER.

96. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED
STATES OF AMERICA ¹

February 2nd, 1952.

Sir,

I have the honour to refer to your letter of January 30th, 1952, by which you were good enough to inform me, on behalf of the Government of the United States of America, that you had no objection to the request submitted by the Government of Israel that copies of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco should be made available to the Israeli Government.

I have the further honour to inform you that a similar reply has been received from the Government of the French Republic and that, as the Court is not now sitting, the President has to-day authorized this communication.

I have, etc.

97. THE REGISTRAR TO THE MINISTER OF ISRAEL IN THE NETHERLANDS

February 2nd, 1952.

Sir,

Referring to the note from the Legation of Israel of January 3rd, 1952, I have the honour to inform you that the Parties in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

Morocco (France *v.* U.S.A.) have raised no objection to the communication of pleadings and annexed documents in the case to the Government of Israël, and that the President of the Court, the latter not being now in session, has to-day authorized this communication.

I have, etc.

98. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

13 février 1952.

Monsieur l'Agent,

A la date de ce jour, vous avez bien voulu me remettre l'exemplaire original de la réplique du Gouvernement de la République française en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, avec ses annexes, accompagné de soixante-quinze exemplaires imprimés.

J'ai l'honneur de vous accuser la réception de ces documents dûment déposés dans le délai fixé par l'ordonnance de la Cour du 31 octobre 1951.

Veuillez agréer, etc.

99. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

February 14th, 1952.

Sir,

I have the honour to transmit herewith to you ten copies, of which two are certified, of the Reply of the Government of the French Republic in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco ¹

You will note that one of the documents annexed to the original copy of the Reply has not been reprinted. This document *Discours prononcé lors de la rentrée de la Cour d'appel de Rabat, le 3 octobre 1932* ² is deposited in the Registry where it can be consulted.

I have, etc.

100. LE GREFFIER A L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AUX PAYS-BAS ³

20 février 1952.

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à notre correspondance antérieure, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la réplique du Gouvernement de la République française en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc ⁴

Veuillez agréer, etc.

¹ See pp. 9-91.

² Not reproduced.

³ La même communication a été adressée aux ministres d'Espagne, d'Israël et du Venezuela aux Pays-Bas.

⁴ Voir pp. 9-91.

101. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

February 29th, 1952.

Sir,

In compliance with the request submitted by the American Embassy at The Hague, I have the honour to transmit to you herewith ten copies of Annex VI¹ to the Memorial filed by the Government of the French Republic in the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco.

This annex, consisting of a graph showing the fluctuations of the dollar, was originally filed in one copy by the French Government.

I have, etc.

102. THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

March 28th, 1952.

Sir,

I have the honor to refer to the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco and upon instructions of my Government to request the President of the International Court of Justice for an extension of the April 11, 1952, dead line for the depositing of the United States Rejoinder in this case. On behalf of my Government, therefore, I request that the dead line be extended until April 18, 1952.

Very truly yours,
(Signed) SELDEN CHAPIN.

103. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

29 mars 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement des États-Unis a, par l'entremise de son ambassadeur aux Pays-Bas, demandé une prolongation de huit jours du délai pour le dépôt de la duplique en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, délai qui, aux termes de l'ordonnance du 31 octobre 1951, expire le 11 avril 1952.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître votre opinion sur cette demande, en vue de la décision à prendre par la Cour aux termes de l'article 37, paragraphe 4, du Règlement de la Cour.

Veillez agréer, etc.

¹ See Vol. I, p. 106.

104. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER (télégramme)
29 mars 1952.

Acceptons prolongation délai dépôt duplique américaine de huit jours. — DIPLOMATIE

105. THE REGISTRAR TO THE AMBASSADOR OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN THE NETHERLANDS¹

March 31st, 1952.

Sir,

With reference to my letter of March 29th, 1952, I have the honour to inform you that the Agent of the Government of the French Republic in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco has notified me that his Government agrees to an extension of one week of the time-limit for the submission of the Rejoinder in this case.

I also have the honour to inform you that the President of the Court has to-day made an Order² fixing the new time-limit as April 18th, 1952. The official copy of the Order for the Government of the United States of America will be forwarded in due course to the Agent of that Government.

I have, etc.

106. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA¹

April 8th, 1952.

Sir,

Referring to my letter of March 31st, 1952, I have the honour to send you herewith an official copy and five printed copies of the Order² by which the Vice-President, Acting President in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco, has postponed till April 18th, 1952, the time-limit for the presentation by the United States of the Rejoinder in this case.

I have, etc.

107. THE CHARGÉ D'AFFAIRES A.I. OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

April 18th, 1952.

Sir,

I have the honor to refer to the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco and to Article 40, paragraph 1,

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

² See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1952, pp. 22-23.

of the Rules of the Court, and upon instructions of my Government to file with the Registry of the Court the original signed copy of the United States Rejoinder in this case¹.

Very truly yours,
(Signed) WILLIAM C. TRIMBLE.

108. LE SECRÉTAIRE DE LA COUR FAISANT FONCTION DE GREFFIER A
L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANCAIS

18 avril 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint en sept exemplaires, dont deux certifiés conformes, la duplique du Gouvernement des États-Unis en l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc². Ce document, signé au nom de l'agent du Gouvernement américain par le chargé d'affaires *ad interim* des États-Unis d'Amérique à la Haye, a été déposé dans le délai fixé par l'ordonnance du 31 mars 1952.

Je vous prie d'agréer, etc.

109. LE SECRÉTAIRE DE LA COUR FAISANT FONCTION DE GREFFIER A
L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AUX PAYS-BAS³

18 avril 1952.

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à notre correspondance antérieure, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la duplique du Gouvernement des États-Unis d'Amérique en l'affaire des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc².

Je vous prie d'agréer, etc.

110. THE CHARGÉ D'AFFAIRES A.I. OF THE UNITED STATES OF AMERICA
IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

April 24th, 1952.

Sir,

Upon instructions of my Government, I have the honor to inform you that Mr. Fisher, the United States Agent in the International Court of Justice case regarding the rights of United States nationals in Morocco, has designated Joseph M. Sweeney to assist him as Counsel in the oral hearings in this case.

Very truly yours,
(Signed) WILLIAM C. TRIMBLE.

¹ See pp. 92-137.

² Voir pp. 92-137.

³ La même communication a été adressée aux ministres d'Espagne, d'Israël et du Venezuela aux Pays-Bas.

III. THE CHARGÉ D'AFFAIRES A.I. OF THE UNITED STATES OF AMERICA
IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

April 25th, 1952.

Sir,

Upon instructions from my Government, I have the honor to inform you that the Agents of the United States and of the Government of France have, through informal consultation, reached the conclusion that, from their point of view, the 26th of May, 1952, would be an appropriate date for the opening of the oral hearings in the case of United States nationals in Morocco.

I have been instructed further to inquire of the Registry as to the likelihood of the Court's fixing this date. Therefore I shall appreciate your informing me as soon as the Court has reached a decision on this point.

Very truly yours,
(Signed) WILLIAM C. TRIMBLE.

II2. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED STATES OF AMERICA¹

May 5th, 1952.

Sir,

I have been instructed and I have the honour to inform you of the following.

The Court met this morning, particularly to decide on its programme of work for the coming months. It was advised that in the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco, the Agents of the Parties had expressed the view, that in so far as they were concerned, May 26th, 1952, would be an appropriate date for opening the hearings. However, it was unable to adopt this date. Indeed, having regard to pending cases for which written proceedings are closed and for the moment at which each is or will be ready for hearing, the Court reached the conclusion that it could not as yet fix the date for the opening of oral proceedings in the case which concerns you.

As soon as it will be able to do so, the Court will pronounce on this point. I have the honour to assure you that the Agents will be advised at least three weeks beforehand.

I have, etc.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

113. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

8 mai 1952.

Monsieur le Greffier,

Par lettre 16092 du 5 mai 1952, vous avez bien voulu m'informer que la Cour ne pouvait dès à présent fixer la date de la première audience en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire connaître à la Cour que le Gouvernement de la République française, en accord avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, attacherait un très grand prix à voir le différend en question réglé le plus tôt possible, à la convenance de la Cour, et qu'il souhaiterait que la date retenue par la Cour soit antérieure aux vacances judiciaires prévues à l'article 25, 1, du Règlement.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

114. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA¹

May 9th, 1952.

Sir,

Further to my letter of May 5th, 1952, I am directed and I have the honour to request you to be good enough to hold yourself at the disposal of the Court as from June 15th next for the purpose of the oral proceedings in the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco.

A more precise intimation of the date upon which it is probable that the public hearings in this case will begin, will be communicated to you as soon as the Court is in a position to gauge the progress of the two cases pending before it which became ready for hearing prior to the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I have, etc.

115. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

12 mai 1952...

Monsieur l'Agent,

Par lettre en date du 8 mai 1952, vous voulez bien me demander de faire connaître à la Cour que le Gouvernement de la République française, en accord avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, attacherait un très grand prix à voir le différend relatif aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc réglé le plus tôt

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

possible, à la convenance de la Cour, et qu'il souhaiterait que la date retenue par la Cour soit antérieure aux vacances judiciaires prévues à l'article 25, paragraphe 1, du Règlement.

En accusant la réception de cette communication, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je n'ai pas manqué de donner suite à votre demande.

Veillez agréer, etc.

116. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

May 13th, 1952.

Sir,

I have the honour to transmit to you, for your information, a copy of a letter¹ from the Agent of the French Republic in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco, as well as a copy of my reply².

I enclose also translations into English³ of the two letters mentioned above.

I have, etc.

117. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA⁴

June 12th, 1952.

Sir,

With reference to my letter of May 9th, 1952, I have the honour to state that I am directed to inform you that the Court expects to open the hearings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco at the end of June or in the early part of July.

The precise date for the opening of the hearings cannot as yet be fixed: it depends on the time which will be occupied by the different stages of the Court's deliberations in the Anglo-Iranian Oil Company case. But, in order to facilitate its work, and in particular to enable it to begin and terminate the examination of the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco without interruption, after the conclusion of the Anglo-Iranian Oil Company case, the Court trusts that the Agents of the Parties, together with their counsel and advocates, will be so good as to hold themselves at the disposal of the Court after the end of June, so that they can be present at The Hague at two days' notice.

I have, etc.

¹ See No. 113, p. 446.

² " " 115 above.

³ Not reproduced.

⁴ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

118. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

14 juin 1952.

Monsieur le Greffier,

Par votre lettre n° 16400 du 12 juin 1952 vous avez bien voulu me faire savoir que la Cour envisage de tenir à la fin du mois de juin ou au début du mois de juillet les audiences en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc. Pour faciliter ses travaux et en particulier pour lui permettre d'entamer et de terminer l'examen de cette affaire, la Cour compte que les agents, conseils et avocats des Parties se tiendront à sa disposition dès la fin juin.

J'ai l'honneur de vous indiquer que, conformément à la demande de la Cour, je serai à sa disposition dans les délais fixés ainsi que le conseil et les experts du Gouvernement de la République française.

La représentation de la France dans l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc sera assurée de la façon suivante :

- Agent : M. le professeur André Gros, juriste du ministère des Affaires étrangères.
- Agent adjoint : M. le professeur Paul Reuter, juriste adjoint du ministère des Affaires étrangères.
- Conseil : M. Henry Marchat, ministre plénipotentiaire.
- Experts : M. de Lavergne, inspecteur des finances.
M. Fougère, maître des requêtes au Conseil d'État.
M. de Laubadère, professeur à la Faculté de droit de Paris.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

119. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

June 23rd, 1952.

Sir,

I have the honour to inform you that in the hearings concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco, the Government of the United States will be represented as follows :

- Agent : Adrian S. Fisher, the Legal Adviser, Department of State
- Counsel : Joseph M. Sweeney, Assistant to the Legal Adviser, Department of State.
- Experts : John A. Bovey, Consul, United States Consulate-General, Casablanca.
Edwin L. Smith, Legal Adviser, United States Legation, Tangier.
John E. Utter, First Secretary, United States Embassy, Paris.

Yours very truly,

(Signed) ADRIAN S. FISHER.

120. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES PAYS-BAS

25 juin 1952.

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'accord du 26 juin 1946 entre le Gouvernement des Pays-Bas et la Cour internationale de Justice, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement des États-Unis a désigné les personnes dont les noms suivent pour le représenter devant la Cour internationale de Justice en l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis au Maroc :

- En qualité d'agent : M. Adrian S. Fisher, conseiller juridique, département d'État.
- En qualité de conseil : M. Joseph M. Sweeney, conseiller juridique adjoint, département d'État.
- En qualité d'experts : M. John A. Bovey, consul, consulat général des États-Unis à Casablanca, M. Edwin L. Smith, conseiller juridique, légation des États-Unis à Tanger, M. John E. Utter, premier secrétaire, ambassade des États-Unis à Paris.

De son côté, le Gouvernement de la République française a désigné les personnes dont les noms suivent pour le représenter devant la Cour en cette même affaire :

- Agent : M. le professeur André Gros, jurisconsulte du ministère des Affaires étrangères.
- Agent adjoint : M. le professeur Paul Reuter, jurisconsulte adjoint du ministère des Affaires étrangères.
- Conseil : M. Henry Marchat, ministre plénipotentiaire.
- Experts : M. de Lavergne, inspecteur des finances, M. Fougère, maître des requêtes au Conseil d'État, M. de Laubadère, professeur à la Faculté de droit de Paris.

Veuillez agréer, etc.

121. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

June 26th, 1952.

Sir,

In view of Article 48 of the Rules of Court, I am transmitting to the Registry, in the case concerning the rights of United States nationals in Morocco, extracts from a publication of the Résidence générale de la République française au Maroc¹ entitled "Conseil du gouvernement,

¹ Not reproduced; see extracts, pp. 102-103.

Section française, séances des 10, 11, 12, 13, 14, 15 janvier 1949" (pp. 6 and 53 ; 10 and 11 ; 16 and 17 ; 24-39 ; 166-169 ; and 306-317). I am also enclosing two tables concerning the exports and imports of Morocco, which contain figures extracted from the following original sources :

- For 1938 : "Note de documentation de la division du Commerce et de la Marine marchande, n° 88", February 1, 1952, Part II, p. 2.
- For 1939 : "Statistiques du mouvement commercial et maritime du Maroc (zone française)", 1939, Tableau 3.
- For 1946 : Same publication, ed. 1946, Tableaux 3 & 3 bis.
- For 1947 : Same publication, ed. 1947, Tableau 3, pp. VI & VII.
- For 1948 : Same publication, ed. 1948, Tableau 3, pp. 6 & 7.
- For 1949 : Same publication, ed. 1949, Tableau 3, pp. 8 & 9.
- For 1950 : Same publication, ed. 1950, Tableau 4, pp. 8 & 9.
- For 1951 : Same publication, ed. 1951, Tableau 4, pp. 8-10.

I am not clear that these materials necessarily constitute documents within the meaning of Article 48 of the Rules, since they are extracts from published documents available to the public. The Agent of the Government of the Republic of France, however, may wish to satisfy himself as to the context in which these extracts appear. He may also wish to satisfy himself as to the manner in which the figures in the tables have been extracted from official reports. For these reasons I am transmitting them to the Registry. Moreover, copies of the published documents are available which can be submitted to the Court if the Court should so desire.

Yours very truly,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

122. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA
TO THE REGISTRAR

June 27th, 1952.

Sir,

Pursuant to our conversation of to-day, I am transmitting the following documents referred to in my letter to you of June 26, 1952 :

1. Résidence générale de la république française au Maroc, entitled "Conseil du gouvernement, Section française, séances des 10, 11, 12, 13, 14 et 15 janvier 1949"¹.
2. "Note de documentation de la division du Commerce et de la Marine marchande, numéro 88, 1 février 1952, Gouvernement chérifien, direction de l'Agriculture, du Commerce et des Forêts"².
3. "Statistiques du mouvement commercial et maritime du Maroc, Années 1939, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950 and 1951"³.

¹ Not reproduced ; see extracts, mentioned in letter No. 121 above, pp. 102-103.

² " " "

³ " " "

We would like to have access to these documents if necessary during the course of the hearings.

Yours very truly,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

123. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

June 28th, 1952.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letters of June 26th and June 27th, 1952, together with the documents listed therein.

Copy of your letter of June 26th is being sent to the Agent of the French Government in the case concerning the rights of U.S. nationals in Morocco. We have also forwarded to him copies of the two tables mentioned in your same letter and have informed the Agent of the fact that the original volumes annexed to your letter of June 27th have been deposited by you with the Registry, where they may be consulted. In this connection, and in reply to the request in your letter of June 27th, I would inform you that documents deposited with the Registry are held at the disposal of Parties during the course of hearings.

I have, etc.

124. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

28 juin 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint (annexe 1) la copie d'une lettre en date du 26 juin 1952¹, par laquelle M. l'agent du Gouvernement des États-Unis en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc me fait tenir, en se référant à l'article 48 du Règlement, des extraits — photocopies, copies et tableaux — de divers volumes énumérés dans ladite lettre. Par une note du 27 juin, M. l'agent du Gouvernement des États-Unis m'a fait tenir les volumes dont certaines pages ont été photocopiées ou copiées, et dont les chiffres des tableaux ont été tirés.

Pour vous permettre d'exposer vos vues à ce sujet, je vous prie de bien vouloir trouver ci-inclus (annexes 2 et 3) la copie des tableaux² dont il s'agit. Pour les photocopies et la copie de diverses pages des procès-verbaux du « Conseil du gouvernement », les références données dans la lettre du 26 juin vous permettront de les identifier et de vous y référer.

J'ajoute que les volumes transmis le 27 juin sont déposés dans mon bureau, au Palais de la Paix, où ils peuvent être consultés par vous.

Veillez agréer, etc.

¹ Voir n° 121, p. 449.

² Non reproduite.

125. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

June 28th, 1952.

Sir,

Pursuant to Article 48 of the Rules of the Court, I am transmitting, in duplicate, the following documents¹ in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco :

- Document 1 : Letters from Protectorate authorities, Division of Commerce, to Raphael Elmaleh, dated May 7, 1949, and June 13, 1949, regarding exports via Tangier. These letters are relative to the problem of the relationship of foreign trade to exchange controls.
- Document 2 : A. Decree fixing the price of sugar (*Bulletin officiel* No. 1973, August 18, 1950, p. 1073).
B. Affidavit of Laurence B. Craig concerning the difference in price of sugar in Tangier and Casablanca, June 25, 1952. (These documents pertain to the administration of the import licensing regulations.)
- Document 3 : Graph of fluctuations in rate of dollar at Paris (parallel market) and Tangier (free market) from June 1948 to May 1952, relative to the question of the effect of the import licensing system on the rate of exchange between the dollar and the franc.
- Document 4 : Documents concerning import of hog cholera serum :
A. Affidavit of Arthur M. Russell of June 24, 1952, enclosing letter of the Animal Husbandry Laboratory of June 19, 1952.
B. Import license for hog cholera serum refused on April 11, 1952.
(These documents are relative to the administration of the import licensing regulations.)
- Document 5 : Documents pertaining to the issue of customs valuation procedures :
A. Views of French Chamber of Commerce of Casablanca on Customs Valuation, *Bulletin de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Casablanca*, No. 281, March-April 1949, pp. 117 and 118.
B. Customs declaration No. 501685 for the importation of textiles, December 21, 1951.
C. Customs declaration No. 408945 for the importation of spare parts, April 25, 1952, with the consular invoice attached.

¹ See pp. 382-387.

- D. Customs declaration No. 247 for the importation of spare parts, March 19, 1952, with commercial and consular invoices attached.
- Document 6 : Letter from Commander C. L. Brown, U.S. Navy, Port Lyautey, May 9, 1952, enclosing copies of naval base regulations on currency control, which concerns the question of the enforcement of exchange controls against American nationals.
- Document 7 : Residential Communiqué published in the *Écho du Maroc* of October 22, 1949, regarding codification of exchange-control regulations, and which is relative to the general question of the enforcement of exchange controls.
- Document 8 : A. Letter of the Moroccan Chamber of Commerce, Tangier, dated May 28, 1952, to the President of the Committee of Control of Tangier, requesting the removal of trade barriers established in other zones which separated Tangier from the rest of Morocco.
- B. Newspaper article from *Journal de Tanger* on same subject, May 31, 1952.
- (These documents have relevance to the issue of prohibition of imports.)
- Document 9 : A. Certified copy of unnumbered and undated note from French Residency-General to the American Diplomatic Agent requesting United States assent to consumption tax laws.
- B. Certified copy of note from the French Residency-General to the American Diplomatic Agent, No. 730-D of December 31, 1948, requesting United States assent to additional consumption tax laws.
- C. Certified copy of note from the American Legation at Tangier, dated August 15, 1950, notifying the French Resident-General of the United States Government's assent to the foregoing consumption tax laws, subject to certain specified reservations.
- (It is necessary to offer these documents in order to correct the submission of the United States Government on this subject appearing on pp. 153-154¹ of the Counter-Memorial.)

Yours very truly,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

¹ See Vol. I, pp. 407-408.

126. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

30 juin 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la copie d'une lettre¹, en date du 28 juin 1952, par laquelle M. l'agent du Gouvernement des États-Unis en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc dépose, en se référant à l'article 48 du Règlement de la Cour, les documents qu'il énumère dans sa lettre. J'attire en particulier votre attention sur la déclaration qui est énoncée à la fin de cette lettre.

Ces documents ont été déposés dans mon bureau, au Palais de la Paix, où ils peuvent être consultés. Vous voudrez bien en trouver ci-joint la copie (ou la photocopie)² établie par M. l'agent du Gouvernement des États-Unis.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître, le plus tôt possible, vos vues à ce sujet.

Veillez agréer, etc.

127. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

5 juillet 1952.

Monsieur le Greffier,

Par vos lettres 16513 et 16518 des 28 et 30 juin 1952, vous avez bien voulu me transmettre copies des lettres par lesquelles M. l'agent du Gouvernement des États-Unis en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc vous a fait tenir, en se référant à l'article 48 du Règlement, des extraits de divers volumes et des documents.

J'ai l'honneur de vous donner, conformément à l'article 48, paragraphe 1, mon assentiment à la présentation de ces documents nouveaux. Je dois relever cependant, en ce qui concerne le document de la Résidence générale de France au Maroc « Conseil du gouvernement, Section française, séance des 10, 11, 12, 13, 14, 15 janvier 1949 », qu'il ne s'agit pas, comme l'indique M. l'agent du Gouvernement des États-Unis dans sa lettre du 26 juin 1952, d'une publication de documents accessibles au public. En effet, ce document est réservé à l'administration chérifienne et aux membres du Conseil du gouvernement.

Vous avez bien voulu, dans votre lettre 16518 du 30 juin 1952, attirer en particulier mon attention sur la déclaration qui est énoncée à la fin de la lettre du 28 juin 1952 de M. l'agent du Gouvernement des États-Unis :

« It is necessary to offer these documents in order to correct the submission of the United States Government on this subject appearing on pp. 153-154³ of the Counter-Memorial. » Cette déclaration paraissant

¹ Voir n° 25 ci-dessus.

² » pp. 382-387.

³ » vol. I, pp. 407-408.

étrangère à l'application de l'article 48, je n'ai pas d'avis, pour le moment, à exprimer à son sujet.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

128. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

July 7th, 1952.

Sir,

Referring to my letters of June 28th and 30th, I would inform you that the Agent of the French Government in the case relating to the rights of nationals of the United States of America in Morocco has given his consent to the production of the documents submitted by you on June 26th and 28th in this case. The Court has been informed of this.

I would add that the Agent of the French Government has pointed out that the document "Conseil du gouvernement, Section française, séances des 10, 11, 12, 13, 14, 15 janvier 1949" is a document reserved for the Shereefian Administration and the members of Council, and is not a published document available to the public.

I have, etc.

129. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

7 juillet 1952.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de vous adresser, en application de l'article 48 du Règlement, la liste des documents qui seront ou pourront être utilisés par les agents du Gouvernement de la République française au cours des débats oraux dans l'affaire des ressortissants des États-Unis au Maroc.

Certaines des communications portées sur la liste ci-jointe sont faites en interprétant extensivement l'article 48 du Règlement, car il ne semble pas au Gouvernement de la République française que l'article 48 comporte nécessairement la communication à la partie adverse de documents publiés et immédiatement accessibles.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

Annexe au n° 129

LISTE DES DOCUMENTS REMIS AU GREFFE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE ¹

- I. Lettre de M. le chargé d'affaires de la République française à M. le Président du Conseil en date du 27 juillet 1914, transmettant une lettre du secrétaire d'État William Phillips en date du 24 juillet 1914.

¹ Voir pp. 338-347.

2. Lettre du ministre de France au Brésil à M. le ministre des Affaires étrangères en date du 30 novembre 1851.
3. Compte rendu des débats au Conseil du gouvernement, session de décembre 1950.
4. Premier rapport de la réunion du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international.
5. Rapport annuel pour 1949 des administrateurs du Fonds monétaire international. (Nations Unies, Conseil économique et social, E. 1556.) Annexe XIV.
6. Documents diplomatiques, protocoles et comptes rendus de la conférence d'Algésiras.
7. Documents diplomatiques : Question de la protection diplomatique et consulaire au Maroc 1880.
8. Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, 8 novembre 1927. C.559.M.201.1927.
9. Conférence internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. C.21.M.72.1928.II.
10. Actes de la conférence de Montreux sur l'abrogation des capitulations en Égypte. Compte rendu et procès-verbal.
11. Procès-verbaux du Conseil économique et social. 547^{me} et 548^{me} séances, 12 septembre 1951.
12. Loi américaine sur l'aide économique de 1948, amendée en 1950, article 112 n, accompagnée de deux échanges de lettres du 9 janvier 1950 et du 22 mai 1951.
13. Bulletin quotidien de l'ambassade des États-Unis à Paris, numéro 91, 17 avril 1952.
14. Accord financier entre le Gouvernement de sa Majesté et le Gouvernement des États-Unis, 6 décembre 1945. Cmd 6968.
15. Échange de lettres entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des États-Unis, 20 août 1947. Cmd 7210.
16. Dahir du 4 avril 1940 (B.O. 1433 du 12 avril 1940) promulguant l'accord du 18 janvier 1940 entre la France et l'Espagne.
17. Accord financier franco-britannique du 27 mars 1945.
18. Accord monétaire franco-britannique du 20 août 1951.
19. Accord commercial du 17 novembre 1951 entre la France et l'Espagne.

130. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ¹

July 8th, 1952.

Sir,

I have the honour to confirm the message which was sent to you yesterday to the effect that the Court has decided to fix Tuesday, July 15th, at 4 p.m., for the opening of the hearings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

I have, etc.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

131. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

July 11th, 1952.

Sir,

I have the honour to inform you that, by a letter dated July 7th, 1952, the Agent for the Government of the French Republic, with reference to Article 48 of the Rules of Court, transmitted to me a list headed "List of documents handed in to the Registry of the International Court of Justice".

These documents were described, in the Agent's letter, as documents which would, or might be, used by the French Agents in the course of the hearings in the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco.

Certified copies of certain documents were enclosed with the letter of the Agent for the Government of the French Republic: these correspond to the listed items Nos. 1, 2, 3, 12, 13, 16, 17, 18 and 19.

The following were not transmitted to the Registry: listed items Nos. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14 and 15.

The Agent for the French Government informed me in his letter that certain of the items in the list were included on an extensive interpretation of Article 48 of the Rules, since it did not appear to the Government of the French Republic that Article 48 necessarily involved the communication to the other party of published documents which were readily accessible.

I enclose for your information a copy of the letter from the French Agent¹, as well as a copy of the list² accompanying that letter, and a copy of my answer³ to this communication.

I have the honour to inform you that all the documents referred to in the above-mentioned list may now be consulted in my office in the Peace Palace.

I should be grateful if, in accordance with Article 48, paragraph 1, of the Rules of Court, you would be good enough to inform me of the views of your Government on the submission by the French Government of these new documents.

I have, etc.

132. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

July 12th, 1952.

Sir,

I should like to call the attention of the Court to an error in the third paragraph of the second submission on page 153⁴ of the Counter-Memorial filed in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco. The United States Government actually

¹ See No. 129, p. 455.

² „ Annex to No. 129, pp. 455-456.

³ Not reproduced.

⁴ See Vol. I, p. 407.

gave its consent to the taxation measures referred to in that paragraph by a note from the American Diplomatic Agent at Tangier to the Resident-General of France in Morocco dated August 15, 1950. It is therefore incorrect to state that those taxes were collected illegally from American nationals up to October 28, 1950. For that reason, I request, pursuant to Article 40, paragraph 5, of the Rules of Court, that the third paragraph of the submission in question be corrected to read as follows :

“Consumption taxes provided by the Dahir of February 28, 1948, which were collected from American nationals up to August 15, 1950, the date on which the United States consented to these taxes, were illegally collected and should be refunded to them.”

Certified copies of the relevant diplomatic correspondence on this subject were transmitted to the Registrar under Article 48 of the Rules of Court on June 27, 1952.

Yours very truly,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

133. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ¹

July 12th, 1952.

Sir,

I have the honour to inform you that the President of the Court desires to have a meeting with the Agents of the Parties in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco (France *v.* United States).

This meeting has been fixed for Monday, July 14th, at 3.30 p.m., in the President's office. I should be grateful if you would be good enough to attend.

I have, etc.

134. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

14 juillet 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte original ² (accompagné d'une traduction en français ³ établie par le Greffe) d'une lettre que m'a adressée M. l'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique en date du 12 juillet 1952.

Veuillez agréer, etc.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

² Voir n^o 132 ci-dessus.

³ Non reproduite.

135. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

July 14th, 1952.

Sir,

I have the honour to acknowledge your letter of July 12th, 1952, in which you request, pursuant to Article 40, paragraph 5, of the Rules of Court, that the third paragraph of the second submission on page 153¹ of the Counter-Memorial in the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco be corrected to read as follows :

“Consumption taxes provided by the Dahir of February 28, 1948, which were collected from American nationals up to August 15, 1950, the date on which the United States consented to these taxes, were illegally collected and should be refunded to them.”

I have the honour to inform you that a copy of your letter has been sent to the Agent for the Government of the French Republic, who has been invited to state his views on the above request.

I have, etc.

136. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

July 14th, 1952.

Sir,

Reference is made to your letter of July 11, 1952, informing me that the Agent for the Government of the French Republic has transmitted to you, on July 7, 1952, a “List of documents handed in to the Registry of the International Court of Justice”. You state that these documents were described as documents which would, or might be, used by the French Agent in the course of the hearings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

In accordance with your request, and in view of Article 48, paragraph 1, of the Rules of Court, I wish to inform you that the Government of the United States hereby consents to the submission by the French Government of Documents 1, 2 and 4 through 20.

As concerns document 3, however, I am of the opinion that the French Government should transmit to the Registry the publication from which this document has been extracted. I make this observation in view of the fact that, according to your letter of July 7, 1952, the Agent of the French Government has himself pointed out that such documents are not published documents available to the public.

I understand that the Agent of the French Government contends that the document from which his Document 3 has been extracted is the same document from which the United States extracted the quotation appearing on pages 15-16² of its Rejoinder. In order that there be no misunderstanding on the subject, and no question of the

¹ See Vol. I, p. 407.

² „ pp. 102-103.

compliance by the United States with Rule 43 (in view of the disclosure by the Agent of the French Government that these documents are not published documents available to the public), I am enclosing a copy of the document¹ from which the United States quotation was extracted. You will observe this is a complete document. This document does not contain the subject-matter embodied in Document 3 of the French Government.

If Document 3 throws light on the quotation from Mr. Elzizi contained in the Rejoinder, there would appear to be no objection to it. It seems to me, however, that the entire document from which it is extracted should be transmitted to the Registrar under Article 43 of the Rules of Court. The United States would, therefore, like to reserve its right to object to Document 3, but to be considered as having consented to its production, if the entire document from which it is an extract is submitted to the Court.

I would like to make it clear that it has not been possible during the time available to determine whether the introduction of these documents will require my introducing further documents on the same points in the manner contemplated by Article 48, and for that reason I would like to reserve my rights in this regard.

It is my understanding, moreover, that my consent to the production of all these documents has reference only to the time of their filing, and that, accordingly, such consent does not prejudice the position which I may wish to take during the course of the proceedings regarding arguments based on these documents.

Yours very truly,

(Signed) ADRIAN S. FISHER.

137. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS²

15 juillet 1952.

Monsieur l'Agent,

L'article 60 du Règlement de la Cour prévoit, dans son paragraphe 3, que « les agents, conseils ou avocats reçoivent communication du compte rendu de leurs plaidoiries ou déclarations, afin qu'ils puissent les corriger ou les reviser, sous le contrôle de la Cour ». Le compte rendu provisoire de chaque audience est communiqué sans délai aux intéressés.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si vous avez l'intention de faire usage de la faculté que vous confère cette disposition, en ce qui concerne les paroles que vous allez prononcer. En cas de réponse affirmative, je vous serais reconnaissant de me faire parvenir vos corrections éventuelles aussitôt que possible après l'audience au cours de laquelle vous aurez pris la parole et, en tout cas, avant que vous ne quittiez La Haye.

Avec mes remerciements anticipés, je vous prie d'agréer, etc.

¹ Not reproduced.

² La même communication a été adressée à chacune des personnes qui ont pris la parole devant la Cour.

138. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

15 juillet 1952.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu me faire savoir que M. l'agent du Gouvernement des États-Unis avait accepté tous les documents que j'ai présentés à la Cour à l'exception du document n° 3 (compte rendu des débats de la section marocaine du Conseil de gouvernement, décembre 1950) ; ce document avait été déposé uniquement afin de permettre la correction dans la duplique du Gouvernement des États-Unis (avril 1952) d'une erreur, sans doute matérielle, contenue page 15 et page 16¹ de ce document.

En effet, le Conseil du gouvernement du Maroc n'est pas un corps élu et n'a pas pris de délibérations contraires à la parité entre le franc français et le franc marocain ainsi qu'il semblerait résulter page 15 et page 16¹ de la duplique. Les passages cités entre guillemets ne sont pas l'expression d'un vote ou d'une recommandation du Conseil de gouvernement mais un extrait du rapport présenté par M. Mohammed Elzizi.

De l'entretien que j'ai eu avec M. l'agent du Gouvernement des États-Unis, il résulte que celui-ci a l'intention de faire des corrections sur les indications portées pages 15 et 16¹ de la duplique.

Dans ces conditions, le document n° 3 n'ayant été produit que pour permettre à l'agent du Gouvernement de la République française d'indiquer les raisons de la correction matérielle des indications portées pages 15 et 16¹ de la duplique et afin de ne pas arrêter le cours de la procédure de la Cour, j'ai l'honneur, Monsieur le Greffier, de vous indiquer que je retire le document n° 3 de la liste des documents produits devant la Cour.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

139. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA²

July 15th, 1952.

Sir,

I have the honour to inform you that the Royal Swedish Legation at The Hague has requested communication of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

In conformity with Article 44, paragraph 2, of the Rules, and to enable the Court to take a decision, I beg to ask you for the view of the Government of the United States on that request.

I am also asking the views of the Agent of the Government of the French Republic.

I have, etc.

¹ Voir pp. 102 et 103.

² The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

140. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

July 15th, 1952.

Sir,

With reference to the conversation you had yesterday with the President of the International Court of Justice, I now have the honour to inform you that the President has authorized the correction to the submission of the United States Government which you mentioned in your letter of July 12th, 1952.

I have, etc.

141. THE EMBASSY OF PAKISTAN IN THE NETHERLANDS TO THE COURT

The Embassy of Pakistan presents its compliments to the International Court of Justice and has the honour to request that if there be no objection, three copies of the published documents as well as of oral procedure relating to the American-French dispute on Morocco pending before the Court, may kindly be supplied to this Embassy for transmission to the Government of Pakistan.

The Embassy of Pakistan avails of this opportunity, etc.

17th July, 1952.

142. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

July 18th, 1952.

Sir,

I have the honour to enclose the memorandum requested by you on the 15th July, 1952.

I hope it is satisfactory.

Yours very truly,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

Annex to No. 142

7/17/52.

CASE CONCERNING RIGHTS OF NATIONALS OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN MOROCCO

(France *v.* United States of America)

The documents listed in Annex 3 to Distr. 52/183¹ were transmitted by the Agent of the Government of the United States in order that they might be used, if necessary, for the following purposes :

¹ Not reproduced.

Publications sent June 26

1. Résidence générale de la République française au Maroc, entitled « Conseil du gouvernement, Section française, séances des 10, 11, 12, 13, 14 et 15 janvier 1939. »

This publication, containing the views of high French officials in Morocco concerning the Decree of December 30, 1948, was transmitted for use in rebutting the contention of the French Government that the import controls are measures intended to protect solely the *ordre public* of Morocco.

2. « Note de documentation de la division du Commerce et de la Marine marchande, numéro 88, 1 février 1952, Gouvernement chérifien, direction de l'Agriculture, du Commerce et des Forêts. »

3. « Statistiques du mouvement commercial et maritime du Maroc », années 1939, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950 and 1951.

The latter two publications contain official statistics of imports into Morocco from the dollar zone. These figures are to be used to illustrate the fallacy of the French argument that the greatest pressure on the franc occurred during the period of free imports *sans devises*.

Documents sent June 27

Document 1: Letters from Protectorate authorities, division of Commerce, to Raphael Elmaleh, dated May 7, 1949, and June 13, 1949, regarding exports via Tangier.

This document is evidence of the fact that the French Protectorate authorities permit the use of the uncontrolled money market at Tangier to finance the exportation of Moroccan products to the dollar zone. Consequently, it shows that the Protectorate authorities sanction the evasion of Moroccan exchange controls, by exporting franc zone assets in a way that utilizes the advantage of free market rates rather than respecting the intentions of the exchange-control regulations.

Document 2: A. Decree fixing the price of sugar (*Bulletin officiel*, No. 1973, August 18, 1950, p. 1073).

B. Affidavit of Laurence B. Craig concerning the difference in price of sugar in Tangier and Casablanca, June 25, 1952.

This will be offered as evidence that the Protectorate authorities use the system of import controls to maintain artificially high prices in order to protect the sugar refining industries of France, and the French colonial sugar interests, to the detriment of the Moroccan consumer for whom sugar is an essential commodity.

Document 3: Graph of fluctuations in rate of dollar at Paris (parallel market) and Tangier (free market) from June 1948 to May 1952.

The graph is intended to challenge the validity of the conclusions which might be drawn from a similar document introduced by the Government of France. The French graph would indicate that the volume of imports *sans devises* into Morocco is solely responsible for the fluctuation in the value of the franc; the United States graph will show that this is not the case.

Document 4: A. Affidavit of Arthur M. Russell of June 24, 1952, enclosing letter of the Animal Husbandry Laboratory of June 19, 1952.

B. Import license for hog cholera serum refused on April 11, 1952.

It was intended that this document could be used as further evidence that the French Protectorate authorities administer the system of import controls in a manner designed to protect French manufacturers, even when no substantial element of exchange control is present.

Document 5: A. Views of French Chamber of Commerce of Casablanca on customs valuation, *Bulletin de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Casablanca*, No. 281, March-April, 1949, pp. 117 and 118.

B. Customs Declaration No. 501685 for the importation of textiles, December 21, 1951.

C. Customs declaration No. 408945 for the importation of spare parts, April 25, 1952, with the consular invoice attached.

D. Customs declaration No. 247 for the importation of spare parts, March 19, 1952, with commercial and consular invoices attached.

These documents will be used in connection with the argument that the Shereefian Customs Administration uses arbitrary methods in valuing goods for duty purposes, contrary to Article 95 of the Act of Algeciras.

Document 6: Letter from Commander C. L. Brown, U.S. Navy, Port Lyautey, May 9, 1952, enclosing copies of naval base regulations on currency control.

The excerpt from the United States Naval Air Facility Regulations are intended to show that, contrary to the impression given by the French Government, the military personnel of the United States at Port Lyautey, Morocco, are subject to a system of currency control in keeping with local law.

Document 7: Residential communiqué published in the *Echo du Maroc* of October 22, 1949, regarding codification of exchange-control regulations.

The communiqué of the Residency-General is intended to support an argument of the United States that Protectorate policy does not have as its goal the serious effort toward the direct enforcement of exchange-control regulations.

Document 8: A. Letter of the Moroccan Chamber of Commerce, Tangier, dated May 28, 1952, to the President of the Committee of Control of Tangier, requesting the removal of trade barriers established in other zones which separate Tangier from the rest of Morocco.

B. Newspaper articles frgm *Journal de Tanger* on same subject, May 31, 1952.

This document might be used in evidence that Moroccan merchants are opposed to the system of import and exchange controls and other trade barriers, existing in the French zone of Morocco.

Document 9: A. Certified copy of unnumbered and undated note from French Residency-General to the American Diplomatic Agent requesting United States assent to consumption tax laws.

B. Certified copy of note from the French Residency-General to the American Diplomatic Agent, No. 730-D of December 31, 1948, requesting United States assent to additional consumption tax laws.

C. Certified copy of note from the American Legation at Tangier, dated August 15, 1950, notifying the French Resident-General of the United States Government's assent to the foregoing consumption tax laws, subject to certain specified reservations.

The third paragraph of the second submission of the United States on page 153¹ of its Counter-Memorial stated that the consumption taxes provided by the Dahir of February 28, 1948, collected from American nationals up to October 28, 1950, were illegally collected and should be refunded. In fact, the United States Government gave its assent to these taxation measures on August 15, 1950. It was, therefore, necessary to correct the submission of the United States accordingly, and Document 9 was transmitted for that purpose.

143. NOTE REMISE AU GREFFE PAR L'AGENT DU GOUVERNEMENT
FRANÇAIS, LE 19 JUILLET 1952

Documents déposés

Lettre de M. le chargé d'affaires de la République française à M. le Président du Conseil en date du 27 juillet 1914, transmettant une lettre du secrétaire d'État William Phillips en date du 24 juillet 1914 (utilisée p. 171 [voir texte p. 338], 2^{me} audience — pour montrer que les États-Unis acceptaient dès 1914 le principe des réformes contenues dans le traité du 30 mars 1912).

Lettre du ministre de France au Brésil à M. le ministre des Affaires étrangères en date du 30 novembre 1851 (*idem*, 2^{me} audience, p. 165 [voir texte p. 339], pour réfuter la prétention des États-Unis que la France a demandé au Brésil l'application de traités caducs) (C.-M., p. 122 [voir vol. I, p. 376] — duplique, p. 33 [voir p. 120]).

Premier rapport de la réunion du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international. (Document utilisé p. 183 [texte non reproduit], pour montrer que le contrôle des changes correspond à un cas de force majeure.)

Rapport annuel pour 1949 des administrateurs du Fonds monétaire international. (Nations Unies, Conseil économique et social, E. 1556.) Annexe XIV. (Document utilisé p. 200 [texte non reproduit], pour montrer que le Fonds monétaire international vérifie la légitimité des mesures de contrôle des changes.)

Documents diplomatiques : protocoles et comptes rendus de la conférence d'Algésiras. (Document utilisé p. 210 [texte non reproduit], pour montrer que les Puissances ont exercé un protectorat international financier sur le Maroc, et p. 217 [texte non reproduit], pour montrer que les auteurs de l'acte voulaient adopter le système d'appréciation de la valeur sur le marché local.)

Documents diplomatiques : question de la protection diplomatique et consulaire au Maroc 1880. (Document utilisé p. 207 [texte non reproduit], pour montrer que les anciens impôts avaient un caractère religieux, et p. 209 [texte non reproduit] pour montrer que la conférence de Madrid s'est ralliée au principe de l'égalité fiscale.)

Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, 8 novembre 1927, C.559.M.201. 1927.

¹ See Vol. I, p. 407.

Conférence internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. C.21.M.72.1928.II.

(Documents utilisés pp. 194-195 [texte non reproduit], pour montrer que la pratique internationale admet les restrictions aux importations dans un but d'ordre public.)

Actes de la conférence de Montreux sur l'abrogation des capitulations en Égypte. Compte rendu et procès-verbal. (Documents utilisés p. 211 [texte non reproduit], pour montrer que les immunités fiscales ont un caractère capitulaire.)

Procès-verbaux du Conseil économique et social. 547^{me} et 548^{me} séances, 12 septembre 1951. (Document utilisé p. 194 [texte non reproduit], pour montrer que les États-Unis ne considèrent pas que la liberté économique est absolue.)

Loi américaine sur l'aide économique de 1948, amendée en 1950, article 112*n*, accompagnée de deux échanges de lettres du 9 janvier 1950 et du 22 mai 1951. (Documents utilisés pp. 197-198 [voir texte pp. 332-346], pour montrer que les États-Unis ont admis dans leurs relations avec la France et le Maroc la validité du contrôle des changes.)

Bulletin quotidien de l'ambassade des États-Unis à Paris, numéro 91, 17 avril 1952. (Document utilisé p. 206 [voir texte p. 346], pour montrer que la pénurie en dollars est un problème mondial.)

Accord financier entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des États-Unis, 6 décembre 1945, Cmd 6968.

Échange de lettres entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des États-Unis, 20 août 1947, Cmd 7210.

(Documents utilisés p. 184 [texte non reproduit], pour montrer que le contrôle des changes correspond à un cas de force majeure).

Dahir du 4 avril 1940 (B.O. 1433 du 12 avril 1940) promulguant l'accord du 18 janvier 1940 entre la France et l'Espagne.

Accord financier franco-britannique du 27 mars 1945.

Accord monétaire franco-britannique du 20 août 1951.

Accord commercial du 17 novembre 1951 entre la France et l'Espagne. (Documents utilisés p. 188 [texte non reproduit], 2^{me} audience pour montrer que le traité de commerce de 1856 et le traité de 1861 ont été postérieurement modifiés.)

144. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ¹

July 19th, 1952.

Sir,

I have the honour to inform you that the Pakistan Embassy at The Hague has requested communication of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

In conformity with Article 44, paragraph 2, of the Rules, and to enable the Court to take a decision, I beg to ask you for the views of the Government of the United States on that request.

I am also asking the views of the Agent of the Government of the French Republic.

I have, etc.

145. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

July 20th, 1952.

Sir,

Reference is made to my communication of June 23, 1952, in which I informed you of the composition of the United States delegation in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

This is to inform you that I wish to include as well in this delegation, Mr. Seymour J. Rubin, a member of the Bar of the District of Columbia, in the capacity of counsel. Accordingly, the delegation of the United States is now as follows :

- Agent : Adrian S. Fisher, the Legal Adviser, Department of State.
- Counsel : Joseph M. Sweeney, Assistant to the Legal Adviser, Department of State.
Seymour J. Rubin, member of the Bar of the District of Columbia.
- Experts : John A. Bovey Jr., Consul, United States Consulate-General, Casablanca.
Edwin L. Smith, Legal Adviser, United States Legation, Tangier.
John E. Utter, First Secretary, United States Embassy, Paris.

Yours very truly,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

146. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

July 22nd, 1952.

Sir,

You informed me on July 19, 1952, pursuant to Article 44, paragraph 2, of the Rules of Court, that the Pakistan Embassy at The Hague had requested communication of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

The Government of the United States has no objection to this request.

Yours very truly,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

147. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

July 22nd, 1952.

Sir,

You informed me on July 15, 1952, pursuant to Article 44, paragraph 2, of the Rules of Court, that the Swedish Legation at The Hague had requested communication of the pleadings in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco.

The Government of the United States has no objection to this request.

Yours very truly,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

148. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

22 juillet 1952.

Monsieur le Greffier,

Vous avez bien voulu m'indiquer que le Gouvernement de la Suède et le Gouvernement du Pakistan avaient demandé communication des pièces de la procédure écrite et des plaidoiries dans l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc.

J'ai l'honneur de vous faire connaître l'accord du Gouvernement de la République française à ces communications.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

149. THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

July 23rd, 1952.

Sir,

I am transmitting under Article 48 of the Rules of Court, in connection with the case concerning rights of nationals of the United States of America in Morocco, a copy of a memorandum¹ of the U.S. Executive Director of the International Monetary Fund dealing with a meeting of the Executive Board of the Fund held on March 12, 1952. It is endorsed by Mr. R. L. Horne, Acting Secretary, International Monetary Fund, as being a true statement of understanding reached at that meeting on the subject which it discusses. As I understand it to be your wish, I have sent a copy of this letter to Professor André Gros, Agent of the Government of the French Republic in this proceeding.

Yours very truly,
(Signed) ADRIAN S. FISHER.

¹ Not reproduced.

150. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

23 juillet 1952.

Monsieur le Greffier,

Je reçois à l'instant copie d'une lettre en date du 23 juillet 1952 qui vous est adressée par M. l'agent du Gouvernement des États-Unis pour vous remettre un document nouveau dans l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis au Maroc, en application de l'article 48 du Règlement de la Cour.

J'ai l'honneur de rappeler la réserve que j'ai faite devant la Cour, à l'audience du 22 juillet 1952, en raison de l'utilisation par M. l'agent des États-Unis d'un document nouveau dont je n'avais pas eu communication et sans que mon assentiment à la présentation de ce document ait été demandé.

La pièce remise aujourd'hui ne me paraît pas être un « document du Fonds monétaire international » au sens de mes remarques orales, mais une réponse du directeur américain au Fonds monétaire international à une demande de renseignements d'un fonctionnaire du département d'État. Cette pièce résume en neuf lignes une discussion du 12 mars 1952 au cours de la réunion du Comité exécutif du Fonds ; ce n'est pas un compte rendu de séance permettant de comprendre le sens de l'extrait qui en aurait été fait. Dans une lettre du 14 juillet 1952 que M. l'agent des États-Unis vous a adressée, il a refusé son consentement à une pièce que l'agent du Gouvernement de la République française avait transmise le 7 juillet 1952, en indiquant que « le document entier dont la citation est extraite doit être transmis au Greffier selon l'article 43 du Règlement ». (5^{me} paragraphe de la lettre du 14 juillet.) Il serait donc possible, pour les mêmes raisons, de soulever devant la Cour la question de la régularité de la présentation à la Cour de la pièce nouvelle transmise par la lettre du 23 juillet 1952.

Cependant, pour éviter la prolongation des débats oraux, j'ai l'honneur de vous indiquer que je ne soulèverai pas formellement la question de l'application de l'article 48 du Règlement de la Cour à l'utilisation à l'audience du 22 juillet 1952 et au dépôt, le 23 juillet, d'une pièce nouvelle par M. l'agent des États-Unis.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

151. L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

23 juillet 1952.

Monsieur le Greffier,

A la suite de l'utilisation par M. l'agent des États-Unis d'une pièce nouvelle sur laquelle j'ai fait des observations dans une lettre de ce jour, j'ai demandé à mon gouvernement les dernières informations sur la position du Fonds monétaire international concernant les restrictions basées sur le contrôle des changes et notamment le recours aux facilités offertes par l'article XIV, section 4, des Statuts du Fonds monétaire international relatif à la période transitoire.

Le Gouvernement de la République m'a envoyé l'unique exemplaire actuellement en sa possession du 3^{me} rapport annuel du Fonds ¹ sur les restrictions de change. Je le dépose conformément à l'article 48 du Règlement, en attirant respectueusement l'attention des membres de la Cour sur les pages 1 à 19 de ce rapport.

Je n'ai pas l'intention d'utiliser dans mes observations orales de demain d'autres textes que des textes déjà rendus publics.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ANDRÉ GROS.

152. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

24 juillet 1952.

Monsieur l'Agent,

Par une lettre du 23 juillet 1952, vous voulez bien, en rappelant la réserve que vous aviez faite à l'audience du 22 juillet, m'indiquer que vous n'avez pas l'intention de soulever formellement la question de l'application de l'article 48 du Règlement à l'utilisation à cette audience et au dépôt le 23 juillet d'une pièce nouvelle par M. l'agent des États-Unis; vous ajoutez qu'une copie de cette pièce, ainsi que de la lettre qui en a accompagné le dépôt, vous a été remise directement par M. l'agent du Gouvernement des États-Unis.

En accusant la réception de votre communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans ces circonstances, copie de la pièce en question et de la lettre l'accompagnant ont été transmises à MM. les membres de la Cour.

Veillez agréer, etc.

153. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

July 24th, 1952.

Sir,

I have the honour to transmit to you enclosed, for your information, copy of a letter dated July 23rd, 1952 ², which I have received from the Agent of the French Government, depositing with the Registry a copy of the 3rd Annual Report of the International Monetary Fund on exchange restrictions. You will recall that this letter was communicated to you yesterday during your visit to my office.

The volume, which you had occasion to consult at that time, is deposited in Room 226 in the Registry, where it may be consulted.

I have, etc.

¹ Non reproduit.

² See No. 151 above.

154. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

24 juillet 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre du 23 juillet 1952 par laquelle, invoquant l'utilisation le 22 juillet et le dépôt le 23 juillet par M. l'agent des États-Unis d'une pièce nouvelle, vous remettez au Greffe, en vous référant à l'article 48 du Règlement, un exemplaire du troisième rapport annuel du Fonds monétaire international sur les restrictions de change.

Copie de votre lettre a été communiquée à MM. les membres de la Cour et à M. l'agent du Gouvernement des États-Unis, qui, en même temps, ont été avisés que ce volume avait été placé au bureau 226 où il peut être consulté.

Veillez agréer, etc.

155. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ¹

July 24th, 1952.

Sir,

Referring to our previous correspondence, I have the honour to inform you that the Parties having agreed to the communication of pleadings and oral arguments in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco to the Governments of Sweden and Pakistan, the International Court of Justice has authorized this communication.

In consequence the documents in question will be sent to the States concerned.

I have, etc.

156. LE GREFFE A LA LÉGATION DE SUÈDE AU PAYS-BAS

Le Greffe de la Cour internationale de Justice présente ses compliments à la légation de Suède et, se référant à la note du Greffe du 15 juillet 1952, a l'honneur de lui faire connaître que, les Parties ayant donné leur accord à la communication à cette légation des pièces de la procédure écrite en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, la Cour internationale de Justice a autorisé cette communication.

En conséquence, le Greffe de la Cour a l'honneur d'adresser ci-joint à la légation de Suède les pièces en question.

La Haye, le 24 juillet 1952.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

157. THE REGISTRAR TO THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF PAKISTAN IN THE NETHERLANDS

July 24th, 1952.

Sir,

Referring to the Registry's note of July 18th, 1952, I have the honour to inform you that the Parties having agreed to the communication of pleadings and oral arguments in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco to the Government of Pakistan, the International Court of Justice has authorized this communication.

In consequence, I have the honour to send you herewith the documents in this case. I regret that our stock does not permit me to send them in three copies, as you requested.

I have, etc.

158. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

July 25th, 1952.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of July 23rd, 1952, and of the enclosed copy of a memorandum of the United States Executive Director of the International Monetary Fund, dealing with a meeting of the Executive Board of the Fund held on March 12th, 1952.

I now have the honour to transmit to you copies¹ together with English translations², of two letters dated July 23rd, 1952, which I have received from the Agent of the French Government. In the first of these letters, written upon receipt from you of a copy of your above-mentioned letter, Professor Gros indicates that he does not propose formally to raise the question of the application of Article 48 of the Rules of Court to your production of a new document at the public sitting on July 22nd, 1952, or to the filing of the said document on July 23rd.

With his second letter of July 23rd, the Agent of the French Government enclosed, with reference to Article 48 of the Rules of Court, a copy of the International Monetary Fund's Third Annual Report on exchange restrictions. This document may be consulted in Room 226 at the Peace Palace.

In view of the agreement reached by the Parties, the memorandum submitted by you and the document submitted by Professor Gros have been communicated to Members of the Court, as have your letter and those of Professor Gros of July 23rd.

I have, etc.

¹ See Nos. 150 and 151, pp. 469-470.

² Not reproduced.

159. THE COUNSEL OF THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

July 28th, 1952.

Sir,

In the course of the oral proceedings of July 26, 1952, in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco (France/United States), the Agent of the Government of the United States offered to furnish the Court with two public documents having a direct bearing on the specific questions raised by the Court during the hearing of July 24, 1952.

The Agent of the French Government expressed no objection to this offer and the documents¹ under reference are, therefore, transmitted to the Court herewith.

The first one relates to Question 3, concerning the legal character of the French courts in Morocco. The reference to this document by the Agent of the United States may be found on page 28² of the transcript of the hearing of July 26, 1952. It is a photostatic copy of the *Bulletin officiel* of the Protectorate of France in Morocco, dated September 12, 1913, pages 1 to 13, containing the basic legal texts by which the French courts were created.

The second relates to Question 4, concerning consumption taxes. The reference to this document by the Agent of the Government of the United States may be found on page 36³ of the transcript of the hearing of July 26, 1952. It is a copy of the *Réglementation des douanes et impôts indirects* of the Protectorate of France in Morocco, edition of 1949. The relevant pages are pages 190 to 211.

Yours very truly,

(Signed) JOSEPH M. SWEENEY.

160. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA⁴

July 28th, 1952.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of July 28th, transmitting to the Court, with reference to the declarations made by you during the hearing of July 26th, the two following documents⁵ :

A photostatic copy of the *Bulletin officiel* of the Protectorate of France in Morocco, dated September 12th, 1913, pages 1 to 13 ;
 "Réglementation des douanes et impôts indirects" of the Protectorate of France in Morocco, edition of 1949.

¹ Not reproduced.² See p. 329.³ " " 333.⁴ A similar letter was sent to the Agent of the Government of the French Republic.⁵ Not reproduced.

I also have the honour to inform you that the Agent of the French Government deposited, during the hearing of July 26th, two documents¹ entitled as follows :

“Tableau des valeurs minima et maxima des principales marchandises importées au Maroc, adoptées par la Commission des valeurs douanières réunie à Tanger le 11 mars 1936” ;

“Procès-verbal de la Commission des valeurs douanières réunie en exécution de l'article 50 de la convention du 18 décembre 1923.”

All these documents have been deposited at the Peace Palace in Room 226, where they can be consulted. Members of the Court have been duly informed, as well as the Agent of the French Government. I have, etc.

161. LE GREFFIER A L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AUX PAYS-BAS²

28 juillet 1952.

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à mes communications antérieures des pièces de la procédure écrite dans l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte définitif, en français et en anglais, des conclusions des deux Parties en cause³.

Veuillez agréer, etc.

162. L'AGENT ADJOINT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

30 juillet 1952.

Monsieur le Greffier,

Me référant à la déclaration du Président de la Cour, rapportée dans le compte rendu de la séance du 26 juillet 1952 (p. 42⁴), j'ai l'honneur de soumettre à la Cour les documents suivants⁵ relatifs aux questions qu'elle a adressées aux agents des deux Parties :

En réponse à la question 1

- 1) Deux copies, dont l'une photographique, du Règlement des douanes marocaines du 10 juillet 1908 ;
- 2) Une photocopie du tableau des valeurs des principales marchandises importées au Maroc (année 1918, 1^{er} semestre) ;
- 3) Deux copies d'un jugement du Tribunal mixte de Tanger en date du 19 décembre 1933 ;

¹ Not reproduced.

² La même communication a été adressée aux ministres d'Espagne, d'Israël, de Suède et du Venezuela aux Pays-Bas, ainsi qu'au chargé d'affaires du Pakistan aux Pays-Bas.

³ Voir arrêt du 27 août 1952 : publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances 1952*, pp. 179-181.

⁴ Voir p. 336.

⁵ * pp. 355-375.

- 4) Une copie du procès-verbal de la réunion du 7 juin 1933 de la Commission des valeurs douanières ;
- 5) Une copie du procès-verbal de la réunion du 19 février 1934 de la Commission des valeurs douanières ;
- 6) Une copie du procès-verbal de la réunion du 5 août 1935 de la Commission des valeurs douanières.

En réponse à la question 2

Le Gouvernement de la République n'a aucune communication à adresser à la Cour au sujet de la question 2.

En réponse à la question 3

- 7) Trois copies du dahir du 12 décembre 1928 relatif au règlement des conflits de compétence entre les juridictions françaises et les juridictions chérifiennes. (Il a été fait allusion à ce document dans le compte rendu 52/22 ronéotypé, p. 26¹).

Conformément aux engagements pris par les deux Parties (compte rendu précité, pp. 18 et 20²), cet envoi n'est accompagné d'aucun commentaire.

Une copie des documents 1, 2, 3, 6 et 7 a été remise à l'agent des États-Unis suivant les termes de deux missives³ dont copie est annexée à la présente lettre.

Les documents 4 et 5 n'ont pu lui être remis faute de disposer du temps matériel pour en faire exécuter des copies. Il est possible que quelques autres documents me soient remis directement par un envoyé spécial de la Résidence générale à Rabat jeudi soir. Je les déposerais alors au Greffe vendredi matin après avoir prévenu M. l'agent des États-Unis. Les documents dont je n'aurai pas pu faire établir une copie seront sans doute à la disposition de M. l'agent des États-Unis au Greffe.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) PAUL REUTER.

163. THE REGISTRAR TO THE COUNSEL OF THE AGENT OF THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

July 31st, 1952.

Sir,

I have the honour to inform you that, by letter dated July 30th received to-day, the Agent of the French Republic in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco has deposited a number of documents with reference to questions 1, 2 and 3 put to the Parties by the Court (see the verbatim report of the sitting of July 24th, 1952). I send you herewith a copy of the letter⁴

¹ Voir pp. 329-330.

² " " 325-326.

³ Non reproduites.

⁴ See No. 162 above.

of the Agent of the French Republic in which these documents are enumerated.

I have noted that documents 4 and 5 could not be communicated beforehand to the other Party. Please find herewith a copy of those documents ¹

The Members of the Court will be given copies of the documents thus deposited, or will be told where these documents can be consulted as soon as you have deposited yours.

I have, etc.

164. LE GREFFIER A L'AGENT ADJOINT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

31 juillet 1952.

Monsieur l'Agent adjoint,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre, en date du 30 juillet 1952, que vous m'avez remise ce jour et par laquelle, en vous référant au compte rendu de l'audience du 24 juillet en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis au Maroc, vous transmettez, en les énumérant, un certain nombre de documents.

J'ai noté que ces documents ont déjà été communiqués à M. l'agent du Gouvernement des États-Unis, à l'exception de ceux qui portent les numéros 4 et 5. J'ai fait faire de ces deux documents une copie que j'ai transmise ce jour à M. l'agent du Gouvernement des États-Unis, en même temps que la copie de votre lettre.

J'ai également noté que vous attendiez du Maroc d'autres documents que vous vous envisagez de déposer incessamment.

MM. les membres de la Cour recevront copie de cet ensemble de documents, ou seront avertis de leur dépôt, dès qu'auront été reçus ceux que va présenter M. l'agent du Gouvernement des États-Unis.

Veillez agréer, etc.

165. L'AGENT ADJOINT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU GREFFIER

31 juillet 1952.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur, comme suite à ma lettre du 30 juillet 1952, de remettre au Greffe les pièces ci-jointes destinées à apporter un complément d'information en réponse à la question n° 1 posée par la Cour.

Ces pièces comprennent :

- 1) Photostat d'un article « le Maroc » de 1905 de MM. A. Cousin et Daniel Saurin ¹.
- 2) Photostat d'un article de la Société de Géographie de 1910 contenant le tableau des valeurs en douane de 1908 ¹.
- 3) Photostat de plusieurs pages du registre des douanes de Casablanca (1906) ¹.

¹ Non reproduit.

- 4) Circulaires¹ émanant du Contrôle de la Dette et relatives à la révision des valeurs (5 pièces) :
- Circulaire n° 25 du 7 octobre 1910 ;
 - Circulaire n° 60 du 25 mars 1911 ;
 - Circulaire n° 86 du 21 août 1911 ;
 - Circulaire n° 129 du 6 mars 1914 ;
 - Circulaire n° 577 du 21 février 1917.
- 5) Pièces diverses² émanant du Contrôle de la Dette (5 pièces) :
- Estimation des débris de laine :
 - Circulaire 362 du 2 août 1915, pièce n° 31 ;
 - Lettre 475^B du 17 août 1915, pièce n° 32.
 - Taxation des pétroles et essences :
 - Circulaire 87 du 5 septembre 1911, pièce n° 19 ;
 - Circulaire 453 du 27 janvier 1916, pièce n° 36.
 - Cours des sucres
 - Circulaire n° 392 du 29 septembre 1915, pièce n° 34.
- 6) Circulaires³ émanant du Contrôle des Douanes (3 pièces) :
- Circulaire n° 79 du 29 décembre 1909 ;
 - Circulaire n° 80 du 29 décembre 1909 ;
 - Circulaire n° 85 du 31 janvier 1910.
- 7) Lettre³ de l'inspecteur des Finances, directeur général des Finances, en date du 25 août 1915.
- 8) Procès-verbal³ de la réunion de la Commission des valeurs douanières en date du 14 novembre 1932.
- 9) Procès-verbal³ de la réunion de la Commission des valeurs douanières en date du 27 décembre 1934.

Les pièces cotées ci-dessus sous les numéros 4, 5, 6, 7 sont les pièces originales extraites des archives de l'Empire chérifien ; dans la mesure où cela serait possible, les autorités chérifiennes seraient heureuses de rentrer en leur possession une fois la sentence rendue.

La pièce cotée 3 est communiquée par une dépêche de vendredi à M. l'agent des États-Unis, ainsi que la liste ci-dessus énoncée de toutes les pièces déposées à la Cour. Il appartient à l'obligeance du Greffe de mettre à la disposition de M. l'agent des États-Unis, le texte ou une copie des pièces 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, car il a été impossible d'assurer la reproduction de ces pièces, parvenues jeudi soir, dans la nuit de jeudi à vendredi. M. l'agent des États-Unis au cours d'une conversation téléphonique dans la nuit de jeudi n'a élevé aucune objection contre cette procédure qui permet de respecter le délai fixé par la Cour.

Je reste à la disposition de la Cour (conformément aux indications données par M. le Président de la Cour C. R. 52/22, p. 42⁴) pour fournir à la Cour toutes autres indications complémentaires.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) PAUL REUTER.

¹ Voir pp. 376-377.

² » » 378-381.

³ Non reproduits.

⁴ Voir p. 336.

166. THE COUNSEL OF THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

August 1st, 1952.

Sir,

Pursuant to the instructions of the President of the Court during the hearing of July 26, 1952, concerning the answers to be filed by the Parties to Questions 1 and 2 of the questionnaire given to them on July 24, 1952, I submit on behalf of the Agent of the Government of the United States the following information and documents :

With respect to Question 1 (1), practice of the Committee on Customs Valuations, under Article 96 of the Act of Algeciras, up to 1923 :

An affidavit from Walter C. Isenberg, Jr., Consul of the United States at Tangier, dated July 28, 1952.

With respect to Question 1 (2), practice of the Committee instituted by Article 50 of the Convention concerning the organization of the Statute of the Tangier Zone :

A certified copy of the *procès-verbal de la Commission des valeurs douanières du 7 juin 1933*¹ ;

A certified copy of a letter² addressed on November 5, 1934, by the Belgian Chamber of Commerce of Morocco to the President of the American Chamber of Commerce for Morocco, together with a memorandum from the French Government, proposing reforms in customs valuations procedures ;

A certified copy³ of Despatch No. 105, July 10, 1935, from the British Consulate-General at Tangier with its enclosure, a copy of a letter dated July 9, 1935, from the President of the Committee of Control to the Administrator of the International Zone, the High Commissioner of the Spanish Zone and the Resident-General of the French Zone.

With respect to Question 2, reports of judicial decisions or arbitral awards with respect to the effect of the disappearance of a treaty between States A and B upon rights already acquired under that treaty by State C by means of a most-favored-nation clause :

Arbitral Decision of April 2, 1901, concerning the Consular Convention between Turkey and Greece, with the following citations⁴ :

Preliminary negotiations : Commission turco-hellénique pour la conclusion d'une convention consulaire entre La Turquie et La Grèce (1898), pages 196, 202-208 ;

First Pleading of the Greek Government : Dossier contenant les pièces relatives au recours à l'arbitrage (1900) : No. 8, concordance des articles des deux projets, page 25 ; No. 34, mémoire XXIII, pages a, b, c, and d ;

Second Pleading of the Greek Government : Réponse des délégués du Gouvernement hellénique aux mémoires des délégués de la Sublime Porte (1900), page 36 ;

¹ See pp. 373, 374.

² .. p. 389.

³ .. pp. 392-395.

⁴ Not reproduced.

Décision arbitrale au sujet de la convention consulaire turco-hellénique. — Constantinople, le 20 Mars/2 avril, 1901 ; 95 British and Foreign State Papers 939-948, at 947, Article XXIV.

Note : The pleadings of the Turkish Government could not be located. Secondary sources of information on these pleadings may be found in the work published by Politis, entitled: *La convention consulaire gréco-turque et l'arbitrage des ambassadeurs des grandes Puissances à Constantinople du 2 avril 1901*, pages 97-102, 142-143, 166-167.

Pursuant to the understanding of the Parties, no comments are presented on the substance of the documents filed.

Copies of this letter, with enclosures are being made available to the Agent of the French Government.

Yours very truly,
(Signed) JOSEPH M. SWEENEY.

167. THE DEPUTY-REGISTRAR TO THE COUNSEL OF THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

August 1st, 1952.

Sir,

I have the honour to send you herewith a copy of a letter dated July 31st, 1952¹, from the Agent of the French Government in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco, transmitting documents (numbered 1 to 9) which are intended to give further information in regard to Question 1, which was put by the Court on July 24th, 1952. The deposit of such documents was announced by the Agent of the French Government on that date (printed records, pp. 5, 31, 44²), and also in the letter³ from the Assistant-Agent dated July 30th, a copy of which was sent to you with my letter No. 16773 of July 31st.

I have the honour to inform you that all these documents are deposited in Room 226, in the Peace Palace, where you can consult them. I understand that a copy of document numbered 3 has already been sent to you direct by the Agent of the French Government.

I have, etc.

168. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

1^{er} août 1952.

Monsieur l'Agent,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu de M. l'agent du Gouvernement des États-Unis en l'affaire des droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc une lettre du 1^{er} août 1952 transmettant un certain nombre de documents ayant trait aux questions nos 1 et 2 posées aux Parties par le Président de la Cour le 24 juillet 1952. Je n'ai pas

¹ See No. 165, pp. 476-477.

² „ pp. 97, 323, 336.

³ „ No. 162, pp. 474-475.

manqué de noter que M. l'agent des États-Unis vous a communiqué directement cette lettre et ces documents au domicile élu par vous à La Haye.

Veuillez agréer, etc.

169. THE REGISTRAR TO THE COUNSEL OF THE AGENT
OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

August 5th, 1952.

Sir,

With reference to your letter of August 1st, 1952, I have the honour to inform you that all the documents referred to in that letter have been distributed to the Members of the Court, with the exception of document No. 1, which contains an affidavit dated July 28th, 1952, by Walter C. Isenberg, Jr., Consul of the United States at Tangier.

I have been instructed to inform you that the Court considers that this document, which contains reports of conversations with persons unknown, is not admissible as evidence in this case since, in these circumstances, it is not possible to assess the value of the evidence.

A copy of this letter has been sent to the Agent of the Government of the French Republic.

I have, etc.

170. LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

5 août 1952.

Monsieur l'Agent,

Me référant à ma lettre du 1^{er} août, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus copie d'une lettre¹ que j'ai envoyée aujourd'hui au Conseil du Gouvernement des États-Unis.

Veuillez agréer, etc.

171. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE
UNITED STATES OF AMERICA²

August 13th, 1952.

Sir,

I have the honour to inform you that the Court does not intend to avail itself of the right reserved for it by the President at the termination of the public hearing on July 26th, 1952, to request further information from the Agents of the Parties. Consequently, the oral arguments in the case relating to the rights of nationals of the United States of

¹ Voir n° 169 ci-dessus.

² The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

America in Morocco (*France v. United States of America*) can now be considered closed.

I have, etc.

172. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA¹

August 23rd, 1952.

Sir,

I have the honour to inform you, in accordance with Article 58 of the Statute, that the International Court of Justice will hold a public sitting at the Peace Palace, The Hague, on 27th August, 1952, at 4 p.m. for the reading of the judgment in the case concerning the rights of United States nationals in Morocco (*France v. United States of America*).

I have, etc.

173. THE REGISTRAR TO THE AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA¹

August 27th, 1952.

Sir,

I have the honour to send you herewith fifteen copies of the judgment given by the International Court of Justice on August 27th, 1952, in the case concerning the rights of nationals of the United States of America in Morocco (*France v. United States*)².

I have, etc.

174. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AFGHANISTAN³

Le Greffier de la Cour internationale de Justice a l'honneur de transmettre, sous ce pli, un exemplaire de l'arrêt rendu par la Cour en l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis d'Amérique au Maroc (*France c. États-Unis d'Amérique*)⁴.

D'autres exemplaires seront expédiés ultérieurement par la voie ordinaire.

La Haye, le 4 septembre 1952.

¹ The same communication was sent to the Agent of the Government of the French Republic.

² See Court's publications, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1952, pp. 176-233.

³ Cette communication a été adressée à tous les États admis à ester en justice devant la Cour.

⁴ Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1952, pp. 176-233.

175: LE GREFFIER A L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

15 septembre 1952.

Monsieur l'Agent,

En déposant au Greffe de la Cour, le 31 juillet 1952, divers documents en réponse à la question n° 1 posée par la Cour dans l'affaire relative aux droits des ressortissants des États-Unis au Maroc, vous m'aviez informé que certains documents étaient des pièces originales extraites des archives de l'Empire chérifien et que les autorités chérifiennes seraient heureuses de rentrer en leur possession, une fois la sentence rendue.

J'ai donc l'honneur de vous transmettre ci-joint, en retour, les documents précités, à savoir les pièces cotées sous les nos 4, 5, 6 et 7.

Veillez agréer, etc.

TABLE DES MATIÈRES DU VOLUME I
CONTENTS OF VOLUME I

PREMIÈRE PARTIE. — REQUÊTE INTRODUCTIVE
D'INSTANCE ET PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE
PART I.—APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS
AND DOCUMENTS OF THE WRITTEN PROCEEDINGS

SECTION A. — REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE
SECTION A.—APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS

	Pages
I. — Le chargé d'affaires <i>a. i.</i> de France aux Pays-Bas au Greffier de la Cour (28 x 50). — The Chargé d'Affaires <i>a. i.</i> of France in the Netherlands to the Registrar of the Court (28 x 50)	8
II. — L'agent du Gouvernement de la République française au Greffier de la Cour (27 x 50). — The Agent of the Government of the French Republic to the Registrar of the Court (27 x 50)	8
III. — Requête introductive d'instance au nom du Gouvernement de la République française (27 x 50). — Application instituting proceedings on behalf of the Government of the French Republic (27 x 50)	9

SECTION B. — MEMOIRES

SECTION B.—PLEADINGS

I. — Mémoire soumis par le Gouvernement de la République française (I III 51)	15
Exposé des faits	18
Exposé de droit	30
I. — Le traité du 16 septembre 1836 entre le Sultan du Maroc et les États-Unis d'Amérique	31
A. — Les traités conclus par le Maroc avant 1836 et en vigueur à cette époque.	32
B. — Historique du traité conclu entre le Maroc et les États-Unis le 16 septembre 1836	34
C. — Contenu du traité du 16 septembre 1836	36
D. — Les traités bilatéraux conclus par le Maroc après 1836	37

	Pages
II. — Participation des États-Unis à des accords internationaux concernant le Maroc	42
A. — La convention de Madrid	42
B. — L'acte général d'Algésiras	43
III. — Actes juridiques ayant eu des conséquences sur les rapports conventionnels entre le Maroc et les États-Unis d'Amérique	45
A. — Établissement du protectorat de la France au Maroc et sa reconnaissance par les États-Unis	45
B. — Renonciation des Puissances au régime capitulaire	50
Analyse des obligations conventionnelles du Maroc	51
Jurisdiction consulaire des États-Unis d'Amérique au Maroc	53
Prétention du Gouvernement des États-Unis d'Amérique à un droit d'« assentiment » à la réglementation chérifienne	65
La coutume	73
I. — Un régime d'égalité de traitement ne peut suffire à interdire d'une manière générale l'institution du contrôle des changes	78
II. — La légitimité d'un contrôle des changes au Maroc est indiscutable et a été reconnue par le Gouvernement des États-Unis	81
III. — Le contrôle des changes peut légitimement conduire à prohiber les importations sans devises	85
IV. — Les mesures prises en matière d'importation sans devises réalisent-elles une discrimination injuste à l'égard des États-Unis ou de leurs ressortissants ?	86
<i>Liste des annexes</i>	90
I. — Annexes à l'exposé des faits	90
II. — Annexes à l'exposé de droit	92
2.—Preliminary objection filed by the Government of the United States of America (15 VI 51)	235
<i>Annex A</i> : The Secretary of State to the French Ambassador The French Ambassador to the Secretary of State	239 239
<i>Annex B</i> : Convention between His Majesty in respect of the United Kingdom and the President of the French Republic for the abolition of capitulations in Morocco and Zanzibar	240
3. — Observations et conclusions du Gouvernement de la République française sur l'exception préliminaire (28 VII 51)	248
I. Exposé des faits	248
II. Analyse de l'argumentation des États-Unis d'Amérique	249

	Pages
III. Observations sur les demandes du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.	250
<i>Annexe I</i> : Mémoire remis le 23 avril 1951 par le Département d'État à l'ambassade de France aux États-Unis.	255
<i>Annexe II</i> : Mémoire remis à M. Sweeney le 2 juin 1951 par l'ambassade de France aux États-Unis	256
4.—Counter-Memorial submitted by the Government of the United States of America (20 XII 51)	257
Part I: Statement of the case	257
Respective positions of the Parties	258
Submissions of the French Government	260
Burden of proof	262
Compulsory jurisdiction	262
Part II: The facts	263
<i>Chapter I</i> : Treaties establishing the rights of the United States in Morocco.	263
A. Bilateral treaties concluded by Morocco—1631-1880	263
B. Multilateral agreements concluded with Morocco—1880-1912	277
C. Summary of treaty rights granted to the United States:	
Economic rights	286
Jurisdictional rights	287
Most-favored-nation treatment	287
<i>Chapter II</i> : Treaties and other acts concerning the establishment of the Protectorate	288
A. Commitments of France concerning the economic rights of foreign Powers in Morocco	288
B. Establishment of the Protectorate.	290
C. Negotiations concerning the extraterritorial rights of foreign Powers in Morocco	291
D. Negotiations concerning the economic and extraterritorial rights of the United States in Morocco	293
<i>Chapter III</i> : Circumstances giving rise to the dispute in this case	300
A. The dispute prior to World War II	300
B. The dispute after World War II	309
Part III: Argument	326
Summary of argument	326
<i>Chapter I</i> : Economic rights	327
A. Right to import freely into Morocco	327
B. Assessment of customs duties	343
C. Collection of taxes	354

	Pages
<i>Chapter II</i> : Extraterritorial jurisdiction	359
A. Scope of the rights of jurisdiction granted in the United States Treaty of 1836 and in the British Treaty of 1856	359
B. The most-favored-nation clause argument	371
C. Non-applicability of local law to American citizens ; right of assent	395
Submissions	406
<i>List of annexes</i>	409
I. Treaties concluded by Morocco from 1631 to 1906	417
II. Treaties and other acts concerning the establishment of the Protectorate	628
III. The dispute prior to World War II	689
IV. The dispute after World War II	734
V. Miscellaneous	777

TABLE DES MATIÈRES DU VOLUME II
CONTENTS OF VOLUME II

Pour la Table des matières du volume I, voir page 483.

For the Contents of Volume I, see page 483.

PREMIÈRE PARTIE (*suite*). — PIÈCES DE LA PROCÉDURE
ÉCRITE (*suite*)

PART I (*cont.*).—DOCUMENTS OF THE WRITTEN
PROCEEDINGS (*cont.*)

SECTION B. — MÉMOIRES (*suite*)

SECTION B.—PLEADINGS (*cont.*)

	Pages
5. — Réplique soumise par le Gouvernement de la République française (I3 II 52)	9
Première partie : Exposé de l'affaire	10
Deuxième partie : Les faits :	
Chapitre I. — Traités qui établissent les droits des États-Unis au Maroc	11
Chapitre II. — Traités et autres actes se rapportant à l'établissement du protectorat	12
Chapitre III. — Circonstances qui sont à l'origine du présent litige	13
Troisième partie : Exposé de droit :	
Chapitre I. — Droits économiques	16
A. Droit d'importer librement au Maroc	17
B. Évaluation des valeurs en douane	31
C. Exemption des impôts	38
Chapitre II. — Jurisdiction extraterritoriale	44
Quatrième partie : Résumé des thèses des deux gouvernements .	66
Conclusions	72
Liste des annexes	74
<i>Annexes :</i>	
I. Extrait du rapport de M. Shishkin devant le Congrès .	75
II. Déposition de M. Willard L. Thorp	75
III. Emploi des ressources du Fonds monétaire international. — Effet du programme de relèvement européen	80

	Pages
IV. Lettre de M. Hoffman, administrateur E. C. A., à M. Rodes	81
V. Arrêt de la Cour de cassation du 22 décembre 1913 . . .	84
VI. Remarques sur le fondement juridique des capitulations américaines au Maroc	86
VII. Discours prononcé lors de la rentrée de la Cour d'appel de Rabat le 3 octobre 1932. [<i>Non reproduit.</i>]	
6.—Rejoinder submitted by the Government of the United States of America (18 IV 52).	92
Chapter I: Economic rights :	
A. Right to import freely into Morocco	93
B. Assessment of customs duties	106
C. Collection of taxes	111
Chapter II: Extraterritorial jurisdiction	116
A. Scope of the rights of jurisdiction granted in the United States Treaty of 1836 and in the British Treaty of 1856 .	117
B. The most-favored-nation clause argument	119
C. Non-applicability of local law to American citizens; right of assent	127
D. General observations and conclusions on the issue of extraterritorial jurisdiction	128
Conclusion and submissions	130
List of annexes	132
<i>Annexes :</i>	
1. Report from the Office of E.C.A. special representative in Europe on French trade liberalization (5 VIII 50)	133
2. Letter from M. Luret, Controller of Moroccan Customs, to the American Minister in Tangier (16 VII 12)	135
3. Note from the Diplomatic Cabinet of the French Residency to the American Consulate-General at Casablanca (14 VIII 48)	136

DEUXIÈME PARTIE. — PROCÉDURE ORALE

PART II.—ORAL PROCEEDINGS

SÉANCES PUBLIQUES DU 15 AU 26 JUILLET ET DU 27 AOÛT 1952
PUBLIC SITTINGS HELD FROM JULY 15th TO 26th AND ON AUGUST 27th, 1952

PROCÈS-VERBAUX. — MINUTES :

15 VII 1952	140	23 VII 1952	143
16 » »	141	24 » »	143
17 » »	141	26 » »	143
21 » »	142	27 VIII »	145
22 » »	142		

ANNEXES AUX PROCÈS-VERBAUX
ANNEXES TO THE MINUTES

	Pages
1. Plaidoirie de M. le professeur Gros (France) :	
15 VII 52 (a.-m.) . . . 147	16 VII 52 (m.) . . . 164
2. Plaidoirie de M. Reuter (France) :	
16 VII 52 (a.-m.) . . . 179	17 VII 52 (a.-m.) . . . 211
17 » » (m.) . . . 194	
3. Oral argument of Mr. Adrian Fisher (U.S.) :	
21 VII 52 (m.) . . . 220	22 VII 52 (m.) . . . 256
„ „ „ (aft.) . . . 238	
4. Plaidoirie de M. Sweeney (É.-U.), 22 VII 52 (m.)	263
5. Oral argument of Mr. Adrian Fisher (U.S.) :	
23 VII 52 (m.) . . . 273	23 VII 52 (aft.) . . . 289
6. Réplique de M. le professeur Gros (France), 24 VII 52 (a.-m.)	298
7. Rejoinder of Mr. Adrian Fisher (U.S.), 26 VII 52 (m.) . . .	315
8. Réponses aux questions posées par la Cour, 26 VII 52 (m.) .	323

TROISIÈME PARTIE. — DOCUMENTS PRÉSENTÉS A
 LA COUR APRÈS LA FIN DE LA PROCÉDURE ÉCRITE
 (RÈGLEMENT, ARTICLE 48)

PART III.—DOCUMENTS SUBMITTED TO THE COURT
 AFTER THE CLOSURE OF THE WRITTEN PROCEEDINGS
 (RULES OF COURT, ARTICLE 48)

SECTION A. — DOCUMENTS PRÉSENTÉS PAR L'AGENT DU
 GOUVERNEMENT FRANÇAIS

SECTION A.—DOCUMENTS SUBMITTED BY THE AGENT OF THE
 FRENCH GOVERNMENT

1. — Lettre du chargé d'affaires de la République française au
 Président du Conseil, du 27 VII 1914, transmettant une
 lettre du secrétaire d'État du 24 VII 1914 338
2. — Lettre du ministre de France au Brésil au ministre des
 Affaires étrangères du 30 XI 1851 339
3. — Premier rapport de la réunion du Conseil des gouverneurs
 du Fonds monétaire international, 1946. [*Non reproduit.*]
4. — Rapport annuel pour 1949 des administrateurs du Fonds
 monétaire international: Annexe XIV (Nations Unies,
 Conseil économique et social, Doc. N. U. E. 1556). [*Non
 reproduit.*]
5. — Protocoles et comptes rendus de la Conférence d'Algésiras,
 1906. Documents diplomatiques [Livre jaune français].
 Paris, 1906. [*Non reproduit.*]

	Pages
6. — Question de la protection diplomatique et consulaire au Maroc, 1880. Documents diplomatiques [Livre jaune français]. Paris, 1880. [Non reproduit.]	
7. — Texte de la convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, Genève, 8 XI 1927. Doc. S. d. N. C. 559. M. 201. 1927. II. [Non reproduit.]	
8. — Compte rendu de la première conférence internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, Genève, 1927. Doc. S. d. N. C. 21. M. 12. 1928. II. [Non reproduit.]	
9. — Actes de la conférence des Capitulations, Montreux, 1937. Compte rendu et procès-verbal. [Non reproduit.]	
10. — Procès-verbaux du Conseil économique et social, 547 ^{me} et 548 ^{me} séances, 12 septembre 1951. [Non reproduit.]	
11. — American law on economic aid of 1948, amended in 1950, Article 112 N, accompanied by two Exchanges of Letters dated January 9th, 1950, and May 22nd, 1951	342
12. — Bulletin quotidien de l'ambassade des États-Unis à Paris, n° 91, 17 avril 1952 (extrait)	346
13. — Accord financier entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des États-Unis, 6 décembre 1945, Cmd. 6968. [Non reproduit.]	
14. — Échange de lettres entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement des États-Unis, 20 août 1947, Cmd. 7210. [Non reproduit.]	
15. — Dahir du 4 avril 1940 (B. O. 1433 du 12 avril 1940) promulguant l'accord du 18 janvier 1940 entre la France et l'Espagne. [Non reproduit.]	
16. — Accord financier franco-britannique du 27 mars 1945. [Non reproduit.]	
17. — Accord monétaire franco-britannique du 20 août 1951. [Non reproduit.]	
18. — Accord commercial du 17 novembre 1951 entre la France et l'Espagne. [Non reproduit.]	
19. — Troisième rapport annuel du Fonds monétaire international sur les restrictions de change, 1952. [Non reproduit.]	
20. — Procès-verbal de la commission des Valeurs douanières réunie en exécution de l'article 50 de la convention du 18 décembre 1923	348
21. — Tableau des valeurs minima et maxima des principales marchandises importées au Maroc, adoptées par la commission des Valeurs douanières réunie à Tanger le 11 mars 1936	350

	Pages
22. — Règlement des douanes marocaines pris le 10 juillet 1908 par le comité permanent des Douanes institué à Tanger par l'article 77 de l'acte général de la conférence d'Algésiras	355
23. — Tableau des valeurs des principales marchandises importées au Maroc, année 1918. [<i>Non reproduit.</i>]	
24. — Extrait des minutes du secrétariat-greffe du tribunal mixte de Tanger du 19 décembre 1933, Empire chérifien — Zone de Tanger — au nom de S. M. le Sultan . . .	359
25. — Procès-verbal de la réunion de la commission des Valeurs douanières du 7 juin 1933	367
26. — Procès-verbal de la réunion de la commission des Valeurs douanières du 19 février 1934. [<i>Non reproduit.</i>]	
27. — Procès-verbal de la réunion de la commission des Valeurs douanières du 5 août 1935. [<i>Non reproduit.</i>]	
28. — Dahir du 12 décembre 1928 relatif au règlement des conflits de compétence entre les juridictions françaises et les juridictions chérifiennes. [<i>Non reproduit.</i>]	
29. — Copie photostatique d'un article intitulé <i>Le Maroc</i> , de MM. A. Cousin et Daniel Saurin. [<i>Non reproduit.</i>]	
30. — Article de la « Société de géographie », 1910, contenant le tableau des valeurs en douane de 1908. [<i>Non reproduit.</i>]	
31. — Pages 1, 2, 19-20 du registre des recettes faites par la douane de Casablanca, 1906. [<i>Non reproduit.</i>]	
32. — Circulaires émanant du contrôle de la Dette et relatives à la revision des valeurs	376
33. — Pièces diverses émanant du contrôle de la Dette . . .	378
34. — Circulaires n° 79 du 29 décembre 1909, n° 80 du 29 décembre 1909, n° 85 du 31 janvier 1910. [<i>Non reproduit.</i>]	
35. — Lettre de l'inspecteur des Finances, directeur général des Finances, en date du 25 août 1915. [<i>Non reproduit.</i>]	
36. — Procès-verbal de la réunion de la commission des Valeurs douanières en date du 14 novembre 1932. [<i>Non reproduit.</i>]	
37. — Procès-verbal de la réunion de la commission des Valeurs douanières en date du 27 décembre 1934. [<i>Non reproduit.</i>]	

SECTION B.—DOCUMENTS SUBMITTED BY THE AGENT OF THE
GOVERNMENT OF THE UNITED STATES

SECTION B. — DOCUMENTS SOUMIS PAR L'AGENT DU
GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

- 1.—Conseil du Gouvernement, Section française. Meetings of January 10th, 11th, 12th, 13th, 14th and 15th, 1949. [*Not reproduced.*]
- 2.—Documentation note of the Department of Commerce and Mercantile Marine of February 1st, 1952. [*Not reproduced.*]

- 3.—Maritime and commercial statistics of Morocco for the years 1939, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950 and 1951. [*Not reproduced.*]
- 4.—Letters from Protectorate authorities, Division of Commerce, to Raphael Elmaleh, dated May 7th, 1949, and June 13th, 1949, relating to exports via Tangier. [*Not reproduced.*]
- 5.—Decree of the Secretary-General of the Protectorate of August 12th, 1950, fixing the maximum price for sugar. [*Not reproduced.*]
- 6.—Affidavit of Laurence B. Craig concerning the difference in price of sugar in Tangier and Casablanca (June 25th, 1952). [*Not reproduced.*]
- 7.—Graph of fluctuations in the rate of the dollar in Paris (parallel market) and Tangier (free market) from June 1948 to May 1952. [*Not reproduced.*]
- 8.—Affidavit of Arthur M. Russell of June 24th, 1952, concerning a letter from the animal husbandry laboratory. [*Not reproduced.*]
- 9.—Application for import licence refused on April 11th, 1952. [*Not reproduced.*]
- 10.—Bulletin of the Casablanca Chamber of Commerce and Industry, March-April 1949. [*Not reproduced.*]
- 11.—Customs declaration No. 501685 of December 21st, 1951, for the importation of textiles. [*Not reproduced.*]
- 12.—Customs declaration No. 408945, of April 25th, 1952, for the importation of spare parts, with consular invoice. [*Not reproduced.*]
- 13.—Customs declaration No. 247 of March 19th, 1952, for the importation of spare parts, with consular invoice. [*Not reproduced.*]
- 14.—Letter of May 9th, 1952, from Commander C. L. Brown, U.S. Navy, Port Lyautey, enclosing copies of Naval Base Regulations on Currency Control. [*Not reproduced.*]
- 15.—Extract from the *Écho du Maroc* of October 22nd, 1949, on the enforcement of exchange control. [*Not reproduced.*]
- 16.—Letter from Moroccan Chamber of Commerce, Tangier, of May 28th, 1952. [*Not reproduced.*]
- 17.—Extract from the *Journal de Tanger* of May 31st, 1952. [*Not reproduced.*]
- 18.—Note (undated) from the Residency General to the United States diplomatic agent at Tangier 384
- 19.—Note dated December 31st, 1948, from the Residency General to the United States diplomatic agent at Tangier 385
- 20.—Note dated August 15th, 1950, from the United States diplomatic agent to the Residency General 386

	Pages
21.—Memorandum from the United States executive director of the International Monetary Fund relating to the meeting of the Executive Board of the Fund held on March 12th, 1952. [Not reproduced.]	
22.—Photostat of the <i>Bulletin officiel du Protectorat</i> of September 12th, 1913. [Not reproduced.]	
23.—Moroccan regulations for customs and indirect taxes, 1949. [Not reproduced.]	
24.—Minutes of the meeting of the Committee on Customs Valuations of June 7th, 1933	388
25.—Letter dated November 5th, 1934, from the Belgian Chamber of Commerce in Morocco to the President of the American Chamber of Commerce, together with a memorandum from the French Government proposing reforms in customs valuations procedures	389
26.—Despatch of July 10th, 1935, from the British Consulate-General in Tangier enclosing a copy of a letter of July 9th, 1935, from the President of the Committee of Control to the Administrator of the International Zone, the High Commissioner of the Spanish Zone and the Resident General of the French Zone	392
27.—Turko-Hellenic Commission for the conclusion of a consular convention between Turkey and Greece, minutes 1898-1900. [Not reproduced.]	
28.—Arbitral award of March 20th, April 2nd, 1901, between Turkey and Greece. [Not reproduced.]	

QUATRIÈME PARTIE. — CORRESPONDANCE

PART IV.—CORRESPONDENCE

1. Le chargé d'affaires <i>a. i.</i> de France aux Pays-Bas au Greffier (28 x 50)	398
2. The Deputy-Registrar to the Secretary-General of the United Nations (<i>tel.</i>) (28 x 50)	398
3. The Deputy-Registrar to the Secretary of State of the United States of America (<i>tel.</i>) (28 x 50)	398
4. Le Greffier adjoint au chargé d'affaires <i>a. i.</i> de France aux Pays-Bas (28 x 50)	398
5. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement français (28 x 50)	399
6. The Deputy-Registrar to the Secretary of State of the United States of America (28 x 50)	399
7. The Deputy-Registrar to the Ambassador of the United States of America in the Netherlands (28 x 50)	400
8. The Deputy-Registrar to the Secretary-General of the United Nations (31 x 50)	400

	Pages
9. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement français (31 x 50)	401
10. The Deputy-Registrar to the Secretary of State of the United States of America (31 x 50)	401
11. Le Greffier adjoint au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (31 x 50)	401
12. Le Greffier adjoint au chef du Gouvernement du Liechtenstein (31 x 50)	402
13. The Assistant Secretary-General in charge of the Legal Department of the United Nations to the Registrar (13 XI 50)	402
14. L'agent du Gouvernement français au Vice-Président de la Cour (15 XI 50)	402
15. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (15 XI 50)	403
16. The Ambassador of the United States of America in the Netherlands to the Registrar (16 XI 50)	403
17. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (17 XI 50)	404
18. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (23 XI 50) .	405
19. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (23 XI 50)	405
20. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (20 II 51)	405
21. L'agent du Gouvernement français au Greffier (27 II 51) .	405
22. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (I III 51)	406
<i>Annex to No. 22</i> : List of documents deposited in one copy	406
23. Le Greffier au ministre d'Espagne aux Pays-Bas (16 III 51)	407
24. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (22 III 51)	408
25. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (22 III 51)	408
26. Le chargé d'affaires <i>a. i.</i> d'Espagne aux Pays-Bas au Greffier (29 III 51)	408
27. Le Greffier à l'ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas (6 IV 51)	409
28. Le Greffier au ministre d'Espagne aux Pays-Bas (6 IV 51) .	410
29. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (10 IV 51)	410
30. Le ministre d'Espagne aux Pays-Bas au Greffier (10 IV 51)	411
31. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (14 IV 51)	411
32. Le Greffier au ministre d'Espagne aux Pays-Bas (14 IV 51)	411
33. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (17 IV 51)	412

	Pages
34. La légation du Venezuela aux Pays-Bas au Greffier (23 IV 5I)	4I2
35. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (4 v 5I)	4I2
36. L'agent du Gouvernement français au Greffier (9 v 5I)	4I3
37. The Ambassador of the United States of America in the Netherlands to the Registrar (II v 5I)	4I3
38. The Registrar to the Ambassador of the United States of America in the Netherlands (I2 v 5I)	4I3
39. Le Greffier au ministre d'Espagne aux Pays-Bas (I2 v 5I)	4I4
40. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (I5 v 5I)	4I4
4I. <i>Idem</i> (I7 v 5I)	4I4
42. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement français (26 v 5I)	4I5
43. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (26 v 5I)	4I6
44. L'agent du Gouvernement français au Greffier (30 v 5I)	4I6
45. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (5 VI 5I)	4I7
46. <i>Idem</i> (8 VI 5I)	4I7
47. The Ambassador of the United States of America in the Netherlands to the Registrar (20 VI 5I)	4I8
48. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement français (22 VI 5I)	4I8
49. Le Greffier adjoint au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (22 VI 5I)	4I9
50. Le Greffier adjoint au chef du Gouvernement du Liechtenstein (22 VI 5I)	4I9
5I. Le Greffier adjoint au Secrétaire général des Nations Unies (22 VI 5I)	4I9
52. Le Greffier adjoint au ministre d'Espagne aux Pays-Bas (22 VI 5I)	420
53. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (25 VI 5I)	420
54. Le Greffier adjoint à l'agent du Gouvernement français (26 VI 5I)	42I
55. Le Greffier adjoint au Secrétaire général des Nations Unies (27 VI 5I)	42I
56. L'agent du Gouvernement français au Greffier (28 VI 5I)	422
57. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (29 VI 5I)	422
58. Le Greffier au ministre du Venezuela aux Pays-Bas (30 VI 5I)	422

	Pages
59. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (5 VII 51)	423
60. L'agent du Gouvernement français au Greffier (28 VII 51) .	423
61. The Deputy-Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (30 VII 51)	423
62. <i>Idem</i> (31 VII 51)	424
63. The Agent of the Government of the United States of America to the President of the Court (16 VIII 51)	424
64. The Acting Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (22 VIII 51)	426
65. L'ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas au premier secrétaire faisant fonction de Greffier (29 VIII 51) :	427
66. L'agent du Gouvernement français au Greffier (30 VIII 51) .	427
67. The Acting Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (3 IX 51)	429
68. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (5 IX 51)	429
69. L'agent du Gouvernement français au Greffier (6 IX 51) . .	429
70. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (21 IX 51)	430
71. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (3 X 51)	430
72. Le Greffier à l'ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas (3 X 51)	430
73. Le Greffier au ministre du Venezuela aux Pays-Bas (4 X 51)	431
74. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (4 X 51) .	431
75. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (4 X 51)	432
76. L'agent du Gouvernement français au Greffier (6 X 51) . .	432
77. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (9 X 51)	433
78. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (9 X 51) . .	433
79. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (22 X 51)	434
80. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (25 X 51) .	434
81. L'agent du Gouvernement français au Greffier (27 X 51) . .	434
82. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (31 X 51)	435
83. <i>Idem</i> (1 XI 51)	435
84. Le Greffier à l'ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas (5 XI 51)	435
85. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (15 XI 51)	436

	Pages
86. The chargé d'affaires <i>a.i.</i> of the United States of America in the Netherlands to the Registrar (20 XII 51)	436
87. <i>Idem</i> (21 XII 51)	437
88. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (21 XII 51)	437
89. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (21 XII 51)	437
90. The Legation of Israel in the Netherlands to the Registrar (3 I 52)	438
91. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (5 I 52).	438
92. Le Greffier à l'ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas (7 I 52)	439
93. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (7 I 52)	439
94. L'agent du Gouvernement français au Greffier (9 I 52)	439
95. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (30 I 52).	440
96. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (2 II 52)	440
97. The Registrar to the Minister of Israel in the Netherlands (2 II 52)	440
98. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (13 II 52)	441
99. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (14 II 52)	441
100. Le Greffier à l'ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas (20 II 52)	441
101. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (29 II 52)	442
102. The Ambassador of the United States of America in the Netherlands to the Registrar (28 III 52)	442
103. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (29 III 52)	442
104. L'agent du Gouvernement français au Greffier (<i>tél.</i>) (29 III 52)	443
105. The Registrar to the Ambassador of the United States of America in the Netherlands (31 III 52)	443
106. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (8 IV 52)	443
107. The Chargé d'Affaires <i>a.i.</i> of the United States of America in the Netherlands to the Registrar (18 IV 52)	443
108. Le secrétaire de la Cour faisant fonction de Greffier à l'agent du Gouvernement français (18 IV 52)	444
109. Le secrétaire de la Cour faisant fonction de Greffier à l'ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas (18 IV 52)	444
110. The Chargé d'Affaires <i>a.i.</i> of the United States of America in the Netherlands to the Registrar (24 IV 52)	444
111. <i>Idem</i> (25 IV 52)	445

	Pages
112. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (5 v 52)	445
113. L'agent du Gouvernement français au Greffier (8 v 52)	446
114. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (9 v 52)	446
115. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (12 v 52)	446
116. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (13 v 52)	447
117. <i>Idem</i> (12 vi 52)	447
118. L'agent du Gouvernement français au Greffier (14 vi 52)	448
119. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (23 vi 52)	448
120. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas (25 vi 52)	449
121. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (26 vi 52)	449
122. <i>Idem</i> (27 vi 52)	450
123. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (28 vi 52)	451
124. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (22 vi 52)	451
125. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (28 vi 52)	452
126. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (30 vi 52)	454
127. L'agent du Gouvernement français au Greffier (5 vii 52)	454
128. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (7 vii 52)	455
129. L'agent du Gouvernement français au Greffier (7 vii 52)	455
<i>Annexe au n° 129</i> : Liste de documents remis au Greffe de la Cour internationale de Justice	455
130. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (8 vii 52)	456
131. <i>Idem</i> (11 vii 52)	457
132. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (12 vii 52)	457
133. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (12 vii 52)	458
134. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (14 vii 52)	458
135. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (14 vii 52)	459
136. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (14 vii 52)	459
137. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (15 vii 52)	460
138. L'agent du Gouvernement français au Greffier (15 vii 52)	461

	Pages
139. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (15 VII 52)	461
140. <i>Idem</i> (15 VII 52)	462
141. The Embassy of Pakistan in the Netherlands to the Court (17 VII 52)	462
142. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (18 VII 52)	462
<i>Annex to No. 142: Memorandum, requested by the Registrar on July 15th, 1952, concerning publications sent on June 26th, 1952, and documents sent June 17th, 1952 .</i>	462
143. Note remise au Greffe par l'agent du Gouvernement français, le 19 juillet 1952	465
144. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (19 VII 52)	466
145. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (20 VII 52)	467
146. <i>Idem</i> (22 VII 52)	467
147. <i>Idem</i> (22 VII 52)	468
148. L'agent du Gouvernement français au Greffier (22 VII 52)	468
149. The Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (23 VII 52)	468
150. L'agent du Gouvernement français au Greffier (23 VII 52)	469
151. <i>Idem</i> (23 VII 52)	469
152. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (24 VII 52)	470
153. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (24 VII 52)	470
154. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (24 VII 52)	471
155. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (24 VII 52)	471
156. Le Greffe à la légation de Suède aux Pays-Bas (24 VII 52)	471
157. The Registrar to the Chargé d'Affaires of Pakistan in the Netherlands (24 VII 52)	472
158. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (25 VII 52)	472
159. The Counsel to the Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (28 VII 52)	473
160. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (28 VII 52)	473
161. Le Greffier à l'ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas (28 VII 52)	474
162. L'agent adjoint du Gouvernement français au Greffier (30 VII 52)	474
163. The Registrar to the Counsel of the Agent of the Government of the United States of America (31 VII 52) . . .	475

	Pages
164. Le Greffier à l'agent adjoint du Gouvernement français (31 VII 52)	476
165. L'agent adjoint du Gouvernement français au Greffier (31 VII 52)	476
166. The Counsel to the Agent of the Government of the United States of America to the Registrar (1 VIII 52)	478
167. The Deputy-Registrar to the Counsel of the Agent of the Government of the United States of America (1 VIII 52)	479
168. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (1 VIII 52)	479
169. The Registrar to the Counsel of the Agent of the Govern- ment of the United States of America (5 VIII 52)	480
170. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (5 VIII 52)	480
171. The Registrar to the Agent of the Government of the United States of America (13 VIII 52)	480
172. <i>Idem</i> (23 VIII 52)	481
173. <i>Idem</i> (27 VIII 52)	481
174. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (4 IX 52)	481
175. Le Greffier à l'agent du Gouvernement français (15 IX 52)	482

INDEX ALPHABÉTIQUE

ABRÉVIATIONS :

corresp. correspondance
 É.-U. États-Unis d'Amérique
 gouv^t gouvernement
 t. *texte*

A

Accords internationaux, voir *Traités et conventions*.

Administration de coopération économique, voir *Coopération économique*.

Affidavit, voir *Thorp* (M. Willard L. —).

Agents, conseils et avocats :

États-Unis d'Amérique : I 238, 408 ;
 II 131, 140, 444, 448, 467.

France : I 8, 13, 89, 255 ; II 73, 140,
 398 et *sqq.*, 448.

Algésiras (Acte général de la conférence internationale d'—), 7 IV 1906, voir *Traités et conventions*, Algésiras.

ARMAND-UGON (M. —, juge) : II 140-145.

Arrêt de la Cour de cassation du 22 XII 13, voir *Tribunaux nationaux*, France.

Arrêt de la Cour internationale de Justice du 27 VIII 52 :

Lecture de l'— : II 145.

Notification de l'— : II 481.

Arrêts de la Cour internationale de Justice :

Droit d'asile (affaire du —) (C. I. J. Recueil 1950) (citations) : I 67 ;
 II 54, 165, 172.

Force obligatoire des — ; question de savoir qui sont les parties auxquelles l'arrêt sera opposable : I 236 et *sqq.*, 249 et *sqq.*

Pêcheries (affaire des —) (C. I. J. Recueil 1951) (citations) : II 55, 56, 172.

Arrêts de la Cour permanente de Justice internationale, voir *Cour permanente*.

Arrêts des tribunaux nationaux, voir *Tribunaux nationaux*.

Articles publiés aux É.-U. (Citations des — comme preuve par la commune renommée) : II 307, 308.

Assentiment préalable des É.-U. à l'application des lois marocaines, voir *Droit national*, Empire chérifien (Assentiment préalable, etc.).

Audiences publiques, voir *Procédure orale* ; et *Procès-verbaux des séances publiques*.

Avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale, voir *Cour permanente*.

B

BADAWI (M. —, juge) : II 140-146.

BASDEVANT (M. —, juge) : II 140-145.

BENDELAC (M. Maurice —), voir *Douane*, Jugement, etc.

Bonne foi : II 309, 316.

BOVEY (M. John A. —), expert du Gouv^t des É.-U. : II 140, 448.

Brésil (correspondance diplomatique avec la France), voir *Correspondance diplomatique*.

Bretton Woods (Accords de —), 1944, voir *Traités et conventions*, Bretton Woods.

Bulletin de l'ambassade des É.-U. à Paris, voir « *Dollar gap* ».

C

Capitulations (Régime des — au Maroc) :

Abolition du régime capitulaire au Maroc, voir ci-dessous « *Renonciation aux droits conventionnels*, etc. » ; voir aussi *Traités et conventions*, France-Grande-Bretagne (Convention du 29 VII 37).

Clause de la nation la plus favorisée, voir *Traités et conventions*, Clause, etc. (Droits capitulaires et la —) ; voir aussi ci-dessous « *Juridiction consulaire* ».

Capitulations (Régime des — au Maroc)
(suite):

Droit d'assentiment à la législation chérifienne (question d'un —): I 65 et sqq., 395 et sqq. (Voir aussi *Droit national*, Empire chérifien (Assentiment préalable, etc.).)

Immunité fiscale sous le —, voir *Taxes*.

Juridiction consulaire:

Affaires civiles et criminelles: I 53 et sqq., 264 et sqq., 284 et sqq., 359-371, 406; II 46-47, 59 et sqq., 130, 158 et sqq., 280 et sqq., 299 et sqq., 318-319, 333-336.

Algésiras (acte général d'—), 1906, voir *Traité et conventions*, Algésiras.

Articles 20 et 21 du traité du 16 IX 1836 entre les É.-U. et le Maroc: I II, 12, 54 et sqq., 260, 369, 399-400.

Clause de la nation la plus favorisée et la —: I 11, 12, 31, 60 et sqq., 263, 287, 371 et sqq., 406; II 47 et sqq., 67 et sqq., 116 et sqq., 119 et sqq., 130, 157, 160 et sqq. (Voir aussi *Traité et conventions*, Clause de la nation la plus favorisée.)

Coutume et l'usage (question d'un titre fondé sur la —): I 199, 385 et sqq., 406, 731; II 54 et sqq., 157, 164 et sqq., 170, 178, 280 et sqq., 284-285.

Développement de la —: I 266 et sqq.; II 45 et sqq., 59 et sqq., 118 et sqq., 127, 128, 280 et sqq.

Diversité des régimes de —: I 53 et sqq., 359 et sqq.; II 45 et sqq., 61, 68, 116 et sqq., 119 et sqq., 164 et sqq.

Droit indépendant réclamé par les É.-U. en matière d'exercice de la —: I 60 et sqq., 371 et sqq., 390; II 47 et sqq., 68 et sqq., 116 et sqq., 160 et sqq., 176 et sqq., 228, 282, 299 et sqq.

Étendue des droits réclamés par les É.-U.: I 11, 12, 53 et sqq., 258, 260-261, 287, 359-395; II 44 et sqq., 116 et sqq., 148-149, 157-171, 175 et sqq., 279 et sqq., 288 et sqq., 298.

Madrid (convention de —), 1880, voir *Traité et conventions*, Madrid.

Tribunaux consulaires des É.-U. (affaires portées devant les —): I 53 et sqq., 264 et sqq., 284 et sqq., 312, 315, 359-371, 406, 736, 740;

Capitulations (Régime des — au Maroc)
(suite):

Juridiction consulaire (suite):

Tribunaux consulaires (suite).

II 46-47, 59 et sqq., 119, 130, 153-154, 158 et sqq., 242 et sqq., 280 et sqq., 295 (question), 299 et sqq., 318-319, 333-336 (réponses à la question).

Personnalité du droit (principe de la —): I 362 et sqq., 396, 402; II 10, 45, 58 et sqq., 66-67, 68, 116 et sqq., 127, 128 et sqq., 148, 170, 171 et sqq., 279 et sqq.

Pratique et principes de l'extraterritorialité, voir *Extraterritorialité*.

Renonciation aux droits conventionnels par tous les États étrangers, sauf les É.-U.: I 11, 50-51, 59 et sqq., 73, 178 et sqq., 195 et sqq., 259, 292-293, 308-309, 371 et sqq., 388, 391-395, 406, 663-664 (déclarations de la Grèce et de la Suède), 729, 785-801 (convention entre la France et la Grande-Bretagne, 1937), 802 (déclaration entre la France et l'Espagne, 1914); II 52 et sqq., 56-57, 117, 122, 126, 161, 177, 187, 208, 236, 277, 285, 288, 289, 338.

Réserve par les É.-U. de leurs droits capitulaires: I 10-11, 47, 48-51, 62-63, 73, 174 et sqq., 181 et sqq., 259-260, 293-300, 326, 391-395, 406-407, 668-688, 695, 728-733, 803-804, 805-806; II 44 et sqq., 86-90 (article dans la *Gazette des Tribunaux du Maroc*), 116 et sqq., 130-131, 148-149, 157 et sqq., 171, 176 et sqq., 220, 277, 279 et sqq., 288, 338-339.

Souveraineté de l'État territorial: I 65-76, 359 et sqq., 395 et sqq.; II 10, 44 et sqq., 58 et sqq., 66-68, 117, 127, 128 et sqq., 148 et sqq., 171 et sqq., 190 et sqq., 209, 262, 279 et sqq., 291 et sqq.

CARNEIRO (M. —, juge): II 140-146.

Chambres de commerce au Maroc, voir *Correspondance déposée*.

Charte des Nations Unies:

Art. 73: II 249.

» 93, par. 1: I 250.

Préambule: II 224.

Circonstances (Changement de —), voir *Intertemporel (Droit —)*; et « *Rebus sic stantibus* » (Clause —).

Circonstances à l'origine du litige: I 300 et sqq.; II 13 et sqq.

- Clause facultative*, voir *Statut de la Cour*, Art. 36 (2).
- Comité de contrôle à Tanger*, voir *Correspondance déposée*.
- Commune renommée (Preuve par la —)*, voir *Preuve*, etc.
- Compétence de la Cour :**
Exception préliminaire :
 Notification de l'— : II 418 et sqq.
 Observations et conclusions du Gouv't français sur l'—, avec annexes : I 248-256.
 Procédure écrite : I 235-256 (t.) ; II 423 et sqq. (corresp.).
 Question de renoncer à la procédure orale prévue par l'art. 62 du Règlement de la Cour : II 424 et sqq., 431-433.
 Retrait de l'— : I 256 ; II 434-435. *Texte*, avec annexes : I 235-247.
 Obligatoire (juridiction —) : Art. 36 (2) du Statut : I 9, 29 ; II 400.
 Observations des É.-U. au sujet de la — : I 262.
- Compétence territoriale et personnalité du droit* : I 362 et sqq., 395 et sqq., 402 ; II 10, 45, 58 et sqq., 66-67, 68, 116 et sqq., 127, 128 et sqq., 148, 170, 172 et sqq., 279 et sqq.
- Composition de la Cour*, voir *Cour internationale de Justice*.
- Compromis (La question de négociateur un —)* : I 29 ; II 10.
- Concessions au Maroc et construction de travaux publics* : I 301 et sqq., 689 et sqq.
- Conclusions des Parties :**
 États-Unis d'Amérique : I 343, 358, 394-395, 405-408 ; II 130-131, 143, 144-145, 272, 294, 336, 457-458 (correction), 459, 462, 465.
 France : I 88-89 (t.), 260-261 ; II 72-73, 141, 144-145, 218-219, 336.
- Conférence d'Algésiras (1906)*, voir *Traité et conventions*, Algésiras.
- Contre-Mémoire des États-Unis d'Amérique**, avec annexes : I 257-806.
- Contrôle des changes (Régime du — établi au Maroc en 1939)* : I 9, 15-31, 78 et sqq., 93 et sqq., 103-104, 309 et sqq., 336 et sqq., 734 et sqq. ; II 15-16, 21 et sqq., 27 et sqq., 71-72, 100 et sqq., 148, 150 et sqq., 179 et sqq., 203 et sqq. (application du contrôle), 228, 234, 236-262, 304 et sqq., 318 et sqq.
- Conventions*, voir *Traité et conventions*.
- Coopération économique (Loi de —)*, voir *Droit national*, États-Unis.
- Coopération économique (Administration de —)* :
 Hoffman (M. Paul G. —) ; lettre de —, voir *Correspondance déposée*.
 Rapport du représentant spécial en Europe sur la libéralisation du commerce français, du 5 VIII 1950 : II 133-134.
 (Voir aussi *Traité et conventions*, Coopération économique européenne (Convention du 16 IV 48).)
- Corps diplomatique à Tanger* : I 281, 287, 302, 693 et sqq., 725 et sqq. ; II 277.
- Correspondance avec le Greffe* : I 8, 398-482.
- Correspondance déposée :*
 Chambre (la —) de commerce belge au Maroc au Président de l'*American Chamber of Commerce for Morocco*, 5 XI 34 : II 389-391.
 Diplomatique (corresp. —), voir *Correspondance diplomatique*.
 Hoffman (M. Paul G. —), administration de l'Administration de coopération économique ; lettre du 5 V 49 à M. R. E. Rodes, président de l'*American Trade Association of Morocco* : II 30, 81-83 (t.), 238-239, 302, 307-308.
 Luret (M. G. —), pour les délégués au Contrôle de la Dette, au ministre des É.-U. à Tanger, 16 VII 1912 : I 352 ; II 109-111 (t. de la lettre), 135-136 (t.), 214, 269-271.
 Président (le —) du Comité de contrôle à Tanger à l'administrateur de la zone internationale, au haut commissaire de la zone espagnole et au résident général de la zone française, 9 VII 35 : II 394-395.
- Correspondance et négociations diplomatiques :*
 France, 1905 (le 21 août) ; note expédiée aux ministres en divers pays relative aux principes reconnus par la convention de Madrid : II 121 (t.), 282.
 France — Allemagne, 1905, 1911 : I 641-642, 647-649.
 France — Brésil, 1831-1878 : I 376-377 ; II 48, 120, 165, 339-340 (texte d'une lettre du ministre de France au Brésil adressée au ministre des Affaires étrangères à Paris, 30 XI 1851).

Correspondance et négociations diplomatiques (suite) :

France — Espagne, 1912 : I 661-663.

France — États-Unis d'Amérique, 1909, 1921-1931 ; travaux publics au Maroc : I 231, 689-700.

1911-1938, 1944 ; la reconnaissance par les É.-U. du protectorat de la France au Maroc ; la question de la renonciation par les É.-U. de leurs droits capitulaires : I 165-200, 234, 239-240, 664-688, 728-733, 802-804 ; II 338-339.

1913 ; protégés des É.-U. au Maroc : I 232-233.

1928-1932 ; questions de taxes : I 116, 120, 148, 150, 719-728.

1929-1936 ; liberté de commerce au Maroc : I 700-710.

1934-1939 ; droits de douane et évaluation des marchandises en douane : I 115-116, 119-120, 146, 710-719, 749-755.

1939 ; déclaration faite par le principal délégué français aux négociations en cours (citation) : II 131.

1944-1949 ; protection des droits de leurs ressortissants par les É.-U. : I 202-230.

1944, 1947-1950 ; importations et contrôle des changes : I 99-103, 110-165, 734-748, 756-777.

1948-1950 ; taxes de consommation au Maroc : II 115-116, 136-137, 279, 384-388.

1950-1951 ; loi de coopération économique, 1948, amendée par la loi de 1950 : II 343-346.

1951 ; la qualité de la France pour porter l'affaire devant la Cour — à titre personnel et en tant que protecteur du Maroc : I 255-256.

Références et extraits : I 10, 12, 18 et sqq., 22-29, 48-51, 62, 74, 76, 83, 237, 251, 293-325, 331 et sqq., 342-343, 388-390, 392-395 ; II 13 et sqq., 30-31, 55, 109-110, 114-115, 123, 124, 129, 152 et sqq., 173, 236, 242, 245, 258, 277, 279, 280, 284, 289, 292, 301, 315, 316.

Grande-Bretagne ; note du consulat général à Tanger adressée au ministre des Affaires étrangères à Londres, 10 VII 35 : II 392-395.

Cour internationale de Justice :Arrêts de la —, voir *Arrêts*.Compétence de la —, voir *Compétence*.

Composition de la — : II 140-145.

Cour internationale de Justice (suite) :Décision prise par le Gouv^t français de porter le différend devant la — : I 26-30, 164-165, 325 ; II 10, 235, 316-317.

Séances publiques de la — (du 15 au 26 juillet, et le 27 août 1952) : II 140-146.

Cour permanente de Justice internationale :

Arrêts :

Série A, n° 10 (affaire du *Lotus*) : I 30 ; II 68.

Série A/B, n° 34 (A 20/21) (emprunts serbes) : II 52.

Série A/B, n° 63 (affaire Oscar Chinn) : I 68.

Série A/B, n° 74 (affaire des phosphates du Maroc) : I 252.

Avis consultatifs :

Série B, n° 4 (décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc) : I 52 ; I 222, 223.

Série B, n° 7 (acquisition de la nationalité polonaise) : II 51.

*Coutume et usage internationaux :*Droit d'assentiment aux lois marocaines (prétention du Gouv^t des É.-U. visant le —) : I 73-75, 396-405 ; II 65-66.

Droits capitulaires prétendument fondés sur la — : I 199, 385 et sqq., 406, 731 ; II 54 et sqq., 68 et sqq., 81, 116, 130, 157, 164 et sqq. (fardeau de la preuve), 170, 178, 280 et sqq., 284-285.

Jurisdiction extraterritoriale, voir *Jurisdiction extraterritoriale*, Pratique, etc.

D

Dahirs, voir *Droit national*, Empire chérifien.*Déclarations faites par la France et l'Espagne*, voir *Traité et conventions*, France — Espagne.*Délais de la procédure écrite* : II 402-403, 404-405, 420-421, 422, 435, 442 et sqq. (prolongation du délai).*Demands reconventionnelles des É.-U.* : I 237-238, 343-358, 407-408 ; II 72-73, 273, 291. (Voir aussi *Douane* ; et *Taxes*.)*Déni de justice* (*Prétendu* —) : I 201 et sqq. ; II 171.

Déposition, voir *Thorp* (M. Willard L. —).

Devises, voir *Contrôle des changes*.

Discrimination :

Article 112 (n) de la loi américaine de coopération économique, amendé par la loi de 1950, avec un échange de notes entre la France et les É.-U. : II 342-346.

Commerce au Maroc (prétendue discrimination en faveur de la France) : I 176 et *sqq.*, 258 et *sqq.*, 281 et *sqq.*, 288 et *sqq.*, 293-294, 300 et *sqq.*, 674, 689 et *sqq.*, 700 et *sqq.*, 711 et *sqq.*, 722-728 ; II 70 et *sqq.*, 290, 306 et *sqq.*

Évaluation en douane, voir *Douane*.

Prohibition sur les importations qui entraînerait une — : I 9, 22 et *sqq.*, 78, 86-88, 310, 701 et *sqq.*, 734 et *sqq.*, 767 ; II 70-71, 81 et *sqq.*, 234 et *sqq.*, 306 et *sqq.* 311.

Taxes (contestations visant une réclamation au droit d'immunité des — et une réclamation au droit d'imposer les —) : I 10, 308, 321 et *sqq.*, 354 et *sqq.*, 720-728 ; II 70, 72, 274.

Disposition facultative, voir *Statut de la Cour*, Art. 36 (2).

Documents déposés :

Annexes aux documents écrits :

États-Unis d'Amérique : I 409-416 (*liste*), 417-806 (*t.*) ; II 132 (*liste*), 133-137 (*t.*).

France : I 90-92 (*liste*), 93-234 (*t.*) ; II 74 (*liste*), 75-91 (*t.*).

Après la fin de la procédure écrite (art. 48 du Règlement) :

Correspondance : II 449-457, 459-460, 461-466, 468 et *sqq.*, 472 et *sqq.*

Réserve faite au sujet d'un document : II 142, 261, 460, 469-470, 472.

Textes des documents : II 337-395.

Inadmissibilité d'un document comme moyen de preuve : II 480.

Non reproduits (documents —) : I 165, 194, 201, 233 ; II 91, 340-341, 342, 347, 359, 375, 381, 382-384, 388, 395.

Retour des — conformément à la demande de l'agent : II 482.

(Voir également titres des documents.)

« *Dollar gap* » ; bulletin de l'ambassade des É.-U. à Paris, n° 91, 17 IV 52 (extrait) : II 346.

Douane :

Commissions des valeurs douanières : I 349, 750-751 ; II 35, 36, 108, 216, 268-269, 295 (question), 323-326 (répliques), 348-381 (procès-verbaux et documents), 392-395.

Évaluation des marchandises en — : I 22 et *sqq.*, 115 et *sqq.*, 283-284, 287, 305-306, 308, 312-314, 317-318, 320, 321, 326, 343-354, 407, 704, 711-719, 749-755 ; II 17, 31-38, 73, 106-111, 179, 214-218, 263-272, 387, 389-395.

Jugement du Tribunal mixte de Tanger, le 19 XII 33, dans l'affaire de M. Maurice Bendelac : II 359-366.

Lettre de M. Luret, contrôleur des douanes marocaines, voir *Correspondance déposée*.

Pratique des autorités douanières au Maroc : I 346, 352 et *sqq.* ; II 34, 109 et *sqq.*, 270-272.

« *Droit d'assentiment* » à l'application des lois marocaines, voir *Droit national*, Empire chérifien (Assentiment préalable, etc.) ; Taxes, Assentiment préalable ; *Pratique des États*, « *Droit d'assentiment* ».

Droit international :

Clause de la nation la plus favorisée, voir *Traités et conventions*, Clause, etc.

Déni de justice, voir *Déni de justice*.

Discrimination, voir *Discrimination*.

Égalité, voir *Égalité*.

Prétendue violation des droits conventionnels des É.-U. au Maroc : I 300-325, 326, 327 et *sqq.*, 406-407, 689 et *sqq.* (corresp.), 710 et *sqq.* (corresp.) ; II 10 et *sqq.*, 44 et *sqq.*, 67 et *sqq.*, 116 et *sqq.*, 130-131, 157 et *sqq.*, 220 et *sqq.*, 225 et *sqq.*, 292 et *sqq.*, 302 et *sqq.*, 306, 315 et *sqq.*, 320.

Sainteté des traités : I 326, 354, 358 ; II 68, 130-131, 223-224, 262, 293, 303.

Droit national :

Droit d'assentiment à la législation d'un pays sous le régime des capitulations : I 65 et *sqq.*, 395 et *sqq.* (Voir aussi ci-dessous « Empire chérifien », Assentiment préalable, etc.)

Empire chérifien :

1939 (le 9 et le 10 septembre) ; dahir et arrêté résidentiel relatifs au contrôle des importations : I 18, 93-98, 328.

1948 (le 28 février) ; dahir portant fixation du taux de certains impôts indirects (taxe de consommation) :

Droit national (suite) :**Empire chérifien (suite) :**

1948 (le 28 février) (suite) :
I 116, 120, 355-358, 407-408, 778-785 (t.) ; II 73, 113, 115-116, 213, 219, 273-279, 287, 288.
1948 (le 11 mars) ; arrêté résidentiel complétant l'arrêté résidentiel du 9 ix 39 : I 104-106.

1948 (le 30 décembre) ; dahir portant réglementation des importations sans devises : *passim* ; I 9 et *sqq.*, 12-13, 21 et *sqq.*, 30, 53, 64, 65 et *sqq.* (« right of assent »), 89, 106-109 (t.), 258 et *sqq.*, 314 et *sqq.*, 327 et *sqq.*, 395, 406, 407, 756 et *sqq.* ; II 15-16, 81 et *sqq.*, 97 et *sqq.*, 148, 150 et *sqq.*, 180 et *sqq.*, 190, 219, 225, 228, 234 et *sqq.*, 238 et *sqq.*, 249 et *sqq.*, 287 et *sqq.*, 292, 301 et *sqq.*, 304, 315 et *sqq.*, 318 et *sqq.*

Assentiment préalable des É.-U. à l'application des lois à leurs ressortissants (thèses relatives à la question de l'—) : I 9-12, 22 et *sqq.*, 26, 30, 52-53, 65 et *sqq.*, 231-233, 234, 261, 308, 395-406, 407-408, 719 et *sqq.* ; II 17, 39 et *sqq.*, 44, 58 et *sqq.*, 73, 81, 112-116, 127-128, 130, 148-149, 171 et *sqq.*, 207, 218-219, 225, 235, 262, 274 et *sqq.*, 278-279, 288 et *sqq.*, 298, 301 et *sqq.*, 313, 315 et *sqq.*, 386-388.

É.-U. d'Amérique ; 1948 ; loi de coopération économique, amendée en 1950 : art. 112(n) ; avec des échanges de lettres entre la France et les É.-U. en janvier 1950, et en mai 1951 : II 342-346.

Duplique des États-Unis d'Amérique, avec annexes : II 92-137.

E**Égalité :**

Clause de la nation la plus favorisée et notion de l'— : I 374 et *sqq.* ; II 47 et *sqq.*, 68, 162 et *sqq.*

Économique (égalité —) au Maroc : I 11, 23-24, 176 et *sqq.*, 197, 258 et *sqq.*, 266, 282, 286-287, 288 et *sqq.*, 300 et *sqq.*, 309 et *sqq.*, 327 et *sqq.*, 689 et *sqq.*, 701 et *sqq.*, 722-728, 734-755 ; II 13, 47 et *sqq.*, 70 et *sqq.*, 117, 189 et *sqq.*, 205 et *sqq.* (Voir aussi *Liberté économique...*)

Fiscale (égalité —) : I 354 et *sqq.*, 719 et *sqq.* ; II 38 et *sqq.*, 111 et *sqq.*, 179-180, 208 et *sqq.*, 213-214.

Empire chérifien, voir *Droit national*, Empire chérifien ; voir aussi *Maroc*.

Estoppel : I 382-383 ; II 52.

État tiers ; droits acquis par un — en raison de la clause de la nation la plus favorisée, voir *Traités et conventions*, Clause de la nation la plus favorisée.

États-Unis d'Amérique :

Agents et conseil, voir *Agents*, etc.

Contre-mémoire, avec annexes : I 257-806.

Correspondance diplomatique, voir *Correspondance diplomatique*.

Documents déposés par les —, voir *Documents*.

Droits conventionnels des É.-U. au Maroc : I 42 et *sqq.*, 53 et *sqq.*, 258-260, 263 et *sqq.*, 270 et *sqq.*, 286-287, 326, 369 et *sqq.*, 391 et *sqq.*, 395 et *sqq.*, 406-408, 689 et *sqq.*, 710 et *sqq.* ; II 10 et *sqq.*, 44 et *sqq.*, 67 et *sqq.*, 116 et *sqq.*, 130-131, 157 et *sqq.*, 220 et *sqq.*, 225 et *sqq.*, 280 et *sqq.*, 287, 290 et *sqq.*, 293, 303, 305 et *sqq.*, 315 et *sqq.*

Duplique (écrite) : II 92-137.

Exception préliminaire, avec annexes : I 235-247.

Exposés oraux, voir *Procédure orale*.

Foreign Affairs Committee du Congrès ; déclaration de M. Boris Shishkin, voir *Shishkin*.

Importations aux —, voir *Importations*.

Protestations faites par les —, voir *Protestations*.

Réserve de leurs droits extraterritoriaux au Maroc par les —, voir *Capitulations (Régime des —)*, Réserve, etc.

Traités conclus par les —, voir *Traités et conventions*.

Exception préliminaire, voir *Compétence de la Cour*, Exception préliminaire.

Expertise (Proposition visant une —) : II 248.

Experts des Parties : II 140, 142, 448.

Extraterritorialité ; pratique et principes de l'— ; développement historique : I 53 et *sqq.*, 266 et *sqq.*, 359 et *sqq.*, 385-391, 396 et *sqq.* ; II 45 et *sqq.*, 59 et *sqq.*, 116 et *sqq.*, 122, 127, 128 et *sqq.*, 236-237, 280 et *sqq.* (Voir aussi *Capitulations (Régime des —)*, Jurisdiction consulaire.)

F

Faits de l'espèce : I 18-30, 263-325 ; II 11-16, 150 et sqq., 221 et sqq., 225. (Voir aussi *Circonstances qui sont à l'origine du présent litige.*)

Furdeau de la preuve, voir *Preuve*.

FISHER (M. Adrian S. —), agent du Gouv^t des É.-U. : I 238, 408 ; II 140, 142, 143, 144, 220-262 (*texte de la plaidoirie*), 273-294 (*texte de la plaidoirie*), 296-297, 315-322 (*texte de la duplique orale*), 329-330 (*réponses aux questions*), 333 (*réponse*), 335-336 (*réponse*), 403-404, 448.

Fonds monétaire international :

Décision du Conseil d'administration, le 5 iv 48, relative au programme de relèvement européen : II 28, 80-81 (*t.*).

Extrait du rapport du directeur exécutif à la première réunion du Conseil des gouverneurs : II 183.

Rapport du —, 1947 (extrait) : II 305. (Voir aussi *Traités et conventions*, Bretton Woods (Accords de —).)

Force majeure (Question de la —) : II 182 et sqq., 241, 248.

FOUGÈRE (M. —), expert du Gouv^t français : II 140, 448.

Franc (Cours du —), voir *Graphique*.

France :

Agents et conseil, voir *Agents*, etc.

Correspondance diplomatique, voir *Correspondance diplomatique*.

Documents déposés, voir *Documents*.

Engagements conventionnels de la — relatifs aux droits économiques des Puissances étrangères au Maroc : I 45 et sqq., 77 et sqq., 288 et sqq.

Exposés oraux, voir *Procédure orale*.

Mémoire, avec annexes : I 15-234.

Observations et conclusions sur l'exception préliminaire : I 248-256.

Position du Gouv^t français comme défendeur plutôt que comme demandeur : I 29-30, 262 ; II 149-150, 156.

Protectorat sur le Maroc, voir *Protectorat*.

Question de savoir si le Gouv^t français agit en sa propre qualité, ainsi que comme État protecteur du Maroc : I 235-238, 248-256 ; II 123-130, 285, 286, 424 et sqq., 431-434.

Réplique (écrite) : II 9-91.

Traités conclus par la —, voir *Traités et conventions*, France.

G

Gazette des tribunaux du Maroc : article par M. Laubadère, voir *Laubadère*.

Graphique sur le cours du franc, 1948-1950 : I 106 ; II 238, 239 et sqq.

Greffier de la Cour (M. E. Hambro) : II 140-145. (Voir aussi *Correspondance avec le Greffe.*)

GROS (M. André —), agent du Gouv^t français : I 8, 13, 89, 255 ; II 73, 140, 141, 143, 144, 147-178 (*texte de la plaidoirie*), 218, 261, 297, 298-314 (*texte de la réplique orale*), 326-329 (*réponse à une question*), 333-335 (*réponse à une question*), 261, 398 et sqq., 448.

H

HACKWORTH (M. —, juge) : II 140-146.

HAMBRO (M. le Greffier —) : II 140-145.

Historique de l'affaire, voir *Faits de l'espèce*.

HOFFMAN (M. Paul G. —), voir *Correspondance déposée*.

Hsu-Mo (M. —, juge) : II 140-145.

I

Importations aux États-Unis d'Amérique : II 229 et sqq.

Importations au Maroc :

Arrangement du 31 xii 49 (*modus vivendi*) : I 10, 26-28, 29 (maintien en vigueur pendant la durée de l'instance), 157-162 (*t.*), 149 et sqq., 323-325, 768-771 ; II 202-203.

Contrôle des — ; avis aux importateurs, etc. : I 15-29, 94-98, 103-109, 124-125, 127, 303 et sqq., 309 et sqq., 710-719 ; II 304, 318.

Prohibition sur les — sans devises (dahir du 30 xii 48) : I 9, 12-13, 15 et sqq., 85 et sqq., 106 et sqq., 124 et sqq., 127 et sqq., 260, 314 et sqq., 326 et sqq., 406, 734 et sqq., 756 et sqq. ; II 15 et sqq., 70, 81 et sqq., 93 et sqq., 148, 150 et sqq., 179 et sqq., 225-262, 292, 304 et sqq., 318.

Tableaux d'exportations et d'—, avec détails concernant les — : II 239-240, 245 et sqq., 251, 312 et sqq., 450 et sqq. (Voir aussi *Droit national*, Empire chérifien (dahir du 30 xii 48).)

Intertemporel (*Droit* —) : I 63, 372 et sqq. ; II 47 et sqq., 119 et sqq., 148, 162, 175 et sqq., 207, 252, 300, 305 et sqq.

Intervention (*Droit d'—*), voir *Statut*, Art. 63 ; et *Traités et conventions*, Algésiras (Acte général d'—) (États parties).

J

Jugements du Tribunal mixte de Tanger, voir *Tanger*.

Juges (membres de la C. I. J.), voir *Cour internationale de Justice*, Composition de la — ; voir aussi les noms des juges.

JUIN (Général —) ; discours du —, janvier 1949 (extraits des —) : II 101, 249-250.

K

KIRK (Capitaine —) ; affaire de la Compagnie des chemins de fer du Maroc contre le — : I 211-222.

KLAESTAD (M. —, juge) : II 140-145.

L

LAUBADÈRE (M. André de —) :

Article dans la *Gazette des Tribunaux du Maroc*, le 23 x 48 ; remarques sur le fondement juridique des capitulations américaines au Maroc : II 51-52, 86-90 (l.).

Encyclopédie politique de la France et du Monde : II 321-322.

Expert du Gouv^t français : II 140, 448.

LAVERGNE (M. de —), expert du Gouv^t français : II 142, 448.

Législation marocaine, voir *Droit national*, Empire chérifien.

Lettres déposées, voir *Correspondance déposée* ; et *Correspondance diplomatique*.

« *Liberté économique sans aucune inégalité* » au Maroc : I 11-13, 23 et sqq., 30, 44, 76, 78 et sqq., 176 et sqq., 197, 258 et sqq., 281 et sqq., 286-287, 288 et sqq., 300 et sqq., 309 et sqq., 327 et sqq., 689 et sqq., 701 et sqq., 728 ; II 20 et sqq., 69, 70 et sqq., 93 et sqq., 154, 179, 188, 189 et sqq., 192-198, 205 et sqq., 221 et sqq., 226, 230 et sqq., 249, 262, 273, 291-293.

LURET (M. G. —), voir *Correspondance déposée*.

M

McNAIR (Sir Arnold —), Président de la Cour : II 140-146.

Madrid (*Convention de —, 1880*), voir *Traités et conventions*, Madrid.

MARCHAT (M. Henry —), conseil du Gouv^t français : II 140, 448.

Maroc :

Capitulations, voir *Capitulations au Maroc*.

Droit national, voir *Droit national*, Empire chérifien.

Engagements conventionnels du — : I 30-53 (analyse), 70 et sqq., 77-78, 263 et sqq. (Voir aussi *Traités et conventions*, Maroc.)

Importations et exportations (tableaux, etc.) : II 239-240, 245 et sqq., 251, 312 et sqq., 450 et sqq. (Voir aussi *Importations au Maroc*.)

Ordre public au —, voir *Ordre public*. Protectorat de la France sur le —, voir *Protectorat*.

Souveraineté (la —) du — : I 30, 51-54, 57, 65-76, 334, 359 et sqq., 395 et sqq. ; II 10, 44 et sqq., 58 et sqq., 66-67, 68, 117, 127, 128 et sqq., 130, 131, 148 et sqq., 171 et sqq., 190 et sqq., 209, 262, 279 et sqq., 291 et sqq.

Statut international du — : II 124 et sqq., 129, 130-131, 148 et sqq., 223-224, 230, 262, 286, 292.

Zone espagnole (maintien des droits de juridiction consulaire dans la —) : II 286 et sqq.

Mémoire du Gouv^t français, avec annexes : I 15-234.

« *Modus vivendi* » relatif à la réglementation sur les importations, 31 XII 49, voir *Importations au Maroc*, Arrangement du 31 XII 49.

N

« *Nationaux* » et « *ressortissants* » (*Distinction à faire entre les —*) : I 280 ; II 12.

Négociations entre la France et les États-Unis d'Amérique, voir *Correspondance diplomatique*.

Notoriété des faits (*Preuve de la —*), voir *Preuve par la commune renommée*.

O

Observations et conclusions du Gouvt français sur l'exception préliminaire, voir Compétence de la Cour, Exception préliminaire.

Opinions dissidentes jointes à l'arrêt du 27 VIII 52 : II 145-146.

Ordonnances de la Cour, voir Délais de la procédure écrite.

Ordre public (L.—) au Maroc : II 22 et sqq., 93, 97-106, 192, 194 et sqq., 236, 238 et sqq., 241, 245 et sqq., 248 et sqq., 251-262, 304.

P

« *Pacta sunt servanda* », voir *Droit international, Sainteté des traités.*

Palma (Ile de —) ; sentence arbitrale du 4 IV 28 : I 67 ; II 79, 172, 175.

Parties en cause :

Position respective des — : I 29-30, 258-260, 262 ; II 149-150, 156.

Question de savoir si le Gouvt français agit en sa propre qualité, ainsi que comme État protecteur du Maroc : I 235-238, 248 et sqq., 257 ; II 123-130, 285, 286, 424 et sqq., 431-434.

Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique ; sentence arbitrale du 7 IX 1910 : I 65 et sqq. ; II 55, 173.

Personnalité du droit (Principe de la —) : I 359 et sqq., 396, 402 ; II 10, 45, 58 et sqq., 66-67, 68, 116 et sqq., 127, 128 et sqq., 148, 170, 171 et sqq., 279 et sqq.

Phosphates du Maroc (L'affaire des — devant la C. P. J. I.) (Série C, n° S4 (1938)) : I 237, 252.

« *Porte ouverte* » (Principe de la —) : I 300 et sqq., 334 et sqq., 691 et sqq., 700 et sqq., 706-710, 717, 803 ; II 24, 232, 322.

Pratique des autorités douanières au Maroc, voir Douane.

Pratique des États :

Clause de la nation la plus favorisée : I 60 et sqq., 372 et sqq. ; II 47 et sqq., 119 et sqq., 162, 165 et sqq.

Contrôle des changes : II 192, 195 et sqq.

Pratique des États (suite) :

« *Droit d'assentiment* » préalable aux lois d'un pays sous le régime capitulaire : I 73-75, 396-405 ; II 41 et sqq., 62 et sqq., 65-66, 115, 127-128, 172 et sqq., 278 et sqq., 288 et sqq., 301 et sqq.

Droits capitulaires dont l'existence est prétendument confirmée par la coutume et l'usage : I 199, 385 et sqq., 406, 731 ; II 54 et sqq., 165 et sqq., 280 et sqq., 284-285.

Extraterritorialité, voir *Extraterritorialité.*

Président de la Cour (Sir Arnold McNair) ; II 140-146.

Preuve (Fardeau de la —) :

Clause de la nation la plus favorisée (les effets de la —) : II 162. (Voir aussi *Intertemporel (Droit —)*.)

Coutume et usage en matière des droits capitulaires : II 54, 165.

Discrimination (Prétendue —) : I 86-88.

« *Droit d'assentiment* » (le —) à la législation marocaine réclamé par les É.-U. : I 65 et sqq., 68, 395 et sqq. ; II 172 et sqq.

Exception à la compétence territoriale du Maroc : I 65, 68, 395 et sqq.

Pour justifier l'introduction d'une prohibition sur les importations : II 248.

Qu'une action était nécessaire pour protéger l'ordre public : II 249, 251 et sqq.

Responsabilité du demandeur : I 29-30, 262, 326, 406 ; II 10.

Preuve (Moyens de —) :

Document (un —) qui est inadmissible comme — : II 480.

(Voir aussi *Documents déposés.*)

Preuve par la commune renommée : II 307-308.

Procédure écrite :

Communication des pièces de la — à certains gouvts qui ne sont pas parties à l'affaire (demandes visant la —) : II 411, 412-414, 421, 422-423, 427, 429-431, 435-436, 438-441, 444, 461, 462, 466-467, 468, 471-472, 474.

Communication des pièces de la — au public (question soulevée au sujet de la —) : II 415-418.

Contre-mémoire des É.-U., avec annexes : I 257-408 (*l.*), 409-416 (*liste des annexes*), 417-806 (*l. des annexes*).

Délais de la —, voir *Délais.*

Procédure écrite (suite) :

- Duplique des *É.-U.*, avec annexes : II 92-137.
 Exception préliminaire, voir *Compétence de la Cour*, Exception.
 Mémoire de la France, avec annexes : I 15-89 (*t.*), 90-92 (*liste des annexes*), 93-234 (*t. des annexes*).
 Observations et conclusions sur l'exception préliminaire, voir *Compétence de la Cour*, Exception préliminaire.
 Réplique de la France, avec annexes : II 9-91.

Procédure orale :

- Date à fixer pour la — (corresp.) : II 445 et *sqq.*
 Exposés des Parties :
 États-Unis d'Amérique : II 142-143, 220-294, 315-322.
 France : II 141, 143, 147-219, 298-314.
 Procès-verbaux des audiences publiques, 15-26 juillet, 27 août 1952 : II 140-146.
 Questions posées aux agents par la Cour et réponses données à ces questions, voir *Questions*.

Procès-verbaux des séances publiques, du 15 au 26 juillet (audiences) et le 27 août 1952 (lecture de l'arrêt) : II 140-146.

Protection (Droit de — diplomatique et consulaire au Maroc) :

- Listes de protection : I 76, 232-233.
 Protégés des *É.-U.* : I 54-56, 171 et *sqq.*, 185, 204 et *sqq.*, 232-233, 280, 359, 575-576, 669 et *sqq.* ; II 12, 14, 41, 72, 121, 209, 276-277, 281-282.
 (Voir aussi *Traités et conventions*, Madrid (Convention de —), 1880.)

Protectorat de la France sur le Maroc :

- Droits des Puissances étrangères : I 288 et *sqq.* ; II 13 et *sqq.*, 106, 130-131, 221 et *sqq.*, 278.
 Établissement du — : I 45 et *sqq.*, 59 et *sqq.*, 75, 77, 259, 288 et *sqq.*, 391 et *sqq.*, 404-405 ; II 210, 213, 222, 233 et *sqq.*, 246, 278, 292-293.
 Reconnaissance du — : I 10-11, 48-51, 59, 62, 76 et *sqq.* (*É.-U.* d'Amérique), 168 et *sqq.*, 192 et *sqq.*, 239-240, 288 et *sqq.*, 297-301, 382 et *sqq.*, 391 et *sqq.*, 687-688, 695, 723, 803 ; II 12-13, 43, 57, 127, 169, 174, 220, 223 et *sqq.*, 278, 285, 287, 292-293.

Protectorat de la France sur le Maroc (suite) :

- Relations monétaires entre l'État protecteur et l'État protégé : II 100 et *sqq.*, 250 et *sqq.*, 311 et *sqq.*
 Statut de l'État protégé : II 124 et *sqq.*, 129, 130-131, 148 et *sqq.*, 223-224, 230, 262, 286, 292.
Protestations faites par les É.-U. relatives à la prétendue violation de leurs droits conventionnels au Maroc : I 301-325, 689-728.

Q

Questions posées par la Cour aux agents, et réponses données à ces questions : II 143, 144, 295-297 (*texte des questions*), 323-336 (*réponses*), 474 et *sqq.* (*documents déposés et corresp.*).

R

- RAU (Sir Benegal —, juge) : II 140-146.
 READ (M. —, juge) : II 140-145.
 « *Rebus sic stantibus* » (Clause —) : II 176.
Régime préférentiel en faveur des ressortissants des É.-U. (Question d'un —) : I 10, 23 et *sqq.*, 52, 76, 202 et *sqq.*, 232-233, 308, 354 et *sqq.*, 720 et *sqq.* ; II 44, 48, 58 et *sqq.*, 68 et *sqq.*, 117, 153 et *sqq.*, 162 et *sqq.*, 208, 218, 290 et *sqq.*, 299, 314.
Règlement de la Cour :
 Art. 32, par. 2 : I 236, 250, 251.
 » 48 : II 261, 337, 449-457, 459-460, 461, 468 et *sqq.*, 472.
 Art. 57 : II 248.
 » 62 : I 235 ; II 418 et *sqq.*, 424, 426, 431.
 Art. 63 : I 238.

Renonciation aux droits capitulaires, voir *Capitulations (Régime des — au Maroc)*, Renonciation, etc.

Réplique du Gouv't français, avec annexes : II 9-91.**Requête introductive d'instance :**

- Notification de la — : I 8, 29 ; II 398 et *sqq.*
 Texte : I 9-13, 772-775 (*projet*).

Ressortissants, voir *Nationaux et ressortissants*.

Restrictions d'énergie électrique au Maroc en temps de guerre : I 69, 201 et *sqq.*

REUTER (M. Paul —), agent adjoint du Gouv't français : I 8, 13, 89 ; II 73, 140, 141, 144, 179-218 (*texte de la plaidoirie*), 323-325 (*réponse à une question*), 330-333 (*réponse à une question*), 398 et sqq., 448.

RUBIN (M. Seymour J. —), expert du Gouv't des É.-U. : II 142, 467.

S

Sainteté des traités, voir *Droit international*, *Sainteté des traités*.

Séances publiques, voir *Procès-verbaux des séances publiques*.

SHISHKIN (M. Boris —) ; déclaration faite par — devant le *Foreign Affairs Committee* du Congrès des É.-U. : II 15, 30-31, 75 (*l.*), 238-239.

Shores contre Amat (Affaire —) : I 222-230.

SMITH (M. Edwin L. —), expert du Gouv't des É.-U. : II 140, 448.

Souveraineté :

Compétence territoriale, voir *Compétence territoriale*.

Maroc, voir *Maroc*, *Souveraineté* ; et *Capitulations (Régime des —)*, *Souveraineté* et le —.

Statut de la Cour :

Art. 36, par. 2 : I 9, 29, 772 ; II 400.

» 39 : II 145.

» 40, par. 1 : I 236, 250, 251.

» 44 :

Par. 2 : II 411, 412-414, 421, 422-423, 427, 429-431, 435-436, 438-441, 461, 467, 468.

Par. 3 : II 415.

Art. 49 : II 432.

» 57 : II 146.

» 59 : I 237, 250, 253.

» 63 : I 254 ; II 407, 408-411, 412.

SWEENEY (M. Joseph M. —), conseil du Gouv't des É.-U. : II 140, 142, 144, 263-272 (*texte de la plaidoirie*), 325-326 (*réponse à une question*), 444, 448.

T

Tanger :

Corps diplomatique à —, voir *Corps diplomatique*, etc.

Statut de la zone de — (convention relative à l'organisation du —, 18 XII 23) ; art. 50 : II 210-211, 295, 324.

Tanger (suite) :

Tribunal mixte de — :

Jugement dans l'affaire Jousselin (douane) contre Bendelac : II 359-366.

Jugement du 8 XI 49 relatif à une affaire, dans laquelle un ressortissant américain poursuit un ressortissant marocain : I 404, 804-806.

Taxes :

Algésiras (acte général d'—, 1906) ; dispositions visant la perception des — : I 284-285 ; II 210, 273, 277.

Assentiment préalable des É.-U. à l'application des mesures fiscales : I 10, 22, 26, 65 et sqq. ; II 116 et sqq. (corresp. dipl.), 308, 321-322, 354-358, 407-408, 719 et sqq. ; II 17, 39 et sqq., 73, 112-116, 207, 219, 274 et sqq., 278-279, 288, 313, 386-388.

Immunité de — (prétendu droit à l'—) : I 10, 22-23, 258, 287, 306-307, 308, 321, 326, 354-358, 407-408, 719-728 ; II 17, 38-44, 70, 72, 73, 111-116, 179-180, 207-214, 219, 273-279, 313.

Consommation (taxes de —) :

Perception des — : II 295, 314, 330-333, 384-388, 458.

Remboursement des — réclamé par les É.-U. : I 10, 22, 26, 116 et sqq., 120, 132, 148, 150, 153 et sqq., 318, 323, 355-358, 407-408, 720 et sqq. ; II 73, 111-115, 213, 219, 273 et sqq., 279.

Convention de Madrid, 1880 ; implications de la — en ce qui concerne l'immunité de taxes : I 278-279.

THORP (M. Willard L. —), secrétaire d'État adjoint aux Affaires économiques des É.-U. ; déposition de — devant une cour de justice, le 4 X 49 : II 15-16, 31, 75-80 (*l.*), 238-239, 302, 307-308.

Traités, conventions et accords internationaux :

Abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation, Genève, 8 XI 1927 : II 195, 252 et sqq., 256, 306.

Algésiras (acte général d'—), 7 IV 1906 : I 11, 43-45, 62, 72 (art. 59), 75-76, 78 (art. 105), 81, 280-286, 289, 330-331, 334, 387, 577-627 (*texte avec protocole additionnel et déclaration des É.-U.*, 1907), 689 et sqq., 701 et sqq., 711 et sqq., 722 et sqq. ; II 20 et sqq., 34 et sqq., 41 et sqq., 70 et sqq., 93, 96 et sqq., 181, 188, 189-198, 210, 221

Traités, conventions et accords internationaux (suite) :Algésiras (acte général d'—) (*suite*) :et *sqq.*, 230 et *sqq.*, 262, 273, 277 et *sqq.*, 281, 283 et *sqq.*, 291 et *sqq.*, 299, 305-306, 321-322.Art. 95 : I 115, 283 (*t.*), 305, 313, 343-354, 614 (*t.*), 750-751, 754-755 ; II 31 et *sqq.*, 73, 106 et *sqq.*, 215-217, 219, 263-272, 326, 387, 389, 392, 395.

Art. 96 : I 351, 750-751 ; II 36, 108, 216-217, 268-269, 295, 323, 325-326.

Art. 102 : II 283 et *sqq.*, 299 et *sqq.*

États qui sont parties à l'— ; notification du droit d'intervenir au procès : II 407, 408-411, 412.

Préambule : I 11, 44, 330, 578 (*t.*) ; II 20-21, 190, 210, 221.Travaux préparatoires : I 346 et *sqq.* ; II 34 et *sqq.*, 97, 189 et *sqq.*, 217-218, 231 et *sqq.*, 269.Bretton Woods (accords de —), 22 VII 44 ; institution d'un Fonds monétaire international : I 11, 79-80, 81 et *sqq.*, 335 et *sqq.*, 340 ; II 26 et *sqq.*, 70, 71, 105, 177, 196, 199 et *sqq.*, 205-207, 256 et *sqq.*, 303, 304 et *sqq.*, 308 et *sqq.*, 319 et *sqq.*

Clause de la nation la plus favorisée : Art. 24 du traité de 1836 entre les É.-U. et le Maroc, voir ci-dessous « États-Unis-Maroc ».

Clause conditionnelle ou clause inconditionnelle : II 185 et *sqq.*, 211, 305, 317-318.Dans les traités conclus par le Maroc : I 43, 57 et *sqq.*, 266 et *sqq.*, 279, 287, 371 et *sqq.* ; II 47 et *sqq.*, 68 et *sqq.*, 116, 119 et *sqq.*, 227 et *sqq.*, 317-318.

Disparition d'un traité entre deux États et effet produit par cette disparition sur les droits qu'un État tiers a tirés de ce traité par le moyen de la — : II 295.

Droit permanent acquis par l'effet de la — (question d'un —) : I 60 et *sqq.*, 371 et *sqq.*, 390 ; II 48 et *sqq.*, 68 et *sqq.*, 117, 119 et *sqq.*, 160 et *sqq.*, 176 et *sqq.*, 228, 282, 299, 300 et *sqq.*, 314.Droits et privilèges réclamés par les É.-U. au Maroc par l'effet de la — : I 57 et *sqq.*, 271, 287, 371 et *sqq.*, 406 ; II 11, 47 et *sqq.*, 68 et *sqq.*, 73, 117, 119 et *sqq.*, 130, 161 et *sqq.*, 227 et *sqq.*, 281, 286 et *sqq.*, 317 et *sqq.***Traités, conventions et accords internationaux (suite) :**Clause de la nation la plus favorisée (*suite*) :Égalité (la notion d'—) et la — : I 374 et *sqq.* ; II 47 et *sqq.*, 68, 162 et *sqq.*Perte des droits résultant de la —, par suite de la renonciation de leurs droits par des États tiers : I 11, 12, 61, 371 et *sqq.*, 382 et *sqq.* ; II 10, 47 et *sqq.*, 72, 177, 208 et *sqq.*, 218, 277, 285 et *sqq.*Portée de la — ; arrêt de la Cour de cassation, 22 XII 1913 : II 51, 84-85 (*t.*).Pratique des États en ce qui concerne la — : I 60 et *sqq.*, 372 et *sqq.* ; II 47 et *sqq.*, 119 et *sqq.*, 162, 165 et *sqq.*Réciprocité et — : II 185 et *sqq.*, 191 et *sqq.*, 211, 229 et *sqq.*, 305.Régime (le —) capitulaire et le jeu de la — : I 11, 12, 31, 60 et *sqq.*, 263, 287, 371 et *sqq.*, 406 ; II 47 et *sqq.*, 68 et *sqq.*, 116 et *sqq.*, 119 et *sqq.*, 130, 157, 160 et *sqq.*, 209.Coopération économique européenne (convention du 16 IV 48) : I 80, 335, 336, 339 ; II 105, 177, 197, 252, 255, 256 et *sqq.*

Disparition d'un traité, voir ci-dessus « Clause de la nation la plus favorisée », Disparition, etc.

Droits conventionnels des É.-U. au Maroc, voir *États-Unis d'Amérique*.Espagne-Maroc, 20 XI 1861 ; traité de commerce : I 71, 73, 272, 276, 329, 365-366, 370-371, 381 et *sqq.*, 386 et *sqq.*, 401 ; II 18 et *sqq.*, 39 et *sqq.*, 52 et *sqq.*, 71, 72, 93, 95 et *sqq.*, 116, 118 et *sqq.*, 127, 157, 165, 166 et *sqq.*, 180 et *sqq.*, 184 et *sqq.*, 208, 209, 227, 228-229, 275, 281, 303.

É.-U. d'Amérique-Maroc :

1787 (le 25 janvier) ; traité de paix et d'amitié : I 270-271, 369, 399 ; II 119, 275, 280.

1836 (le 16 septembre) ; traité de paix et d'amitié : I 9, 31 et *sqq.*, 34 et *sqq.* (historique du traité), 54, 63, 71 (art. 17), 272-273, 304, 330, 359-371, 389, 729, 731 ; II 44 et *sqq.*, 55-56 (question de la dénonciation), 67 et *sqq.*, 117 et *sqq.*, 157 et *sqq.*, 169 et *sqq.*, 175 et *sqq.*, 178, 275, 283-284.Art. 20 et 21 : I 11, 12, 54 et *sqq.*, 260, 369, 399-400 ; II 158 et *sqq.*, 170-171, 218, 283.

Traités, conventions et accords internationaux (suite) :É.-U. d'Amérique-Maroc (*suite*) :1836 (le 16 septembre) (*suite*) :Art. 24 (clause de la nation la plus favorisée) : I 12, 31, 59 ; II 23, 158, 160-161, 162 (*t.*), 164, 186, 218, 281, 285, 286 *et sqq.*

Fez (traité de —), 30 III 1912, voir ci-dessous « France-Maroc ».

France (engagements conventionnels de la — au Maroc) : I 45 *et sqq.*, 77 *et sqq.*, 288 *et sqq.*

France-Allemagne :

1905 (le 8 juillet) ; déclarations échangées avant la conférence d'Algésiras : I 289, 332-333, 641-642 ; II 231 *et sqq.* (négociations).1911 (le 4 novembre) ; établissement du protectorat de la France au Maroc : I 45-46, 72 (art. 4), 78 (art. 1), 165 *et sqq.*, 289-290, 291-292, 293-294, 392, 642-649 (*t.*), 664-667 (corresp.), 695, 705, 722-723 ; II 187-188, 222.

France-Espagne :

1904-1905 ; déclaration, convention secrète et accord secret : I 289, 634-640 (*t.*) ; II 222, 286.1912, 1914 ; abolition de la juridiction consulaire au Maroc ; convention et déclarations : I 59, 195, 383-384, 652-663 (*t.*), 705, 802 (*t. de la déclaration du 7 III 1914*) ; II 53, 123, 126-127, 167 *et sqq.*, 187, 209, 285, 286.

France-États-Unis d'Amérique : accord du 28 VI 48 ; application du programme de relèvement européen : I 9 (art. 10), 12, 82, 772 ; II 26, 31, 53, 70, 71, 126, 168, 197-198.

France-Grande-Bretagne :

1904 (le 8 avril) ; déclaration sur l'Égypte et le Maroc, avec articles secrets : I 288-289, 291, 331-333, 628-633 (*t.*), 704-705 ; II 187, 222, 231.1937 (le 29 juillet) ; renonciation des droits capitulaires : I 50-51, 60, 73, 199-200, 237 (préambule), 240-247 (*t.*), 252, 383, 389, 395, 729-733, 785-801 (*t., avec annexes*) ; II 52-53, 112, 116, 191, 208-209, 285, 286.

1938 (le 18 juillet) ; traité de commerce : I 715, 733.

France-Maroc ; 1912 (le 30 mars) ; traité de Fez ; organisation du protectorat français au Maroc : I 9, 47

Traités, conventions et accords internationaux (suite) :France-Maroc (*suite*) :*et sqq.*, 59 *et sqq.*, 168 *et sqq.*, 251, 290-291, 295, 392, 650-651 (*t.*), 667-668 (corresp.), 695, 722-723, 772 ; II 53, 124, 128, 222 *et sqq.*

Grande-Bretagne-France, voir ci-dessus « France ».

Grande-Bretagne-Maroc ; 1856 (le 9 décembre) ; « traité général » et traité de commerce : I 57 *et sqq.*, 63, 71, 72-73, 272, 273-276, 329, 359 *et sqq.*, 363-371, 381 *et sqq.*, 386 *et sqq.*, 401, 402 ; II 18 *et sqq.*, 23-24, 39 *et sqq.*, 44 *et sqq.*, 52, 54, 64, 70 *et sqq.*, 93 *et sqq.*, 112 *et sqq.*, 157, 165 *et sqq.*, 180 *et sqq.*, 184 *et sqq.*, 208, 226-227, 228-229, 275, 281, 286-287, 303.

La Havane (charte de —), 24 III 48 ; organisation internationale du commerce : I 11, 80-81, 335, 339-340 ; II 197, 252, 255, 256.

Madrid (convention de —), 3 VII 1880 : I 42-43, 54-56, 58, 71 (art. 3), 277-280, 378 *et sqq.*, 387-388, 400-401, 402, 564-576 (*t.*), 669 *et sqq.*, 725 *et sqq.* ; II 12, 41, 50 *et sqq.*, 56, 72, 114, 121, 163 *et sqq.*, 207, 209 *et sqq.*, 228, 275 *et sqq.*, 281 *et sqq.*

Maroc :

Engagements conventionnels du — : I 30-53 (analyse), 70 *et sqq.*, 77-78, 263 *et sqq.*Traités conclus par le — ou traités concernant le —, 1631-1906 : I 30 *et sqq.*, 263 *et sqq.*, 409 (*liste*), 417-640 (*t.*) ; II 225 *et sqq.*, 275.

(Voir aussi ci-dessus « Algésiras (Acte général d'—) » ; « Madrid (Convention de —) » ; et traités de divers pays conclus avec le Maroc.

Obligations conventionnelles de la France et du Maroc, voir ci-dessus « France », et « Maroc ».

Sainteté des traités, voir *Droit international*, Sainteté des traités.Tarifs douaniers et le commerce (accords sur les —), 30 X 47 : I 11, 80, 81, 335 ; II 197, 229, 252, 253, 254 *et sqq.*, 256, 309-310.Violation (prétendue —) des droits conventionnels, voir *Droit international*, Violation, etc.*Travaux publics au Maroc*, voir *Concessions et construction de travaux publics*.*Tribunal mixte de Tanger*, voir *Tanger*.

Tribunaux nationaux :

France :

Cour de cassation :

Arrêt du 22 XII 13, sur la portée de la clause de la nation la plus favorisée : II 51, 84-85 (*l.*).

Arrêt du 29 VII 48 ; évaluation de la marchandise en douane : II 37, 265.

Maroc (les tribunaux au — en général) : II 287, 295, 300-301, 326-330.

Rabat (Cour d'appel de —) ; la règle posée par cette Cour le 12 VII 21, relative au maintien en vigueur du traité hispano-américain du 20 XII 1861 : I 381 ; II 122-123.

U

UTTER (M. John E. —), expert du Gouvt des É.-U. : II 140, 448.

V

Violation des droits conventionnels, voir *Droit international*, *Violation*, etc.

Z

ZORIŽIĆ (M. —, juge) : II 140-145.

ALPHABETICAL INDEX

ABBREVIATIONS :

Corresp.	Correspondence
Govt.	Government
<i>t.</i>	<i>text</i>
U.S.A.	United States of America

A

Advisory Opinions of the Permanent Court of International Justice, see *Permanent Court*.

Affidavit, see *Thorp* (Mr. Willard L.—).

Agents, counsel and advocates :

France : I 8, 13, 89, 255 ; II 73, 140, 398 *et sqq.*, 448.

United States of America : I 238, 408 ; II 131, 140, 444, 448, 467.

Agreements (International—), see *Treaties, conventions and international agreements*.

Algeciras (General Act of the International Conference of—), 7 IV 1906, see *Treaties and conventions, Algeciras*.

Application instituting proceedings :

Notification of— : I 8, 29 ; II 398 *et sqq.*

Text : I 9-13, 772-775 (proposed text).

ARMAND-UGON (Judge—) : II 140-145.

Articles published in U.S.A. : quotations from—as proof by notoriety : II 307, 308.

B

BADAWI (Judge—) : II 140-146.

BASDEVANT (Judge—) : II 140-145.

BENDELAC (M. Maurice—), see *Customs, Judgment, etc.*

BOVEY (Mr. John A.—), Expert Adviser for U.S.A. Govt. : II 140, 448.

Brazil (Diplomatic correspondence with France), see *Diplomatic correspondence*.

Bretton Woods Agreements (1944), see *Treaties and conventions, Bretton Woods*.

Bulletin of U.S.A. Embassy in Paris : see “*Dollar gap*”.

Burden of proof, see *Proof*.

C

Capitulations (Régime of—in Morocco) :

Abolition of—in Morocco, see below “*Renunciation of treaty rights*”, etc. ; see also *Treaties and conventions, France-Great Britain*, 29 VII 37.

Consular jurisdiction :

Algeciras (General Act of—), 1906, see *Treaties and conventions, Algeciras*.

American consular courts (cases before the—) : I 53 *et sqq.*, 264 *et sqq.*, 284 *et sqq.*, 312, 315, 359-371, 406, 736, 740 ; II 46-47, 59 *et sqq.*, 119, 130, 153-154, 158 *et sqq.*, 242 *et sqq.*, 280 *et sqq.*, 295 (question), 299 *et sqq.*, 318-319, 333-336 (replies to question).

Articles 20 and 21 of Treaty between U.S.A. and Morocco, 16 IX 1836 : I 11, 12, 54 *et sqq.*, 260, 369, 399-400 ; II 158 *et sqq.*, 170-171, 218, 283. (See also *Treaties and conventions, U.S.A.-Morocco*, 1836.)

Civil and criminal cases : I 53 *et sqq.*, 264 *et sqq.*, 284 *et sqq.*, 359-371, 406 ; II 46-47, 59 *et sqq.*, 130, 158 *et sqq.*, 280 *et sqq.*, 299 *et sqq.*, 318-319, 333-336.

Custom and usage as alleged basis of right to— : I 199, 385 *et sqq.*, 406, 731 ; II 54 *et sqq.*, 157, 164 *et sqq.*, 170, 178, 280 *et sqq.*, 284-285.

Development of— : I 266 *et sqq.* ; II 45 *et sqq.*, 59 *et sqq.*, 118 *et sqq.*, 127, 128, 280 *et sqq.* (See also *Extra-territoriality*.)

Different systems of— : I 53 *et sqq.*, 359 *et sqq.* ; II 45 *et sqq.*, 61, 68, 116 *et sqq.*, 119 *et sqq.*, 164 *et sqq.*

Extent of rights claimed by U.S.A. : I 11, 12, 53 *et sqq.*, 258, 260-261, 287, 359-395 ; II 44 *et sqq.*, 116 *et*

Capitulations (Régime of—in Morocco)

(cont.):

Consular jurisdiction (*cont.*):Extent of rights (*cont.*):*sqq.*, 148-149, 157-171, 175 *et sqq.*, 279 *et sqq.*, 288 *et sqq.*, 298.

Independent right to exercise—

claimed by U.S.A.: I 60 *et sqq.*, 371 *et sqq.*, 390; II 47 *et sqq.*, 68 *et sqq.*, 116 *et sqq.*, 160 *et sqq.*, 176 *et sqq.*, 228, 282, 299 *et sqq.*Madrid Convention, 1880, see *Treaties and conventions*, Madrid Convention.

Most-favoured-nation clause and—:

I 11, 12, 31, 59, 60 *et sqq.*, 263, 287, 371 *et sqq.*, 406; II 47 *et sqq.*, 67 *et sqq.*, 116 *et sqq.*, 119 *et sqq.*, 130, 157, 160 *et sqq.*, 218. (See also *Treaties and conventions*, Most-favoured-nation clause.)Fiscal immunity under—, see *Taxes*.

Personality of law (principle of—): I

362 *et sqq.*, 396, 402; II 10, 45, 58 *et sqq.*, 66-67, 68, 116 *et sqq.*, 127, 128 *et sqq.*, 148, 170, 171 *et sqq.*, 279 *et sqq.*Practice and principles of extraterritoriality, see *Extraterritoriality*.

Renunciation of treaty rights by all

foreign States, except U.S.A.: I 11, 50-51, 59 *et sqq.*, 73, 178 *et sqq.*, 195 *et sqq.*, 259, 292-293, 308-309, 371 *et sqq.*, 388, 391-395, 406, 663-664 (Declarations of Greece and Sweden), 729, 785-801 (Convention between France and Great Britain, 1937), 802 (Declaration by France and Spain, 1914); II 52 *et sqq.*, 56-57, 117, 122, 126, 161, 177, 187, 208, 236, 277, 285, 288, 289, 338.

Reservation of its capitulatory rights by

U.S.A.: I 10-11, 47, 48-51, 62-63, 73, 174 *et sqq.*, 181 *et sqq.*, 259-260, 293-300, 326, 391-395, 406-407, 668-688, 695, 728-733, 803-804, 805-806; II 44 *et sqq.*, 86-90 (article in *Gazette des Tribunaux du Maroc*), 116 *et sqq.*, 130-131, 148-149, 157 *et sqq.*, 171, 176 *et sqq.*, 220, 277, 279 *et sqq.*, 288, 338-339.

Right of assent to local laws under—

(question of—): I 65 *et sqq.*, 395 *et sqq.* (See also *Municipal law*, Shereefian Empire; Previous assent, etc.)

Sovereignty of territorial State and—:

I 65-76, 359 *et sqq.*, 395 *et sqq.*; II 10, 44 *et sqq.*, 58 *et sqq.*, 66-68, 117, 127, 128 *et sqq.*, 148 *et sqq.*, 171 *et sqq.*, 190 *et sqq.*, 209, 262, 279 *et sqq.*, 291 *et sqq.*

CARNEIRO (Judge—): II 140-146.

Chambers of Commerce in Morocco, see *Correspondence filed*.**Charter of United Nations:**

Art. 73: II 249.

,, 93, para. 1: I 250.

Preamble: II 224.

Circumstances (Change of—), see *Inter-temporal law*; and "*Rebus sic stantibus*" (*Clause—*).*Circumstances giving rise to the dispute:* I 300 *et sqq.*; II 13 *et sqq.**Committee of Control, Tangier*, see *Correspondence filed*.*Composition of the Court*, see *Court (International—of Justice)*.*Concessions and construction of public works in Morocco:* I 301 *et sqq.*, 689 *et sqq.**Conference of Algeciras (1906)*, see *Treaties and conventions*, Algeciras.*Consular jurisdiction*, see *Capitulations*.*Conventions*, see *Treaties and conventions*.*Correspondence filed:*

Belgian Chamber of Commerce in Morocco to President of American Chamber of Commerce for Morocco, 5 XI 34: II 389-391.

Diplomatic—, see *Diplomatic correspondence*.Hoffman (Mr. Paul G.—), Administrator of Economic Co-operation Administration; letter of 5 v 49 to Mr. R. E. Rodes, President of American Trade Association of Morocco: II 30, 81-83 (*t.*), 238-239, 302, 307-308.Luret (M. G.—) for the delegates to the *Contrôle de la Dette* to the American Minister at Tangier, 16 VII 1912: I 352; II 109-111 (*t.* of letter), 135-136 (*t.*), 214, 269-271.

President of the Committee of Control, Tangier, to the Administrator of the International Zone, the High Commissioner of the Spanish Zone and the Resident-General of the French Zone, 9 VII 35: II 394-395.

Correspondence with the Registry: I 8, 398-482.*Counter-claim of the United States of America:* I 237-238, 343-358, 407-408; II 72-73, 273, 291. (See also *Customs*; and *Taxes*.)

- Counter-Memorial of the United States of America, with annexes :** I 257-806.
- Court (International—of Justice) :**
 Composition of the—: II 140-145.
 Decision by French Govt. to submit dispute to—: I 26-30, 164-165, 325 ; II 10, 235, 316-317.
 Judgments of the—, see *Judgments*.
 Jurisdiction of the Court, see *Jurisdiction*.
 Public sittings of— (July 15th-26th, and August 27th, 1952) : II 140-146.
- Currency, see Exchange control.*
- Custom and usage :**
 Capitulatory rights alleged to be derived from—: I 199, 385 *et seq.*, 406, 731 ; II 54 *et seq.*, 68 *et seq.*, 81, 116, 130, 157, 164 *et seq.* (burden of proof), 170, 178, 280 *et seq.*, 284-285.
 Extraterritorial jurisdiction, see *Extraterritoriality* ; see also *Capitulations (Régime of—)*, Consular jurisdiction (Custom, etc.).
 Right of assent to Moroccan laws (claim by U.S.A. Govt. in regard to—) : I 73-75, 396-405 ; II 65-66.
- Customs :**
 Assessment of—duties : I 22 *et seq.*, 115 *et seq.*, 283-284, 287, 305-306, 308, 312-314, 317-318, 320, 321, 326, 343-354, 407, 704, 711-719, 749-755 ; II 17, 31-38, 73, 106-111, 179, 214-218, 263-272, 387, 389-395.
 Committees on Customs Valuations : I 349, 750-751 ; II 35, 36, 108, 216, 268-269, 295 (question), 323-326 (replies), 348-381 (minutes and documents), 392-395.
 Judgment of Mixed Court of Tangier, 19 XII 33, in case of M. Maurice Bendelac : II 359-366.
 Letter from M. Luret, Controller of Moroccan Customs, see *Correspondence filed*.
 Practice of the customs authorities in Morocco : I 346, 352 *et seq.* ; II 34, 109 *et seq.*, 270-272.
- D**
- Dahirs, see Municipal law, Sherccian Empire.*
- Declarations made by France and Spain, see Treaties and conventions, France-Spain.*
- Denial of justice (Alleged—) :* I 201 *et seq.* ; II 171.
- Diplomatic Body at Tangier :* I 281, 287, 302, 693 *et seq.*, 725 *et seq.* ; II 277.
- Diplomatic correspondence and negotiations :*
 France ; 1905 (August 21st) ; despatch to Ministers in various countries concerning principles recognized by Madrid Convention : II 121 (*t.*), 282.
 France—Brazil ; 1831-1878 : I 376-377 ; II 48, 120, 165, 339-340 (*text* of letter from Minister of France in Brazil to Minister of Foreign Affairs in Paris, 30 XI 1851).
 France—Germany : I 641-642 (1905), 647-649 (1911).
 France—Spain : I 661-663 (1912).
 France—U.S.A. :
 1909, 1921-1931 ; public works in Morocco : I 231, 689-700.
 1911-1938, 1944 ; recognition of French Protectorate in Morocco ; question of renunciation by U.S.A. of its capitulatory rights : I 165-200, 234, 239-240, 664-688, 728-733, 802-804 ; II 338-339.
 1913 ; protégés of U.S.A. in Morocco : I 232-233.
 1928-1932 ; taxation matters : I 116, 120, 148, 150, 719-728.
 1929-1936 ; freedom of trade in Morocco : I 700-710.
 1934-1939 ; customs rights and assessment of customs duties : I 115-116, 119-120, 146, 710-719, 749-755.
 1939 ; statement by chief French delegate to negotiations at this time (citation) : II 131.
 1944-1949 ; protection of rights of its nationals by U.S.A. : I 202-230.
 1944, 1947-1950 ; import and exchange control regulations : I 99-103, 110-165, 734-748, 756-777.
 1948-1950 ; consumption taxes in Morocco : II 115-116, 136-137, 279, 384-388.
 1950-1951 ; Economic Co-operation Act, 1948, amended in 1950 : II 343-346.
 1951 ; capacity in which French Govt. brings case before I.C.J.—in its own right and as protector of Morocco : I 255-256 ; II 123.
 References, and extracts from—in written proceedings and pleadings : I 10, 12, 18 *et seq.*, 22-29, 48-51, 62, 74, 76, 83, 237, 251, 293-325, 331 *et seq.*, 342-343, 388-

Diplomatic correspondence and negotiations (cont.):

France—U.S.A. (cont.):

References (cont.):

390, 392-395; II 13 *et sqq.*, 30-31, 55, 109-110, 114-115, 123, 124, 129, 152 *et sqq.*, 173, 236, 242, 245, 258, 277, 279, 280, 284, 289, 292, 301, 315, 316.

Great Britain; despatch from Consulate-General in Tangier to British Foreign Minister, 10 VII 35; II 392-395.

Discrimination:

Article 112 (n) of American law on Economic Aid of 1948, amended in 1950; and exchanges of notes between France and U.S.A.: II 342-346.

Assessment of customs duties, see *Customs*.

Prohibition of imports alleged to involve—: I 9, 22 *et sqq.*, 78, 86-88, 310, 701 *et sqq.*, 734 *et sqq.*, 767; II 70-71, 81 *et sqq.*, 234 *et sqq.*, 306 *et sqq.*, 311.

Taxes (allegations in regard to claim to exemption from—, and claim to imposition of—): I 10, 308, 321 *et sqq.*, 354 *et sqq.*, 720-728; II 70, 72, 274.

Trade—in Morocco (alleged discrimination): I 176 *et sqq.*, 258 *et sqq.*, 281 *et sqq.*, 288 *et sqq.*, 293-294, 301 *et sqq.*, 674, 689 *et sqq.*, 700 *et sqq.*, 711 *et sqq.*, 722-728; II 70 *et sqq.*, 290, 306 *et sqq.*

(See also *Preferential treatment*, etc.)

Dissenting opinions appended to the Judgment of 27 VIII 52: II 145-146.

Documents filed:

After the closure of the written proceedings (Art. 48 of Rules):

Correspondence: II 449-457, 459-460, 461-466, 468 *et sqq.*, 472 *et sqq.*

Reservation in respect of a document: II 142, 261, 460, 469-470, 472.

Texts of documents: II 337-395.

Annexes to written proceedings:

France: I 90-92 (*list*), 93-234 (*t.*); II 74 (*list*), 75-91 (*t.*).

United States of America: I 409-416 (*list*), 417-806 (*t.*); II 132 (*list*), 133-137 (*t.*).

Inadmissibility of a document as evidence: II 480.

Documents filed (cont.):

Not reproduced: I 165, 194, 201, 233; II 91, 340-341, 342, 347, 359, 375, 381, 382-384, 388, 395.

Return of—, as requested by Agent: II 482.

(See also titles of documents.)

"*Dollar gap*": Bulletin of U.S.A. Embassy in Paris, No. 91, 17 IV 52 (extract): II 346.

E

Economic Co-operation Act, see *Municipal law*, U.S.A. 1948.

Economic Co-operation Administration:

Hoffman (Mr. Paul G.—), see under *Correspondence filed*.

Report from Special Representative in Europe on French Trade Liberalization, 5 VIII 50: II 133-134.

(See also *Treaties and conventions*, European economic co-operation (Convention of 16 IV 48).)

"*Economic liberty without any inequality*" in Morocco: I 11-13, 23 *et sqq.*, 30, 44, 76, 78 *et sqq.*, 176 *et sqq.*, 197, 258 *et sqq.*, 281 *et sqq.*, 286-287, 288 *et sqq.*, 300 *et sqq.*, 309 *et sqq.*, 327 *et sqq.*, 689 *et sqq.*, 701 *et sqq.*, 728; II 20 *et sqq.*, 69, 70 *et sqq.*, 93 *et sqq.*, 154, 179, 188, 189 *et sqq.*, 192-198, 205 *et sqq.*, 212 *et sqq.*, 226, 230 *et sqq.*, 249, 262, 273, 291-293.

Electricity restrictions in Morocco in time of war (Case concerning—, 1941): I 69, 201 *et sqq.*

Equality:

Economic—in Morocco: I 11, 23-24, 176 *et sqq.*, 197, 258 *et sqq.*, 266, 282, 286-287, 288 *et sqq.*, 300 *et sqq.*, 309 *et sqq.*, 327 *et sqq.*, 689 *et sqq.*, 701 *et sqq.*, 722-728, 734-755; II 13, 47 *et sqq.*, 70 *et sqq.*, 117, 189 *et sqq.*, 205 *et sqq.* (See also *Economic liberty*.)

Fiscal: I 354 *et sqq.*, 719 *et sqq.*; II 38 *et sqq.*, 111 *et sqq.*, 179-180, 208 *et sqq.*, 213-214.

Most-favoured-nation clause and the notion of—: I 374 *et sqq.*; II 47 *et sqq.*, 68, 162 *et sqq.*

Estoppel: I 382-383; II 52.

Evidence:

Document not admissible as—: II 480. (See also *Documents filed*; and *Proof* (*Burden of—*)).

Exchange-control régime established in Morocco in 1939: I 9, 15-31, 78 *et sqq.*, 93 *et sqq.*, 103-104, 309 *et sqq.*, 336 *et sqq.*, 734 *et sqq.*; II 15-16, 21 *et sqq.*, 27 *et sqq.*, 71-72, 100 *et sqq.*, 148, 150 *et sqq.*, 179 *et sqq.*, 203 *et sqq.* (application of control), 228, 234, 236-262, 304 *et sqq.*, 318 *et sqq.*

Expert enquiry (Proposal for an—): II 248.

Experts of Parties: II 140, 142, 448.

Extraterritoriality (Practice and principles of—); historical development: I 53 *et sqq.*, 266 *et sqq.*, 359 *et sqq.*, 385-391, 396 *et sqq.*; II 45 *et sqq.*, 59 *et sqq.*, 116 *et sqq.*, 122, 127, 128 *et sqq.*, 236-237, 280 *et sqq.* (See also *Capitulations (Régime of—)*, Consular jurisdiction.)

F

Facts of the case: I 18-30, 263-325; II 11-16, 150 *et sqq.*, 221 *et sqq.*, 225. (See also *Circumstances giving rise to the dispute.*)

FISHER (Mr. Adrian S.—), Agent of U.S.A. Govt.: I 238, 408; II 140, 142, 143, 144, 220-262 (*text of speech*), 273-294 (*text of speech*), 296-297, 315-322 (*text of rejoinder speech*), 329-330 (*reply to question*), 333 (*reply to question*), 335-336 (*reply to question*), 403-404, 448.

"*Force majeure*" (*Question of—*): II 182 *et sqq.*, 241, 248.

FOUGÈRE (M.—), expert for French Govt.: II 140, 448.

Franc (Fluctuations of—), see *Graph*, etc.

France :

Agents and counsel, see *Agents*, etc.
Diplomatic correspondence, see *Diplomatic correspondence*.

Documents filed, see *Documents*.

Memorial, and annexes: I 15-234.

Observations and submissions on Preliminary Objection: I 248-256.

Oral statements, see *Oral proceedings*.

Position of—as respondent rather than as applicant: I 29-30, 262; II 149-150, 156.

Protectorate over Morocco, see *Protectorate*.

France (cont.):

Question whether French Govt. is acting on its own behalf and also on behalf of Morocco: I 235-238, 248-256, 257; II 123-130, 285, 286, 424 *et sqq.*, 431-434.

Reply (written—): II 9-91.

Treaties concluded by—, see *Treaties and conventions*, France.

Treaty obligations of—in regard to economic rights of foreign Powers in Morocco: I 45 *et sqq.*, 77 *et sqq.*, 288 *et sqq.*

Freedom of commerce, see "Economic liberty", etc.

G

"*Gazette des Tribunaux du Maroc*"; article by M. Laubadère, see *Laubadère*.

Good faith: II 309, 316.

Graph showing the course of the franc, 1948-1950: I 106; II 238, 239 *et sqq.*

GROS (M. André—), Agent of French Govt.: I 8, 13, 89, 255; II 73, 140, 141, 143, 144, 147-178 (*text of speech*), 218, 261, 297, 298-314 (*text of reply speech*), 326-329 (*reply to question*), 333-335 (*reply to question*), 398 *et sqq.*, 448.

H

HACKWORTH (Judge—): II 140-146.

HAMBRO (Registrar—): II 140-145. (See also *Correspondence with the Registry.*)

Hearings, see *Oral proceedings*.

History of the case, see *Facts of the case*.

HOFFMAN (M. Paul G.—), see *Correspondence filed*.

Hsu-Mo (Judge—): II 140-145.

I

Imports into Morocco :

Agreement of 31 XII 49 (*modus vivendi*): I 10, 26-28, 29 (to remain in force pending decision of Court), 157-162 (*t.*), 149 *et sqq.*, 323-325, 768-771; II 202-203.

Control of—; notices to importers, etc.: I 15-29, 94-98, 103-109, 124-125, 127, 303 *et sqq.*, 309 *et sqq.*, 710-719; II 304, 318.

Imports into Morocco (cont.):

- Prohibition of—without an official allocation of currency (Dahir of 30 XII 48): I 9, 12-13, 15 *et sqq.*, 85 *et sqq.*, 106 *et sqq.*, 124 *et sqq.*, 127 *et sqq.*, 260, 314 *et sqq.*, 326 *et sqq.*, 406, 734 *et sqq.*, 756 *et sqq.*; II 15 *et sqq.*, 70, 81 *et sqq.*, 93 *et sqq.*, 148, 150 *et sqq.*, 179 *et sqq.*, 225-262, 292, 304 *et sqq.*, 318.
- Tables of exports and—, with particulars concerning—: II 239-240, 245 *et sqq.*, 251, 312 *et sqq.*, 450 *et sqq.* (See also *Municipal law*, Shereefian Empire (Dahir of 30 XII 48).)

Imports into the United States of America:
II 229 *et sqq.*

International custom, see *Custom and usage*.

International law:

- Denial of justice, see *Denial of justice*.
- Discrimination, see *Discrimination*.
- Equality, see *Equality*.
- Most-favoured-nation clause, see *Treaties and conventions*, Most-favoured-nation clause.
- Sanctity of treaties: I 326, 354, 358; II 68, 130-131, 223-224, 262, 293, 303.
- Violation (alleged—) of U.S.A. treaty rights in Morocco: I 300-325, 326, 327 *et sqq.*, 406-407, 689 *et sqq.* (corresp.), 710 *et sqq.* (corresp.); II 10 *et sqq.*, 44 *et sqq.*, 67 *et sqq.*, 116 *et sqq.*, 130-131, 157 *et sqq.*, 220 *et sqq.*, 225 *et sqq.*, 292 *et sqq.*, 302 *et sqq.*, 306, 315 *et sqq.*, 320.

International Monetary Fund:

- Decision of the Board of Governors, 5 IV 48, concerning European recovery programme: II 28, 80-81 (*t.*).
- Extract from Report of executive director at first meeting of Board of Governors: II 183.
- Report of—, 1947 (extract): II 305. (See also *Treaties and conventions*, Bretton Woods Agreement.)

Intertemporal law: I 63, 372 *et sqq.*; II 47 *et sqq.*, 119 *et sqq.*, 148, 162, 175 *et sqq.*, 207, 252, 300, 305 *et sqq.*

Intervention (Right of—), see *Statute*, Art. 63; and *Treaties and conventions*, Algieras (General Act of—) (States Parties to—).

J

Judges (Members of I.C.J.), see *Court (International—of Justice)*, Composition of—; see also individual names of Judges.

Judgment of the Cour de cassation of 22 XII 1913, see *Municipal courts*, France.

Judgment of the International Court of Justice, 27 VIII 52:

Delivery of—: II 145.

Notification of—: II 481.

Judgments of the International Court of Justice:

Asylum case, 20 XI 50 (I.C.J. Reports 1950) (*cited*): I 67; II 54, 165, 172.

Binding force of—; question of parties upon whom the judgment will be binding: I 236 *et sqq.*, 249 *et sqq.*

Fisheries case, 18 XI 51 (I.C.J. Reports 1951) (*cited*): II 55, 56, 172.

Judgments of Mixed Court of Tangier, see *Tangier*.

Judgments of municipal courts, see *Municipal courts*.

Judgments of the Permanent Court of International Justice, see *Permanent Court*.

JUIN (General—); speeches by—in January 1949 (extracts): II 101, 249-250.

Jurisdiction of the Court:

Compulsory:

Art. 36 (2) of the Statute: I 9, 29; II 400.

Observations of U.S.A. regarding—: I 262.

Preliminary Objection:

Notification of—: II 418 *et sqq.*

Observations and submissions of French Govt. on—, with annexes: I 248-256.

Question of waiving oral proceedings envisaged by Art. 62 of the Rules of Court: II 424 *et sqq.*, 431-433. *Text*, with annexes: I 235-247.

Withdrawal of—: I 256; II 434-435.

Written proceedings on—: I 235-256 (*t.*); II 423 *et sqq.* (corresp.).

K

KIRK (Captain—); claim against—by *Compagnie des chemins de fer du Maroc*: I 211-222.

KLAESTAD (Judge—): II 140-145.

L

LAUBADÈRE (M. André de—):

Article in *Gazette des Tribunaux du Maroc*, on 23 X 48, concerning the legal basis of the American capitulations in Morocco: II 51-52, 86-90 (*t.*).

Encyclopédie politique de la France et du Monde: II 321-322.

Expert for French Govt.: II 140, 448.

LAVERGNE (M. de—), expert for French Govt.: II 142, 448.

Laws; Moroccan—, see *Municipal law*, Shereefian Empire.

Letters filed, see *Correspondence filed*; and *Diplomatic correspondence*.

LURET (M. G.—), see *Correspondence filed*.

M

McNAIR (Sir Arnold—), President of the Court: II 140-146.

Madrid Convention, 1880, see *Treaties and conventions*, Madrid.

MARCHAT (M. Henry—), Counsel for French Govt.: II 140, 448.

Memorial of French Govt., with annexes: I 15-234.

Minutes of public sittings; July 15th-26th (hearings) and August 27th, 1952 (delivery of judgment): II 140-146.

Mixed Court of Tangier, see *Tangier*.

"*Modus vivendi*" in regard to import regulations, 31 XII 49, see *Imports into Morocco*, Agreement of 31 XII 49.

Morocco:

Capitulations, see *Capitulations (Régime of—in Morocco)*.

Imports and exports (tables, etc.): II 239-240, 245 *et sqq.*, 251, 312 *et sqq.*, 450 *et sqq.* (See also *Imports into Morocco*.)

International status of—: II 124 *et sqq.*, 129, 130-131, 148 *et sqq.*, 223-224, 230, 262, 286, 292.

Municipal law, see *Municipal law*, Shereefian Empire.

Ordre public (public policy), see *Public policy*.

Morocco (cont.):

Protectorate of French Govt. over—, see *Protectorate*.

Sovereignty of—: I 30, 51-54, 57, 65-76, 334, 359 *et sqq.*, 395 *et sqq.*; II 10, 44 *et sqq.*, 58 *et sqq.*, 66-67, 68, 117, 127, 128 *et seq.*, 130, 131, 148 *et sqq.*, 171 *et sqq.*, 190 *et sqq.*, 209, 262, 279 *et sqq.*, 291 *et sqq.*

Spanish Zone (retention of rights of consular jurisdiction in—): II 286 *et sqq.*

Treaty obligations of—: I 30-53 (analysis), 70 *et sqq.*, 77-78, 263 *et sqq.* (See also *Treaties and conventions*, Morocco.)

Municipal courts:

France; *Cour de cassation*:

Judgment of 22 XII 13 concerning scope of "most-favoured-nation" clause: II 51, 84-85 (*t.*).

Judgment of 29 VII 48; assessment of customs duties: II 37, 265.

Morocco (courts in general): II 287, 295, 300-301, 326-330.

Rabat, Court of Appeal; ruling of 12 VII 21 concerning continuance in force of Spanish-Moroccan Treaty of 20 XII 1861: I 381; II 122-123.

Municipal law:

Right of assent to local law under régime of capitulations: I 65 *et sqq.*, 395 *et sqq.* (See also below "Shereefian Empire", Previous consent, etc.)

Shereefian Empire:

1939 (September 9th and 10th); Dahir and Residential Decree concerning control of imports: I 18, 93-98, 328; II 24.

1948 (February 28th); Dahir fixing the rate of certain indirect taxes (consumption tax): I 116, 120, 355-358, 407-408, 778-785 (*t.*); II 73, 113, 115-116, 213, 219, 273-279, 287, 288.

1948 (March 11th); Residential Decree completing Decree of 9 IX 39: I 104-106.

1948 (December 30th); Dahir concerning imports not involving an official allocation of currency: *passim*; I 9 *et sqq.*, 12-13, 21 *et sqq.*, 30, 53, 64, 65 *et sqq.* ("right of assent"), 89, 106-109 (*t.*), 258 *et sqq.*, 314 *et sqq.*, 327 *et sqq.*, 395, 406, 407, 756 *et sqq.*; II 15-16, 81 *et sqq.*, 97 *et sqq.*, 148, 150 *et sqq.*, 180 *et sqq.*, 190, 219, 225, 228, 234 *et sqq.*

Municipal law (cont.):

Shereefian Empire (cont.):

1948 (December 30th) (cont.):
238 *et sqq.*, 249 *et sqq.*, 287 *et sqq.*,
292, 301 *et sqq.*, 304, 315 *et sqq.*,
318 *et sqq.*

Previous consent of U.S.A. to applica-
tion of laws to its nationals (con-
tention concerning—): I 9-12,
22 *et sqq.*, 26, 30, 52-53, 65 *et sqq.*,
231-233, 234, 261, 308, 395-406,
407-408, 719 *et sqq.*; II 17, 39 *et*
sqq., 44, 58 *et sqq.*, 73, 81, 112-116,
127-128, 130, 148-149, 171 *et sqq.*,
207, 218-219, 225, 235, 262, 274
et sqq., 278-279, 288 *et sqq.*, 298,
301 *et sqq.*, 313, 315 *et sqq.*, 386-388.

United States of America; 1948; Law
on Economic Aid, amended in 1950;
Art. 112 (n), with exchanges of letters
between France and U.S.A. in
January 1950, and May 1951: II
342-346.

N

"Nationals" and "ressortissants" (*Dis-*
tinction as between—): I 280; II 12.

Negotiations between France and the
United States of America, see Diplo-
matic correspondence and negotiations.

North Atlantic Coast Fisheries Arbitra-
tion Award, 7 ix 1910: I 65 et sqq.;
II 55, 173.

Notoriety (Proof by—), see Proof.

O

Observations and Submissions of French
Govt. on Preliminary Objection, with
annexes, see Jurisdiction of the Court,
Preliminary Objection.

"Open door" (*Principle of the—*): I 300
et sqq., 334 *et sqq.*, 691 *et sqq.*, 700 *et sqq.*,
706-710, 717, 803; II 24, 232, 322.

Optional Clause, see Statute of the Court,
Art. 36(2).

Oral proceedings:

Date of— (corresp.): II 445 *et sqq.*
Minutes of— (July 15th-26th, August
27th, 1952): II 140-146.
Questions put to Agents by Court, and
their replies, see *Questions*.
Statements of Parties:
France: II 141, 143, 147-219, 298-
314.
United States of America: II 142-143,
220-294, 315-322.

Orders of Court, see Time-limits for
written proceedings.

"Ordre public", see *Public policy*.

P

"*Facta sunt servanda*", see *International*
law, Sanctity of treaties.

Palmas Island Award, 4 iv 28: I 67; II
70, 172, 175.

Parties to the proceedings:

Question whether French Govt. is
acting on its own behalf, as protecting
State of Morocco, or on behalf of
both States: I 235-238, 248 *et sqq.*,
257; II 123-130, 285, 286, 424 *et sqq.*,
431-434.

Respective positions of—: I 29-30,
258-260, 262; II 149-150, 156.

Permanent Court of International Justice:

Advisory Opinions:

Series B, No. 4 (Nationality Decrees
in Tunis and Morocco): I 52; II
222, 223.

Series B, No. 7 (Acquisition of Polish
Nationality): II 51.

Judgments:

Series A, No. 10 (*Lotus case*): I 30;
II 68.

Series A/B, No. 34 (A 20/21) (*Serbian*
Loans case): II 52.

Series A/B, No. 63 (*Oscar Chinn case*):
I 68.

Series A/B, No. 74 (*Phosphates in*
Morocco case): I 252.

Personality of law (Principle of—): I
359 et sqq., 396, 402; II 19, 45, 58 *et sqq.*,
66-67, 68, 116 *et sqq.*, 127, 128 *et sqq.*,
148, 170, 171 *et sqq.*, 279 *et sqq.*

Phosphates in Morocco case before the
P.C.I.J. (Series C 84 (1938)): I 237,
252.

Practice of customs authorities in Morocco,
see Customs.

Practice of States:

Capitulatory rights alleged to be con-
firmed by custom and usage: I 199,
385 *et sqq.*, 406, 731; II 54 *et sqq.*,
165 *et sqq.*, 280 *et sqq.*, 284-285.

Exchange control: II 192, 195 *et sqq.*
Extraterritoriality, see *Extraterrito-*
riality.

"Most-favoured-nation clause": I 60
et sqq., 372 *et sqq.*; II 47 *et sqq.*, 119
et sqq., 162, 165 *et sqq.*

Practice of States (cont.):

"Right of assent" to laws under a régime of capitulations: I 73-75, 396-405; II 41 *et sqq.*, 62 *et sqq.*, 65-66, 115, 127-128, 172 *et sqq.*, 278 *et sqq.*, 288 *et sqq.*, 301 *et sqq.*

Preferential treatment in favour of U.S.A. nationals (Question of—): I 10, 23 *et sqq.*, 52, 76, 202 *et sqq.*, 232-233, 308, 354 *et sqq.*, 720 *et sqq.*; II 44, 48, 58 *et sqq.*, 68 *et sqq.*, 117, 153 *et sqq.*, 162 *et sqq.*, 208, 218, 290 *et sqq.*, 299, 314.

Preliminary Objection, see Jurisdiction of the Court, Preliminary Objection.

Preparatory work on Act of Algeciras, see Treaties and conventions, Algeciras.

President of the Court (Sir Arnold McNair): II 140-146.

Previous consent of the United States of America to Moroccan laws, see Municipal law, Shereefian Empire (Previous consent, etc.).

Proof (Burden of—):

Custom and usage in regard to capitulatory rights: II 54, 165.

Discrimination (alleged—): I 86-88.

Exception in regard to the territorial jurisdiction of Morocco: I 65, 68, 395 *et sqq.*

Justification for establishing a prohibition on imports: II 248.

Most-favoured-nation clause (effects of—): II 162. (See also *Intertemporal law*.)

Ordre public (public policy) (action necessary to protect—): II 249, 251 *et sqq.*

Responsibility of the applicant (question of the—): I 29-30, 262, 326, 406; II 10.

"Right of assent" to Moroccan laws claimed by U.S.A.: I 65 *et sqq.*, 68, 395 *et sqq.*; II 172 *et sqq.*

Proof by notoriety: II 307-308.

Protection (Right of diplomatic and consular—in Morocco):

Lists of protection: I 76, 232-233.

Protégés of U.S.A.: I 54-56, 171 *et sqq.*, 185, 204 *et sqq.*, 232-233, 280, 359, 575-576, 669 *et sqq.*; II 12, 14, 41, 72, 121, 209, 276-277, 281-282.

(See also *Treaties and conventions, Madrid Convention (1880)*.)

Protectorate (French—) over Morocco:

Establishment of—and disputed measures taken by the French Govt.: I 45 *et sqq.*, 59 *et sqq.*, 75, 77, 259, 288 *et sqq.*, 391 *et sqq.*, 404-405; II 210, 213, 222, 233 *et sqq.*, 246, 278, 292-293.

Financial relations between protecting and protected States: II 100 *et sqq.*, 250 *et sqq.*, 311 *et sqq.*

Recognition of—: I 10-11, 48-51, 59, 62, 76 *et sqq.* (recognition by U.S.A.), 168 *et sqq.*, 192 *et sqq.*, 239-240, 288 *et sqq.*, 297-301, 382 *et sqq.*, 391 *et sqq.*, 687-688, 695, 723, 803; II 12-13, 43, 57, 127, 169, 174, 220, 223 *et sqq.*, 278, 285, 287, 292-293.

Rights of foreign Powers: I 288 *et sqq.*; II 13 *et sqq.*, 106, 130-131, 221 *et sqq.*, 278.

Status of protected State: II 124 *et sqq.*, 129, 130-131, 148 *et sqq.*, 223-224, 230, 262, 286, 292.

Protests made by the United States of America in regard to alleged violation of its treaty rights in Morocco: I 301-325, 689-728.

Public policy (l'ordre public) in Morocco: II 22 *et sqq.*, 93, 97-106, 192, 194 *et sqq.*, 236, 238 *et sqq.*, 241, 245 *et sqq.*, 248 *et sqq.*, 251-262, 304.

Public sittings, see Minutes of public sittings.

Public works in Morocco, see Concessions and construction of public works.

Q

Questions put by the Court to Agents and their replies: II 143, 144, 295-297 (*t. of the questions*), 323-336 (*replies*), 474 *et sqq.* (*documents filed and corresp.*.)

R

RAU (Sir Benegal—, Judge): II 140-146.

READ (Judge—): II 140-145.

"*Rebus sic stantibus*" (Clause—): II 176.

Registrar of the Court (M. E. Hambro): II 140-145. (See also *Correspondence with the Registry*.)

Rejoinder of the United States of America, with annexes: II 92-137.

Renunciation of capitulatory rights, see *Capitulations (Régime of—in Morocco)*, *Renunciation*, etc.

Reply of French Govt., with annexes :
II 9-91.

"*Ressortissants*", see "*Nationals*" and "*ressortissants*".

REUTER (M. Paul—), Assistant Agent of French Govt. : I 8, 13, 89 ; II 73, 140, 141, 144, 179-218 (*t. of speech*), 323-325 (*reply to question*), 330-333 (*reply to question*), 398 *et sqq.*, 448.

"*Right of assent*" to Moroccan laws, see *Municipal law*, *Shereefian Empire* (Previous consent, etc.); *Taxes*, Previous consent, etc.; *Practice of States*, "*Right of assent*".

RUBIN (Mr. Seymour J.—), expert for U.S.A. Govt. : II 142, 467.

Rules of Court :

Art. 32, para. 2 : I 236, 250, 251.
,, 48 : II 261, 337, 449-457, 459-460, 461, 468 *et sqq.*, 472.
Art. 57 : II 248.
,, 62 : I 235 ; II 418 *et sqq.*, 424, 426, 431.
Art. 63 : I 238.

S

Sanctity of treaties, see *International law*, *Sanctity*, etc.

Shereefian Empire, see *Municipal law*, *Shereefian Empire*; see also *Morocco*.

SHISHKIN (Mr. Boris—); statement made by—before Foreign Affairs Committee of U.S.A. Congress : II 15, 30-31, 75 (*t.*), 238-239.

Shores v. Amat case : I 222-230.

SMITH (Mr. Edwin L.—), expert adviser for U.S.A. Govt. : II 140, 448.

Sovereignty :

Morocco, see *Morocco*, *Sovereignty*; and also *Capitulations (Régime of—)* (*Sovereignty and the—*).

Territorial jurisdiction, see *Territorial jurisdiction*.

Special Agreement (Question of submitting a—): I 29 ; II 10.

Statute of the Court :

Art. 36, para. 2 : I 9, 29, 772 ; II 400.
,, 39 : II 145.
,, 40, para. 1 : I 236, 250, 251.
,, 44 :
Para. 2 : II 411, 412-414, 421, 422-423, 427, 429-431, 435-436, 438-441, 461, 467, 468.
Para. 3 : II 415.
Art. 49 : II 432.
,, 57 : II 146.
,, 59 : I 237, 250, 253.
,, 63 : I 254 ; II 407, 408-411, 412.

Submissions of Parties :

France : I 88-89 (*t.*), 260-261 ; II 72-73, 141, 144-145, 218-219, 336.
United States of America : I 343, 358, 394-395, 405-408 ; II 130-131, 143, 144-145, 272, 294, 336, 457-458 (correction), 459, 462, 465.

SWEENEY (Mr. Joseph M.—), Counsel for U.S.A. Govt. : II 140, 142, 144, 263-272 (*t. of speech*), 325-326 (*reply to question*), 444, 448.

T

Tangier :

Diplomatic Body at—, see *Diplomatic Body*.

Mixed Court of— :

Judgment in the case of *Jousselin (Customs) v. Bendelac*, 19 XII 33 : II 359-366.

Judgment of 8 XI 49 concerning a suit against a Moroccan subject by an American subject : I 404, 804-806.

Statute of—zone (Convention concerning Organization of the—); Art. 50 : II 210-211, 295, 324.

Taxes :

Algeciras (Act of—, 1906); provisions concerning collection of—: I 284-285 ; II 210, 273, 277.

Consumption taxes in Morocco :

Collection of— : II 295, 314, 330-333, 384-388, 458.

Refund of—claimed by U.S.A. : I 10, 22, 26, 116 *et sqq.*, 120, 132, 148, 150, 153 *et sqq.*, 318, 323, 355-358, 407-408, 720 *et sqq.* ; II 73, 111-115, 213, 219, 273 *et sqq.*, 279.

Exemption from— (Alleged right to—): I 10, 22-23, 258, 287, 306-307, 308, 321, 323, 326, 354-358, 407-408, 719-728 ; II 17, 38-44, 70, 72, 73, 111-116, 179-180, 207-214, 219, 273-279, 313.

Taxes (cont.):

Madrid Convention, 1880 (implications of—) concerning immunity from—: I 278-279.

Previous consent of U.S.A. to application of fiscal measures: I 10, 22, 26, 65 *et sqq.*, 116 *et sqq.* (dipl. corresp.), 308, 321-322, 354-358, 407-408, 719 *et sqq.*; II 17, 39 *et sqq.*, 73, 112-116, 207, 219, 274 *et sqq.*, 278-279, 288, 313, 386-388.

Territorial jurisdiction and personality of law: I 362 *et sqq.*, 395 *et sqq.*, 402; II 10, 45, 58 *et sqq.*, 66-67, 68, 116 *et sqq.*, 127, 128 *et sqq.*, 148, 170, 172 *et sqq.*, 279 *et sqq.*

Third State; rights acquired by means of most-favoured-nation clause, see *Treaties and conventions*, Most-favoured-nation clause.

THORP (Mr. Willard L.—), Assistant Secretary of State for Economic Affairs, U.S.A.; affidavit of—before an American Court of Justice, 4 X 49: II 15-16, 31, 75-80 (*t.*), 238-239, 302, 307-308.

Time-limits for written proceedings: II 402-403, 404-405, 420-421, 422, 435, 442 *et sqq.* (extension of limit).

Treaties, conventions and international agreements:

Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, Geneva, 8 XI 27: II 195, 252 *et sqq.*, 256, 306.

Algeciras (General Act of—), 7 IV 1906: *passim*; I 11, 43-45, 62, 72 (Art. 59), 75-76, 78 (Art. 105), 81, 280-286, 289, 330-331, 334, 387, 577-627 (*t.*, with Additional Protocol and Declaration by U.S.A., 22 I 1907), 689 *et sqq.*, 701 *et sqq.*, 711 *et sqq.*, 722 *et sqq.*; II 20 *et sqq.*, 34 *et sqq.*, 41 *et sqq.*, 70 *et sqq.*, 93, 96 *et sqq.*, 181, 188, 189-198, 210, 221 *et sqq.*, 230 *et sqq.*, 262, 273, 277 *et sqq.*, 281, 283 *et sqq.*, 291 *et sqq.*, 299, 305-306, 321-322.

Art. 95: I 115, 283 (*t.*), 305, 313, 343-354, 614 (*t.*), 750-751, 754-755; II 31 *et sqq.*, 73, 106 *et sqq.*, 215-217, 219, 263-272, 326, 387, 389, 392, 395.

Art. 96: I 351, 750-751; II 36, 108, 216-217, 268-269, 295, 323, 325-326.

Art. 102: II 283 *et sqq.*, 299 *et sqq.*

Preamble: I 11, 44, 330, 578 (*t.*); II 20-21, 190, 210, 221.

Treaties, conventions and international agreements (cont):

Algeciras (General Act of—) (*cont.*): Preparatory work: I 346 *et sqq.*; II 34 *et sqq.*, 97, 189 *et sqq.*, 217-218, 231 *et sqq.*, 269.

States parties to—; notification of right to intervene: II 407, 408-411, 412.

Bretton Woods Agreement, 22 VII 44, International Monetary Fund: I 11, 79-80, 81 *et sqq.*, 335 *et sqq.*, 340; II 26 *et sqq.*, 70, 71, 105, 177, 196, 199 *et sqq.*, 205-207, 256 *et sqq.*, 303, 304 *et sqq.*, 308 *et sqq.*, 319 *et sqq.*

Disappearance of a treaty, see below "Most-favoured-nation clause".

European Economic Co-operation (Convention of 16 IV 48): I 80, 335, 336, 339; II 105, 177, 197, 252, 255, 256 *et sqq.*

Fez (Treaty of—), 30 III 1912, see below "France—Morocco".

France (treaty obligations of—in Morocco): I 45 *et sqq.*, 77 *et sqq.*, 288 *et sqq.*

France—Germany:

1905 (July 8th); Declarations exchanged before Conference of Algeciras: I 289, 332-333, 641-642; II 231 *et sqq.* (negotiations). 1911 (November 4th); establishment of French Protectorate in Morocco: I 45-46, 72 (Art. 4), 78 (Art. 1), 165 *et sqq.*, 289-290, 291-292, 293-294, 392, 642-649 (*t.*), 664-667 (corresp.), 695, 705, 722-723; II 187-188, 222.

France—Great Britain:

1904 (April 8th); Declaration concerning Egypt and Morocco, with secret clauses: I 288-289, 291, 331-333, 628-633 (*t.*), 704-705; II 187, 222, 231.

1937 (July 29th); renunciation of capitulatory rights: I 50-51, 60, 73, 199-200, 237 (Preamble), 240-247 (*t.*), 252, 383, 389, 395, 729-733, 785-801 (*t.*, with annexes); II 52-53, 112, 116, 191, 208-209, 285, 286.

1938 (July 18th); Treaty of Commerce: I 715, 733.

France—Morocco; 1912 (March 30th); Treaty of Fez; organization of French Protectorate: I 9, 47 *et sqq.*, 59 *et sqq.*, 168 *et sqq.*, 251, 290-291, 295, 392, 650-651 (*t.*), 667-668 (corresp.), 695, 722-723, 772; II 53, 124, 128, 222 *et sqq.*

Treaties, conventions and international agreements (cont.):

France—Spain:

1904-1905; Declaration, Secret Convention and Secret Agreement: I 289, 634-640 (*t.*); II 222, 286.
 1912, 1914; termination of consular jurisdiction in Morocco; Convention and Declarations: I 59, 168, 195, 383-384, 652-663 (*t.*), 705, 802 (*t.* of Declaration of 7 III 1914); II 53, 123, 126-127, 167 *et sqq.*, 187, 209, 285, 286.

France—U.S.A.; Agreement of 28 VI 48; application of European recovery programme: I 9 (Art. 10), 12, 82, 772; II 26, 31, 53, 70, 71, 126, 168, 197-198.

Great Britain—France, see above "France".

Great Britain—Morocco; 1856 (December 9th); "General Treaty" and Treaty of Commerce: I 57 *et sqq.*, 63, 71, 72-73, 272, 273-276, 329, 359 *et sqq.*, 363-371, 381 *et sqq.*, 386 *et sqq.*, 401, 402; II 18 *et sqq.*, 23-24, 39 *et sqq.*, 44 *et sqq.*, 52, 54, 64, 70 *et sqq.*, 93 *et sqq.*, 112 *et sqq.*, 157, 165 *et sqq.*, 180 *et sqq.*, 184 *et sqq.*, 208, 226-227, 228-229, 275, 281, 286-287, 303.

Havana (Charter of—), 24 III 48, for International Trade Organization: I 11, 80-81, 335, 339-340; II 197, 252, 255, 256.

Madrid Convention, 3 VII 1880: I 42-43, 54, 56, 58, 71 (Art. 3), 277-280, 378 *et sqq.*, 387-388, 400-401, 402, 564-576 (*t.*), 669 *et sqq.*, 725 *et sqq.*; II 12, 41, 50 *et sqq.*, 56, 72, 114, 121, 163 *et sqq.*, 207, 209 *et sqq.*, 228, 275 *et sqq.*, 281 *et sqq.*

Morocco:

Treaties concluded by—, or concerning— (1631-1906): I 30 *et sqq.*, 263 *et sqq.*, 409 (*list*), 417-640 (*t.*); II 225 *et sqq.*, 275.

Treaty obligations of—: I 30-53 (analysis), 70 *et sqq.*, 77-78, 263 *et sqq.*

(See also above and below "Algeciras (General Act)"; "Madrid Convention"; and "Treaties between other countries and Morocco".)

Most-favoured-nation clause:

Article 24 of Treaty of 1836 between U.S.A. and Morocco, see below "U.S.A.—Morocco", 1836.

Treaties, conventions and international agreements (cont.):

Most-favoured-nation clause (*cont.*):

Capitulatory system and operation of the—: I 11, 12, 31, 60 *et sqq.*, 263, 287, 371 *et sqq.*, 406; II 47 *et sqq.*, 68 *et sqq.*, 116 *et sqq.*, 119 *et sqq.*, 130, 157, 160 *et sqq.*, 209.

Conditional clause or unconditional clause: II 185 *et sqq.*, 211, 305, 317-318.

Disappearance of a treaty between two States and effect produced on rights acquired by a third State under that treaty as a result of the—: II 295.

Equality (Notion of—) and the—: I 374 *et sqq.*; II 47 *et sqq.*, 68, 162 *et sqq.*

In treaties concluded by Morocco: I 43, 57 *et sqq.*, 266 *et sqq.*, 279, 287, 371 *et sqq.*; II 47 *et sqq.*, 68 *et sqq.*, 116, 119 *et sqq.*, 227 *et sqq.*, 317-318.

Loss of rights under—resulting from renunciation of their rights by third States (question of—): I 11, 12, 61, 371 *et sqq.*, 382 *et sqq.*; II 10, 47 *et sqq.*, 72, 177, 208 *et sqq.*, 218, 277, 285 *et sqq.*

Permanently vested rights under— (question of—): I 60 *et sqq.*, 371 *et sqq.*, 390; II 48 *et sqq.*, 68 *et sqq.*, 117, 119 *et sqq.*, 160 *et sqq.*, 176 *et sqq.*, 228, 282, 299, 300 *et sqq.*, 314.

Practice of States in regard to the—: I 60 *et sqq.*, 372 *et sqq.*; II 47 *et sqq.*, 119 *et sqq.*, 162, 165 *et sqq.*

Reciprocity and the—: II 185 *et sqq.*, 191 *et sqq.*, 211, 229 *et sqq.*, 305.

Scope of the—; judgment of French *Cour de cassation*, 22 XII 1913: II 51, 84-85 (*t.*).

U.S.A. rights and privileges (alleged—) in Morocco resulting from the—: I 57 *et sqq.*, 271, 287, 371 *et sqq.*, 406; II 11, 47 *et sqq.*, 68 *et sqq.*, 73, 117, 119 *et sqq.*, 130, 161 *et sqq.*, 227 *et sqq.*, 281, 286 *et sqq.*, 317 *et sqq.*

Obligations of France and Morocco, see above "France", and "Morocco".
 Rights of U.S.A. in Morocco, see *United States of America*, Treaty rights.

Sanctity of treaties, see *International law*, Sanctity of treaties.

Spain—France, see above "France—Spain".

Treaties, conventions and international agreements (cont.):

Spain—Morocco; 20 xi 1861; Treaty of Commerce: I 71, 73, 272, 276, 329, 365-366, 370-371, 381 *et sqq.*, 386 *et sqq.*, 401; II 18 *et sqq.*, 39 *et sqq.*, 52 *et sqq.*, 71, 72, 93, 95 *et sqq.*, 116, 118 *et sqq.*, 127, 157, 165, 166 *et sqq.*, 180 *et sqq.*, 184 *et sqq.*, 208, 209, 227, 228-229, 275, 281, 303.

Tariffs and trade (General Agreement on—), 30 x 47: I 11, 80, 81, 335; II 197, 229, 252, 253, 254 *et sqq.*, 256, 309-310.

U.S.A.—France, see above "France—U.S.A."

U.S.A.—Morocco:

1787 (January 25th); Treaty of Peace and Friendship: I 270-271, 369, 399; II 119, 275, 280.

1836 (September 16th); Treaty of Peace and Friendship: I 9, 31 *et sqq.*, 34 *et sqq.* (history of treaty), 54, 63, 71 (Art. 17), 272-273, 304, 330, 359-371, 389, 729, 731; II 44 *et sqq.*, 55-56 (question of denunciation), 67 *et sqq.*, 117 *et sqq.*, 157 *et sqq.*, 169 *et sqq.*, 175 *et sqq.*, 178, 275, 283-284.

Arts. 20 and 21: I 11, 12, 54 *et sqq.*, 260, 369, 399-400; II 158 *et sqq.*, 170-171, 218, 283.

Art. 24 (most-favoured-nation clause): I 12, 31, 59; II 23, 158, 160-161, 162 (*t.*), 164, 186, 218, 281, 285, 286 *et sqq.*

Violation (alleged—) of treaty rights, see *International law*, Violation, etc.

United States of America:

Agents and Counsel, see *Agents*, etc.
Counter-Memorial, with annexes: I 257-806.

Diplomatic correspondence, see *Diplomatic correspondence*.

Documents filed, see *Documents*.

Foreign Affairs Committee of Congress; statement by Mr. Boris Shishkin, see *Shishkin*.

Imports into—, see *Imports*.

Oral statements, see *Oral proceedings*.

Preliminary Objection filed by—, with annexes: I 235-247.

Protests made by—, see *Protests*.

Rejoinder (written—), with annexes: II 92-137.

United States of America (cont.):

Reservation of extraterritorial rights in Morocco, see *Capitulations (Régime of—)*, Reservation, etc.

Treaties concluded by—, see *Treaties and conventions*.

Treaty rights of U.S.A. in Morocco: I 42 *et sqq.*, 53 *et sqq.*, 258-260, 263 *et sqq.*, 270 *et sqq.*, 286-287, 326, 369 *et sqq.*, 391 *et sqq.*, 395 *et sqq.*, 406-408, 689 *et sqq.*, 710 *et sqq.*; II 10 *et sqq.*, 44 *et sqq.*, 67 *et sqq.*, 116 *et sqq.*, 130-131, 157 *et sqq.*, 220 *et sqq.*, 225 *et sqq.*, 280 *et sqq.*, 287, 290 *et sqq.*, 293, 303, 305 *et sqq.*, 315 *et sqq.*

U

UTTER (Mr. John E.—), expert adviser for U.S.A. Govt.: II 140, 448.

V

Violation of treaty rights, see *International law*, Violation, etc.

W

Written proceedings:

Communication of—to certain govts. not parties to case (requests for—): II 411, 412-414, 421, 422-423, 427, 429-431, 435-436, 438-441, 444, 461, 462, 466-467, 468, 471-472, 474.

Communication of—to public (question raised concerning—): II 415-418.

Counter-Memorial (U.S.A.), with annexes: I 257-408 (*t.*), 409-416 (*list of annexes*), 417-806 (*t. of annexes*).
Memorial (France), with annexes: I 15-89 (*t.*), 90-92 (*list of annexes*), 93-234 (*t. of annexes*).

Observations and Submissions of France on Preliminary Objection, see *Jurisdiction of the Court*, Preliminary Objection.

Preliminary Objection of U.S.A., see *Jurisdiction of Court*, Preliminary Objection.

Rejoinder (U.S.A.), with annexes: II 92-137.

Reply (France), with annexes: II 9-91.

Time-limits for—, see *Time-limits*.

Z

ZORIČIĆ (Judge—): II 140-145.